

• juillet 1995 • n° 393 •

**IMPRECOR**  
• P R I X : 3 5 F F / 7 F S / 1 5 0 F B •

*Palestine :*

**Etat des lieux !**

*Turquie :*

**Municipalités islamistes**

*Sénégal :*

**Wade au gouvernement**

*Dossier :*

**Le Forum de São Paulo**



# SOMMAIRE

3

CUBA

Un tournant dans les relations cubano-américaines

Janette HABEL

6

BOSNIE-HERZEGOVINE

La croisée des chemins ?

Catherine SAMARY

8

PALESTINE

Etat des lieux

Entretien avec Tikva HONIG-PARNASS

12

TURQUIE

Un an sous municipalités islamistes

Erdal TAN

## Dossier: Forum de São Paulo

14

Reconstruisons l'espérance

DOCUMENT

16

Quel avenir pour le Forum

Braulio MORO

19

SALVADOR

La fin du conflit et la transition à la

démocratie

DOCUMENT

21

MEXIQUE

L'EZLN sous la loupe de la gauche latino-

américaine

Entretien

24

CUBA

Pas de démocratie sans souveraineté

DOCUMENT

26

BRESIL

Tirer les leçons

DOCUMENT

28

MEXIQUE

Pourquoi la consultation

DOCUMENT

30

SENEGAL

Balayer le régime !

Entretien avec Landing SAVANE

33

Casamance la dérive militaire

Badara NDIAYE

35

NOUVELLES DU MONDE

France- Tunisie

36

QUATRIEME INTERNATIONALE

XIV<sup>e</sup> congrès : un congrès de mutation

## L'été : une pause pour *Inprecor* et une occasion pour le faire connaître

Ce numéro d'*Inprecor* est le dernier avant la pause de l'été. Rendez-vous donc en septembre pour le n° 394, dans lequel vous trouverez notamment des analyses sur la Russie, le Caucase, la République tchèque et la Pologne. Nous comptons également revenir sur les élections en Haïti, le Maroc, les luttes des femmes en Amérique latine...

A l'heure de la mondialisation capitaliste, les échanges d'expériences et de points de vue entre les diverses sphères culturelles et linguistiques sont plus que jamais nécessaires à toute celles et tous ceux qui aspirent à transformer la société. *Inprecor*, avec ses publications sœurs en anglais (*International Viewpoint*, abonnements à PECCI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11, France, 1 an : 330 FRF), en castillan (*Inprecor para América Latina*, abonnements: Apartado postal 18-996, Colonia Escandon, Mexico, 11800, D.F., Mexique, 1 an : 18 US\$, chèques à l'ordre de Ulises Martinez Flores) et en allemand (*Inprekorr* - abonnements : Neuer Kurs GmbH, Dasselstr. 75/77, D-50674 Köln, Allemagne, 1 an : 50 DEM), constitue à ce titre un outil unique d'informations et de débats pour la gauche internationale. Car non seulement ses analyses sont disponibles en quatre langues, mais encore elles permettent de nourrir des publications aussi diverses que *Demokrasi İçin Yeni Yol* (Turquie), *Alternatyvy* (Russie), *October Review* (Hong-Kong), *Internationalen* (Suède), *Dalej* (Pologne), *World Revolution* (Japon)...

Pourtant, nos lecteurs le savent, l'existence de cet outil est un combat de tous les jours. Sans subventions étatiques ni mécènes, sans publicité payante, notre presse ne peut compter que sur ses lectrices et lecteurs. Et pour continuer elle doit accroître le nombre de ses abonné(e)s. Alors, si vous partez en vacances, n'oubliez pas de prendre *Inprecor* avec vous pour le faire connaître à celles et ceux que vous rencontrerez. Proposez leur un abonnement à l'essai (3 mois pour 75 francs seulement) et, si elles ou ils préfèrent nous lire en anglais, en castillan ou en allemand, n'oubliez pas que cela est également possible. En juillet et août 1994 nous avons gagné grâce à vos efforts près de 100 abonné(e). Il ne dépend que de vous pour que cette année *Inprecor* obtienne sa prime de vacances, qui lui permettra de continuer en s'améliorant !

La Rédaction

### Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Éditée par PECCI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562

Rédaction — Administration : PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France

Tél : (33-1) 43 79 29 60 Fax : (33-1) 43 79 29 61

E-Mail : inprecor@igc.apc.org

Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski C.P. n° 59117 ISSN 1 0294 - 8516

Imprimé par Rotographie 2, Rue R. Lenoir, 93100 Montreuil

Diffusé dans les librairies par DIF\*POP\* SARL, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.



### ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	220 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement  Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Institutions (600 FF, 1 AN)

« Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois)

« Découvrir INPRECOR » \* (75 FF, 3 mois)

\*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom -Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# Un tournant dans les relations cubano-américaines?

**La transition cubaine est entrée dans une nouvelle étape : après la «période spéciale en temps de paix», nouvelle variante d'un communisme de guerre que la résistance populaire endura pendant trois ans, «le socialisme ou la mort» devait céder le pas en 1993 aux premières réformes économiques avec la légalisation du dollar.**

**Janette HABEL**

**D**epuis la crise d'août 1994 l'ouverture économique s'est amplifiée dans l'agriculture avec l'autorisation des marchés agricoles ; la réforme fiscale, le développement de l'initiative privée, la restructuration de l'emploi dans les entreprises publiques et son corollaire l'accroissement du chômage, la diminution des subventions, les prémices de la dérégulation salariale ont déjà provoqué d'importants changements sociaux et politiques alors que les effets économiques des réformes semblent encore limités.

La survie économique est toujours suspendue à un fil ; avec une récolte de canne à sucre de 3,3 millions de tonnes environ les ressources en devises ne suffisent pas ; ni le tourisme, ni l'essor des joint-ventures, ni les exportations de bio-technologies, d'agrumes n'apportent de solution au problème clé : le pays n'a pratiquement pas de crédit (sauf à des taux exorbitants) et ses besoins de financements sont désormais décisifs pour sortir de la récession.

L'embargo américain interdit les accords avec les organismes de prêts multilatéraux. Les aides accordées par l'Union européenne ou les gouvernements latino-américains sont conditionnelles. La possibilité de signer un accord de coopération avec l'Europe proposé par le gouvernement espagnol (qui va assurer la Présidence de l'Union

européenne le deuxième semestre 1995) dépendra des «progrès» faits par le gouvernement castriste en matière de droits de l'homme. Un tel accord (qui permettrait sans doute à La Havane d'avoir accès à la Banque européenne d'investissements (BEI) suppose que des gestes significatifs soient effectués sur le plan politique. C'est ainsi qu'il faut interpréter la récente visite dans l'île d'Eloy Gutierrez Menoyo. L'ancien organisateur des commandos d'attaque anti-castristes Alpha 66 fut capturé à Cuba en 1965 ; arrêté il passa 22 ans en prison avant d'être libéré grâce à l'intervention de Felipe Gonzalez dont il est l'un des interlocuteurs privilégié. Dirigeant du groupe «Cambio Cubano» à Miami considéré comme modéré, l'entretien récent qu'il a eu avec F. Castro revêt une importance symbolique : la «réconciliation nationale» avec les «modérés» de Miami fait partie d'une stratégie dont l'objectif est d'abord d'isoler l'extrême-droite regroupée en Floride autour de la Fondation cubano-américaine et de son chef Mas Canosa. La deuxième réunion avec des représentants de l'exil prévue en novembre 1995 à La Havane s'inscrit dans la même perspective: neutraliser le lobby cubano-américain qui impose depuis plus de trente ans ses choix à Washington afin de préparer les conditions d'une négociation globale.

## Le poids de la Floride

On connaît les considérations de politique intérieure qui pèsent sur les décisions de la Maison Blanche : la présence d'une communauté riche et puissante, sur-représentée par la Fondation cubano-américaine de Mr J. Mas Canosa dans un Etat — la Floride — dont le poids en termes de grands électeurs et dont l'aide financière sont généralement considérés comme déterminants pour l'élection présidentielle.

Depuis plus de trois décennies, la politique américaine s'est fondée sur la conviction qu'il existe dans l'île des forces capables de renverser le régime à condition que des pressions externes les y aident. Comme l'a dit crûment un diplomate canadien «*Les Américains*

*veulent la tête de Fidel Castro et un gouvernement de leur choix*» (1) Or en dépit de tous les pronostics, l'effondrement attendu depuis cinq ans ne s'est pas produit. Ce constat ne saurait s'expliquer par la seule répression — certes très efficace — des libertés politiques. Présentés comme un préalable à la levée de l'embargo et à la restauration de relations normales entre les deux pays les droits démocratiques, les libertés d'organisation et de la presse apparaissent comme l'expression d'une volonté dominatrice et impériale pour une partie substantielle de la population de l'île (par ailleurs davantage préoccupée à l'heure actuelle par la satisfaction de ses besoins élémentaires). La politique américaine apparaît en outre à géométrie variable : la non invitation de Cuba au Sommet des Amériques en Décembre 1994 au motif que son Président ne serait pas démocratiquement élu contraste singulièrement avec l'invitation faite à la République dominicaine dont les Etats-Unis ont eux-mêmes critiqué les élections frauduleuses (sans même évoquer le sort des droits de l'homme dans des pays comme la Chine, ou le soutien accordé à Boris Eltsine). Les incohérences de ces choix ont valu à la diplomatie américaine une condamnation nette de l'embargo par la 49<sup>e</sup> AG des Nations unies le 26 octobre 1994 et des condamnations répétées du Parlement européen et des gouvernements latino-américains. Pour ces derniers l'enjeu est d'importance ; leur volonté quasi générale de réintégrer l'île dans les institutions régionales, notamment à l'OEA comme l'a souhaité son nouveau Président Cesar Gaviria en témoigne. Les relations diplomatiques désormais restaurées avec la quasi totalité des gouvernements confirment la volonté de ces derniers de normaliser les échanges avec l'île isolée, affaiblie et dont les alliés révolutionnaires sur le continent ont disparu ou sont le dos au mur. Cette situation politique continentale n'est évidemment pas étrangère aux dernières décisions de

1) *Washington Post National Weekly Edition* 5/7/1993 cité in Thomas Paterson *Contesting Castro*. Oxford University Press. 1994.

F.Castro. Les organisations révolutionnaires d'Amérique centrale sont toutes acculées à la négociation, souvent dans des conditions difficiles, et l'année 1994 s'est soldée par des défaites électorales majeures dans des pays clés du continent (notamment au Brésil). Les rapports de force n'ont jamais été aussi défavorables à la révolution cubaine depuis sa naissance. Et jamais depuis 1959 le castrisme n'est apparu aussi vulnérable. Envisagé par le gouvernement américain de l'extérieur d'abord (dès 1961 avec l'invasion de la Baie des Cochons), puis de l'intérieur ensuite, cherchant par le renforcement des sanctions à créer les conditions d'un soulèvement populaire, le renversement du castrisme justifié autrefois au nom de la guerre froide et de la lutte contre le communisme apparaît aujourd'hui à Washington comme inscrit dans l'ordre des choses sans qu'il soit nécessaire d'en précipiter l'avènement. C'est ce que défendent certains diplomates américains relayés par des éditorialistes du Washington Post (2) ou du New York Times (3) pour lesquels le règne du l'eadar maximo touche à sa fin. Pourquoi alors s'interrogent ces stratèges, prendre le risque d'un affrontement ou d'une crise dont les Etats-Unis feraient les frais en matière de flux migratoires et dont la population rendrait les nord américains responsables alors que le pays peut tomber «comme un fruit mûr», une échéance convoitée depuis plus d'un siècle ?

En effet Washington n'a jamais admis que la légitimité du castrisme provienne de son rôle dans le parachèvement de la formation de la nation cubaine. La filiation historique établie par F. Castro entre les guerres d'indépendance, José Martí et le Mouvement du 26 Juillet (la génération du centenaire de la naissance de Martí), la résistance à la volonté annexionniste séculaire des Etats-Unis, ont forgé au cours des années une identité nationale renforcée par l'hostilité de la Maison Blanche. Mais cette dernière pourrait à la faveur de la crise amorcer un changement de tactique si l'on en croit les propos du Président Clinton proposant une «*main tendue au peuple cubain*» (4) afin de rendre possible «une transition pacifique vers la démocratie».

### Contrôler l'émigration

Les récents accords conclus sur l'émigration entre Washington et La Havane pourraient amorcer un revirement significatif dans la politique suivie

depuis 35 ans à l'égard de Cuba. L'accord du 9 septembre 1994 avait été signé après que la crise du mois d'août et le départ de plusieurs dizaines de milliers de balseros en direction des côtes de Floride aient obligé le gouvernement Clinton à négocier avec La Havane. L'émigration fait en effet l'objet d'un rejet croissant aux Etats-Unis comme en témoigne le succès de la loi 187 en Californie proposant la suppression des avantages sociaux en matière de santé et d'éducation envers les immigrants illégaux et leurs enfants.

Le protocole de septembre prévoyait l'accueil par les Etats-Unis de 20 000 immigrants cubains par an à condition que cette démarche soit faite dans le cadre légal de la Section des intérêts américains (SINA) à La Havane. Un terme était mis au statut privilégié des Cubains qui avaient bénéficié depuis plus de trente ans d'un droit d'asile presque automatique. En échange le gouvernement cubain s'engageait à empêcher les départs incontrôlés de ses ressortissants. Mais la négociation n'avait pas clarifié le statut des boat people recueillis l'été 1994, envoyés sur la base américaine militaire de Guantánamo en territoire cubain et au Panama. Environ 30 000 balseros se retrouvaient ainsi (avec quelques milliers d'Haïtiens) à quelques kilomètres de la frontière cubaine sans pouvoir parvenir aux Etats-Unis ni retourner dans leur pays. Outre le caractère explosif de cette situation (des milliers de réfugiés étaient entassés dans des camps sous des tentes collectives, sans travail, sans famille ni loisirs, et déjà plusieurs émeutes avaient eu lieu), le coût de ce «séjour» (1 million de dollars par jour (5) devenait insoutenable.

Un nouvel accord est intervenu en Mai 1995, qui complète celui de Septembre 1994, mais va plus loin. Un terme est mis à la présence des balseros à Guantánamo dont la majeure partie pourra gagner les Etats-Unis mais, désormais, les immigrés illégaux seront rapatriés à Cuba par les garde-côtes américains. La «Déclaration conjointe» indique qu'aucune sanction ne devra être prise à l'encontre des immigrants illégaux ; les officiers consulaires à La Havane auront un droit de regard sur le traitement réservé aux rapatriés. Cette «normalisation des relations migratoires» selon les termes de la déclaration est, au delà des limites apparentes de son champ d'application, importante en ce qu'elle réfute en pratique la caractérisation de Cuba comme «Etat hors la loi» (outlaw state au même titre que la

Corée du nord, l'Iran, l'Irak et la Lybie), des Etats définis ainsi par Anthony Lake (6) «*parce qu'ils ont non seulement choisi de rester en dehors de la famille, mais de plus d'attaquer ses valeurs fondamentales*».

Qu'on le veuille ou non une certaine légitimité est ainsi reconnue à «la dictature castriste» dès lors qu'on juge possible d'y renvoyer des candidats à l'exil traités comme de simples réfugiés économiques. Voilà qui explique la fureur d'une partie de la communauté cubaine de Miami qui, pour la première fois, n'a pas été tenue informée des pourparlers secrets engagés entre Peter Tarnoff, sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires Politiques, et Ricardo Alarcon, Président du Parlement cubain.

Par cette négociation Washington reconnaît aussi que le renversement du castrisme n'est pas forcément la solution la plus souhaitable pour la région : car comme le soulignent Peter Hakim et Michael Shifter : «*pour Washington les défis politiques les plus difficiles pourraient venir de ses trois voisins les plus proches : le Mexique, Haïti et Cuba*» (7). Quant au gouvernement cubain il a enregistré avec satisfaction ce que le Président de l'Assemblée nationale Ricardo Alarcon, principal négociateur des accords, a caractérisé comme «un tournant à 180°» produit «*d'une volonté politique absente auparavant*» de la part des neuf présidents qui précédèrent Bill Clinton (8).

### Deux fers au feu

Mais cette politique est ambiguë car la Maison Blanche a deux fers au feu ; le projet de loi Burton-Helms (défendu par Jesse Helms, président républicain de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, et le représentant D.Burton) propose un renforcement et une internationalisation de l'embargo. Un projet qui a fait l'objet avant même son adoption d'un avertissement de l'Union européenne rappelant «*son opposition à l'adoption de toute mesure de portée extraterritoriale et allant à l'encontre des règles de l'OMC*» (Mai

2) cf Jessica Mathews (*Herald Tribune* 5/4/1995).

3) «Cubans like the others» (*Herald Tribune* 4/5/1995).

4) El País 28 Juin 1995.

5) *International Herald Tribune* 23 Mai 1995.

6) Conseiller du Président Clinton pour les Affaires de sécurité in *Foreign Affairs* Vol. 73 N° 2. March / April 1994

7) Respectivement président du Dialogue Inter-américain à Washington et professeur d'études latino-américaines à l'Université de Georgetown in *Current History* Février 1995 Vol.94 N° 589

8) *Granma Internacional* 17 mai 1995

9) Cf. Note 12.

1995).

Car l'essor des relations commerciales et le rôle de la diplomatie européenne déplaisent fortement aux hommes d'affaires américains. Sur le plan commercial l'embargo a des effets pervers : il interdit notamment aux hommes d'affaires américains d'investir à Cuba alors que l'ouverture de l'île aux investissements étrangers (déjà sanctionnée par les modifications intervenues dans la Constitution en 1992) va faire l'objet de garanties plus précises grâce à une nouvelle loi qui devrait être adoptée par l'Assemblée nationale populaire (ANP) en juillet 1995. Cette nouvelle loi devrait stimuler l'essor des investissements européens et latino-américains et permettre la négociation de la dette. En Europe, outre l'Espagne, l'Allemagne, la Grande Bretagne et l'Italie s'intéressent de plus en plus au marché cubain.

La Commission européenne a reconduit son aide humanitaire. Cette aide a atteint en 1994 quatorze millions d'Ecus et devrait être du même montant pour 1995 (elle était de trois millions d'Ecus en 1992).<sup>(9)</sup> Accordée par l'intermédiaire de l'Office humanitaire de la Commission européenne (ECHO) cette aide est distribuée par les ONG dans les hôpitaux et les centres médicaux. Mais l'Union européenne n'accorde pas directement d'Aide au développement à Cuba qui ne fait pas partie de la Convention de Lomé (cette dernière organise l'Aide au développement de l'UE vers les pays ACP Afrique-Caraïbes-Pacifique) et Cuba est le seul pays d'Amérique latine avec lequel l'UE n'a pas signé d'accord-cadre de coopération. Si l'UE a depuis longtemps critiqué l'embargo américain, la politique européenne reste déterminée par les progrès réalisés sur le plan des réformes économiques et de la démocratisation du régime.

De part et d'autre de l'Atlantique deux stratégies politiques sont ainsi à l'oeuvre :

► Aux Etats-Unis, la majorité républicaine au Congrès pourrait se rallier au projet de Jesse Helms. Ce dernier n'a pas hésité à appuyer à Miami, lors de la 34<sup>e</sup> commémoration de l'invasion de la Baie des Cochons, l'appel de la Fondation cubano-américaine pour un blocus naval de Cuba (10).

Que fera le Président américain ? Bill Clinton a déjà annoncé qu'il opposerait son veto aux réductions budgétaires annoncées par les Républicains en matière d'aide à l'étranger, mais on ignore encore ce que sera son attitude à

l'égard de la loi Burton-Helms. Les risques de la transition cubaine ne peuvent laisser Washington indifférent : aussi bien à cause de leur impact potentiel aux Etats-Unis que sur le plan régional. Pour la Maison Blanche l'immigration est devenue un problème de politique intérieure déterminant : les récentes élections l'ont montré. La crise haïtienne, la crise des baltiques cubains ont eu pour effet de démultiplier les flux migratoires. Une crise cubaine généralisée aurait des effets autrement plus graves et peuvent conduire le Département d'Etat à faire le choix de la stabilité en misant sur la marginalisation progressive du leader cubain à la faveur des réformes.

En Europe on mise sur un dialogue impulsé par les dissidents modérés de l'intérieur, ou par des porte-parole de l'exil liés aux Internationales européennes (Socialiste, Démocrate-Chrétienne, Libérale) ou par l'Eglise (11) pour accélérer la transition politique en imposant la reconnaissance des partis politiques de Miami et le retrait de F.Castro.

### La Havane prend les devants

La Havane prend les devants en organisant pour la seconde fois une conférence sur l'émigration en Novembre 1995 (la première avait eu lieu en Avril 1994) afin d'engager seule des négociations sur l'avenir du pays.

Après la visite de Fidel Castro en France, une mission conduite par France-Libertés, comprenant des représentants de Médecins du Monde, de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et de Human Rights Watch, s'est rendue à Cuba en Mai 1995. La libération prévue de six prisonniers politiques par F. Castro est consécutive à cette visite (12). Mais ces libérations, bien que conformes aux exigences européennes, ne sauraient être considérées comme suffisantes par les instances de l'UE qui attendent des réformes institutionnelles plus radicales en matière de droits de l'homme, permettant l'exercice sans entrave des libertés d'expression et d'opposition aujourd'hui interdites.

Fidel Castro sait mettre à profit les différences tactiques qui opposent l'Europe ainsi que de nombreux gouvernements latino-américains à la Maison Blanche pour gagner du temps. Les prises de position des ministres des Affaires étrangères des quatorze pays membres du groupe de Rio réunis en mai 1995 à Quito, qui ont rejeté à l'una-

nimité le projet Burton-Helms considéré comme « injuste » et « illégal », confortent la diplomatie cubaine.

Pourtant l'agression extérieure n'est pas le seul danger qui menace le dirigeant cubain. Le danger vient aussi de l'intérieur, de la mutation socio-économique en cours dont les conséquences sont telles qu'elles menacent la cohésion et le soutien populaire dont il a bénéficié. Fidel Castro est en effet prisonnier d'une contradiction difficilement soluble : pour survivre il doit accepter de mener à bien des réformes qui permettent d'améliorer la situation économique. Mais ces réformes, en remettant en cause la justice sociale et en fragilisant l'indépendance nationale, minent les bases mêmes de son pouvoir ou du moins de sa légitimité. La population a résisté pendant plus de trois décennies pour défendre sa dignité, sa souveraineté, un projet de société solidaire et égalitaire malgré ses limites politiques. Combien de temps assistera-t-elle encore passivement à l'effondrement, non pas du régime, mais de ses conquêtes ? Alors que le régime castriste a pu survivre à toutes les agressions extérieures grâce à un consensus social puissant, toujours méconnu internationalement (d'où les contre-sens et les analogies trompeuses avec l'Europe de l'est), pourra-t-il sauver un système dont les fondements sont si fortement ébranlés ? ★

10) *International Herald Tribune* 9 Mai 1995

11) *Cuba Apertura economica y relaciones con Europa*, Madrid 1994 Instituto de Relaciones Europeo-latino-americanas (IRELA)

12) Le rapport de la mission n'est pas encore disponible au moment où nous écrivons.

# LA CROISEE DES CHEMINS ?

**Il est trop tôt pour savoir quel sera le dénouement des deux événements récents susceptibles d'infléchir le cours de la guerre en Bosnie-Herzégovine : la prise en otage des observateurs et soldats de la FORPRONU par les forces serbes bosniaques de Radovan Karadzic, d'une part ; la contre-offensive de l'armée bosniaque autour de Sarajevo, d'autre part.**

Catherine Samary

**M**ais l'humiliation subie dans la prise d'otages n'a nullement entamé la détermination commune aux grandes puissances occidentales quels que soient leurs objectifs partiellement différents : ne pas entrer en guerre et rester dans le cadre du «plan de paix» proposé par le «groupe de contact» (Etats-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne et Russie). Ce plan s'efforce de préserver les frontières de la Bosnie-Herzégovine (et ne reconnaît donc pas les Etats dans l'Etat que sont la République serbe de Karadzic et l'Hercegovine bosniaque). Mais il organise en même temps un découpage territorial sur des bases ethniques, à l'origine en trois entités, actuellement en deux (51 % pour la fédération croato-musulmane bosniaque, 49 % pour la partie contrôlée par Karadzic). Radovan Karadzic, quant à lui, poursuit un objectif constant : obtenir une reconnaissance internationale de la «République serbe» de Bosnie, au nom du droit d'autodétermination du peuple serbe, étape vers une unification de tous les Etats serbes. L'union déjà proclamée avec les dirigeants des Krajinas de Croatie dominée par les Serbes scissionnistes vise à faire admettre ce point de vue comme un droit «incontournable» imposé sur le terrain par les nettoyages ethniques. Au plan poli-

tique et militaire Milosevic a un intérêt réel à consolider son pouvoir à la tête de la fédération serbo-monténégrine par la levée des sanctions et une reconnaissance internationale. La guerre pour une Grande Serbie, qui se mène sur un front de 1 000 km, est très coûteuse et de moins en moins populaire en Serbie même. La rupture de Milosevic et de son extrême-droite radicale (avec Vojislav Seselj en Serbie puis avec Karadzic) est donc une réalité depuis plus d'un an. Mais Karadzic n'est pas un pion de Milosevic et le projet de Grande Serbie a une base sociale réelle chez les Serbes de la diaspora qui, à tort ou à raison, se sentent menacés hors d'un Etat serbe. Construire leur Etat est, en outre et surtout, la raison d'être des chefs de guerre comme Karadzic. Ceux-ci n'y renonceraient pas facilement. Milosevic n'a pas été en mesure de balayer ces dirigeants au profit d'autres qui lui soient plus proches. C'est même l'inverse qui s'est produit récemment dans les Krajinas où «son» candidat a été écarté par les radicaux. Dans ce contexte, «toutes choses égales par ailleurs» (c'est-à-dire si le rapport de force sur le terrain n'est pas détérioré pour Karadzic à l'issue de l'offensive bosniaque) l'issue paradoxale de la prise d'otages risque d'être un renforcement de la position internationale de Karadzic. C'est alors vers un compromis boiteux et instable que l'on s'orienterait. On ne

connaît pas la teneur des négociations qui se sont déroulées en coulisse, mais on peut imaginer que Karadzic ait accepté de «rendre» les otages (processus qui semble s'achever actuellement) moyennant une forme de reconnaissance des autorités de la «République serbe» de Bosnie. Ceci serait sans doute «compensé» par une reconnaissance par Milosevic des frontières de la Bosnie-Herzégovine, acceptée par Karadzic parce qu'assortie du droit reconnu à la Bosnie-Herzégovine de se confédérer à la Croatie et à la Serbie. La dynamique d'un tel scénario dépend évidemment de la logique des forces en présence. Elle demeurera plus que jamais explosive en l'absence d'une défaite politico-militaire de Karadzic. Au lieu d'un coup d'arrêt porté au processus de désagrégation et de polarisation nationaliste de la Bosnie-Herzégovine (et de l'espace yougoslave), on n'aurait alors qu'une étape vers le regroupement d'une Grande Serbie avec ses conséquences en chaîne en Croatie, au Kosovo et en Macédoine.

L'objectif de la récente offensive de l'armée bosniaque est au moins d'affaiblir sinon de briser la logique d'unification des territoires contrôlés par les nationalistes serbes. L'armée bosniaque s'est professionnalisée et s'est construite dans la guerre. Elle est bien plus nombreuse que les troupes serbes dont la supériorité est en armes lourdes. Mais il n'y a ni défaite ni



victoire radicale comme en témoigne y compris les combats qui se poursuivent à Bihac. Par contre on sait comment les forces tchetniks serbes peuvent décider de bombarder d'obus des concentrations urbaines en guise de rétorsion (les puissances occidentales qui ont commis les bombardements de Dresde, pire ceux d'Hiroshima ou de Nagasaki, sont évidemment mal placées pour critiquer cette prise des populations en otage de la guerre). C'est sans doute en conscience de ces risques qu'Izetbegovic — après de premières avancées de l'armée bosniaque s'efforçant de contrôler des routes stratégiques reliant Sarajevo et Pale le fief de Karadzic — a proposé de suspendre tous les combats si Karadzic signe le plan de paix.

### *Incertitudes...*

Car, bien que non satisfaite par les 51 % qui lui sont attribués, la fédération croato-musulmane a choisi de signer ce plan préservant au moins formellement l'Etat bosniaque. La volonté politique de faire retomber sur Karadzic la responsabilité d'une non-signature limite aussi sans doute l'actuelle offensive. Mais les questions essentielles sont politiques : l'alliance croato-bosniaque est fragile parce que «l'ennemi commun serbe» est en même temps, depuis le début de la guerre, un allié des forces nationalistes croates contre la partie musulmane ; et parce même dans un cadre laïque souhaité par une partie du SDA musulman et de l'armée, la fédération reste dominée par des partis nationalistes qui tentent chacun de consolider leur emprise territoriale et idéologique exclusive. Les quelque 150 000 Serbes de la fédération demeurent en position précaire en l'absence d'un statut égal à celui des autres peuples. Telle est en fait la principale faiblesse de cette fédération dans sa lutte contre la politique de Grande Serbie. Mais la fédération demeure le cadre privilégié de la résistance aux logiques nationalistes en défense d'une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique, qui implique que soit aussi reconnue l'identité du mélange. Le regroupement des «conseils civiques serbes» de plusieurs villes de la fédération, favorables au maintien de la Bosnie-Herzégovine, demeure la preuve que Karadzic n'incarne pas l'autodétermination des Serbes bosniaques et que la fédération n'est pas (encore) une alternative garantissant la possibilité d'une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique. Mais celle-ci doit-elle être (encore) défendue alors même que la Yougoslavie pluriculturelle et pluri-ethnique a éclaté et que la guerre a semé ses souffrances et ses haines ? Elle doit l'être, mais

pour de bonnes raisons. Les mauvaises, le plus souvent entendues, sont de deux ordres : on nous dit qu'il faut défendre un Etat reconnu — mais la Yougoslavie l'était. C'est là un argument «juridique» qui fait abstraction d'une crise réelle et du droit des peuples à se séparer. On nous dit alors qu'il faut défendre un Etat reconnu agressé de l'extérieur. Il est vrai que le déclenchement initial des conflits armés a été planifié à Belgrade, en connivence avec Zagreb. Mais le projet de dépeçage a été relayé sur le terrain par les partis nationalistes arrivés au pouvoir en Bosnie-Herzégovine. La réalité de plus en plus dominante est celle d'une guerre civile où des partis bosniaques à base nationaliste exclusive se livrent un combat pour des enjeux de territoire et de pouvoir, impliquant dans leur politique une bonne partie des communautés bosniaques. Parler de guerre d'agression (généralement d'ailleurs réduite à l'agression serbe), c'est aussi nier toute base sociale aux nationalismes qui se combattent en Bosnie-Herzégovine — et donc ne pas voir quels sont les problèmes à résoudre pour que vive à nouveau une communauté de plusieurs peuples. Certains rétorquent alors que cette pluralité de peuples est une invention, et qu'il n'existe qu'un seul peuple, bosniaque, né d'un mélange séculaire (qui serait donc subjectivement plus solide que le peuple yougoslave).

### *et histoire*

Mais c'est alors faire abstraction de l'histoire. Histoire d'abord des différenciations séculaires, où la religion s'est mélangée aux dimensions socio-culturelles pour forger des communautés distinctes ; histoire ensuite de la construction des Etats-nations à partir de l'éclatement des empires au XIX<sup>e</sup> siècle, accompagné d'une fatale polarisation des communautés bosniaques serbes et croates vers les Etats voisins — d'où l'impossibilité d'affirmation d'une identité bosniaque commune que cherchait à favoriser l'Autriche-Hongrie contre les nationalismes serbe et croate, lorsque la province est passée sous sa domination après 1878 ; histoire actuelle ensuite, où l'Etat bosniaque comme cadre commun de défense des intérêts des uns et des autres a été profondément fragilisé par l'arrivée au pouvoir de partis nationalistes et par un président aux aspirations islamistes. Par contre, il est vrai que l'histoire séculaire est également celle d'une longue coexistence et de tolérances. Mais surtout l'urbanisation et l'industrialisation réalisées sous le titisme au cours des dernières décennies ont permis l'élargissement des horizons, l'affai-

blissement du poids des religions et les mélanges familiaux. Cette réalité du mélange est évolutive et fragilisée par la fragmentation de la Yougoslavie — avec au plan idéologique la polarisation dominante par les nationalismes, contrairement à la force d'attraction des Partisans et de leur lutte antifasciste multi-ethnique dans la Seconde Guerre mondiale. La Bosnie du mélange est aussi moins réelle dans les campagnes qui sont une juxtaposition — d'où la dimension de siège des villes par les campagnes dans ce conflit. Pourtant, même dans les campagnes il n'y avait pas de fatalité de la haine et de la lutte fratricide. Le rôle des milices provoquant l'engrenage de la violence, celui de la propagande mensongère jouant sur la mémoire des traumatismes passés sont des réalités qui ont piégé les populations. Leurs manipulations ont été facilitées par l'absence d'un pôle progressiste prônant à l'échelle yougoslave et balkanique un Etat de tous les peuples, comme l'ont fait les dirigeants titistes — tout en distribuant la terre aux paysans. Aujourd'hui, le démantèlement de la propriété sociale au profit de chaque Etat s'est accompagné d'une vraie peur (fondée) de perdre son emploi et sa terre si l'on n'est pas à l'intérieur des «bonnes frontières». Il faut renverser un tel processus. Voilà pourquoi (et comment) il faut se battre pour une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique. Cela signifie répondre à toutes ses peurs pour isoler et battre les chefs nationalistes — quels qu'ils soient, en Bosnie-Herzégovine et dans les Etats voisins. C'est pourquoi, il faut renverser l'argument fataliste qui tend à justifier les nettoyages ethniques («la Bosnie-Herzégovine ne peut qu'éclater si la Yougoslavie éclate») : pour que la Bosnie-Herzégovine multi-ethnique puisse vivre, il faut une nouvelle union des peuples de l'espace yougoslave et balkanique. C'est le coût de la guerre qui fait progresser cette idée. Mais il n'existe pas de «modèle», encore moins de réponses simple, pour défendre ces objectifs. Ni seulement le «modèle» d'intégration jacobin unitariste, ni évidemment la construction d'Etats basés sur une ethnicité exclusive. La distinction de la citoyenneté (universelle, indépendamment de l'origine ou des différences) et des droits collectifs (incluant notamment ceux de peuples distincts mais en dépassant l'approche territoriale exclusive) est une des clés de la démocratie à trouver. Mais la question essentielle demeure le développement socio-économique qui permet de vivre ensemble sans rejet de «l'étranger» qui vous prend votre travail et vos avantages sociaux. Il faut que se construise à l'échelle européenne incluant les Balkans cette logique alternative. ★

# Etat des lieux !

Tikva Honig-Parnass, rédactrice en chef de *News from Within*, publié par le centre d'information alternative de Jérusalem, est membre de la Ligue communiste révolutionnaire Matzpen (Section de la Quatrième internationale dans l'Etat d'Israël). Inprecor a publié un article d'elle dans le numéro de janvier 1994 dans le cadre du dossier sur les accords de Washington signés en septembre 1993 entre le gouvernement israélien et la direction de l'OLP. Salah Jaber l'a interviewé à Paris.



**Inprecor : Si on commence par un aperçu sur ta biographie politique exceptionnelle, peux-tu nous parler de ton évolution politique, et comment tu es devenue une militante anti-sioniste ?**

**Tikva Honig-Parnass :** J'ai été élevée en Palestine par une famille très sioniste, et j'ai appartenu à la génération qui a combattu pour la prétendue «guerre d'indépendance» en 1948. Déjà à l'époque, j'avais adhéré à l'artificielle combinaison entre le marxisme et le sionisme et j'avais commencé à m'identifier au Mapam. Après la guerre, j'ai étudié à l'Université d'Hébron et je suis devenue la secrétaire du Mapam au sein de la Knesset (le parlement israélien) dans les années 50. Bien entendu cette combinaison du marxisme et du sionisme me convenait. Mais progressivement, la signification du conflit au Moyen-Orient ainsi que le rôle joué par Israël sont devenus plus clairs pour moi. Ce qui m'a ouvert les yeux a été surtout un livre écrit par Moshe Machover et Akiva Orr, ancêtres de Matzpen, au début des années 60 «*Peace, Peace but no Peace*» contenant des articles et des documents révélant le refus de l'Etat d'Israël de faire la paix. Cela fut une sorte de choc pour moi, et avec la fondation de Matzpen je me suis sentie proche d'eux sans pour autant les rejoindre. A ce moment j'ai été

proche du Parti communiste et en 1956 j'ai résidé pendant presque un an à Londres où j'ai participé aux activités du Parti communiste. A mon retour en Israël, le 20e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique fut mon second choc qui m'a désorienté pendant un certain nombre d'années.

J'ai passé mon doctorat et depuis ma carrière professionnelle est devenue de plus en plus anti-sioniste, néanmoins je n'ai rencontré Matzpen de nouveau que dans les années 80 à Jérusalem. C'était quand la guerre contre le Liban a commencé, j'ai adhéré au mouvement de protestation, en particulier à travers ma participation au comité de solidarité de l'Université de Bir Zeit, dans laquelle Matzpen intervenait. C'est ainsi que j'ai rejoint cette organisation.

● **Tu veux dire que tu n'as jamais pris conscience de l'existence de Matzpen en tant qu'organisation trotskiste dans les années 70 ?**

Non pas du tout. J'ai lu des écrits marxistes sans connaître le trotskisme. Je l'ai découvert uniquement à travers Matzpen au début des années 80.

Se libérer soi-même du sionisme est un long et difficile processus, tu sais. Même quand tu es politiquement en désaccord avec le sionisme, les liens émo-

tionnels demeurent forts, et quand tu ne bénéficies pas du soutien d'une organisation, tu te libères du sionisme par toi-même, c'est évidemment plus difficile, car ce processus émotionnel nécessite un soutien et une solidarité de la part de tes camarades et tes amis. En Israël se déconnecter du sionisme signifie se déconnecter de tes amis et se marginaliser dans la société.

● **C'est quand tu es arrivée à la conclusion selon laquelle le sionisme n'est pas disposé à signer la paix, que tu as rompu avec lui. Comment tu as pris par la suite une position critique par rapport au «traité de paix» israélo-palestinien de Washington ?**

C'est parce que j'ai été éduquée par Matzpen : notre soutien à l'OLP était conditionnel, nous soutenons l'OLP sur la base du critère anti-impérialiste, de la lutte anti-sioniste et de sa représentation de tout le peuple palestinien. Notre position était : tant que l'OLP représente une force anti-impérialiste dans la région nous apportons notre soutien à cette organisation, malgré son caractère nationaliste et malgré notre conscience de son processus de bureaucratization. Il ne s'agissait pas d'un soutien au nationalisme en tant que tel, mais d'un soutien à des luttes nationales dans la

mesure où elles sont progressistes.

Quand j'ai vu l'accord, j'ai constaté que l'OLP est devenue une partie du «nouvel ordre», rien n'a été mentionné sur les droits des Palestiniens, nulle part le mot «occupation» n'a été mentionné, Israël ne s'est pas engagé à se retirer des territoires occupés, ou à démanteler les colonies ou restituer Jérusalem qui représente 30 % de la Cisjordanie. Israël ne compte pas non plus se retirer de la Bande de Gaza — 40 % des terres à Gaza, les plus fertiles, sont détenues par des Israéliens, et 70% en Cisjordanie — et la question des réfugiés reste toujours posée. Par ailleurs, je n'accorde pas trop d'importance aux symboles de l'indépendance, ce n'est pas un problème d'avoir un drapeau ou une monnaie propres. L'accord ne se contente pas d'omettre les droits élémentaires des Palestiniens, mais constitue, bel et bien, un désastre pour tout le mouvement national palestinien. Il s'agit de la meilleure solution pour le sionisme, une grande victoire pour lui — tout le monde le sait maintenant.

● **Les partisans des accords disent qu'il s'agit d'une sorte de compromis garantissant quelques avantages pour le peuple palestinien, et c'est précisément à cause de ces avantages que le gouvernement sioniste reporte l'application de ces accords.**

Premièrement, les accords n'offrent pas des avantages substantiels pour le peuple palestinien. Bien au contraire, ils représentent en un recul, car ils sont venus pour mettre une fin à l'Intifada. Certes, cette dernière connaissait un déclin, mais les actions armées contre l'occupation et contre Israël risquaient de la faire démarrer de nouveau.

Deuxièmement, les accords de Washington étaient un atout entre les mains des Etats arabes, une sorte de compromis qu'ils étaient en mesure d'accepter. Ils leur donnaient un argument, voire un prétexte pour entamer la normalisation des relations avec l'Etat d'Israël.

Et enfin, les accords ont divisé le peuple palestinien et l'OLP. C'est Arafat qui a négocié les accords, et non pas toute la direction de Fatah, et plusieurs dirigeants aussi bien de Fatah que de l'OLP étaient en désaccord avec lui.

Toutefois certains pensaient que les signes d'occupation militaire israélienne directe auraient disparu beaucoup plus rapidement. Même des Palestiniens de gauche étaient convaincus qu'après Washington l'armée se serait retirée et

qu'Arafat aurait pris le contrôle de la Cisjordanie et commencerait à réprimer l'opposition. Après les accords il y a eu une certaine euphorie parmi les Palestiniens. L'erreur résidait dans une sous-estimation de l'opposition, Hamas en premier lieu. Arafat ne peut pas la supprimer. Israël exerce une pression constante sur lui pour qu'il désarme Hamas. Mais Arafat ne peut pas le faire non seulement à cause de la force de Hamas, mais aussi parce que ce dernier bénéficie du soutien moral de la population. Aussi longtemps que l'occupation continue Arafat n'a aucune légitimité pour les désarmer. En effet il peut compter sur une partie du Fath : 20 000 militants du Fath sont payés par l'autorité palestinienne en tant que fonctionnaires ou agents de police (il y a 7 corps différents de forces de sécurité !).

De l'autre côté aucune organisation ne représente une alternative concrète, y compris, Hamas. Si des élections ont lieu, Arafat pourra remporter les 51 % des voix qu'il souhaite. Cela ne signifie pas que le peuple le soutient mais que la situation est bloquée. L'occupation continue et la vie est beaucoup plus difficile qu'avant.

● **Comment peut-elle être plus difficile concrètement ?**

C'est une situation que nous ne saisissons pas complètement. Tout est encore contrôlé par Israël jusqu'aux activités les plus modestes. La vie économique est totalement paralysée, on a besoin d'une permission pour tout : par exemple, si tu dois renouveler ta carte d'identité à Jérusalem tu dois prouver que tu as payé tes impôts, si tu veux visiter ta famille à Gaza ou aller du Nord au Sud du pays, tu ne peux pas le faire, tu as besoin d'une permission, la même chose pour aller à un hôpital ou à l'école, etc. Bref, on dépend de la bureaucratie israélienne pour tous les aspects de sa vie. Ça va sans le dire, il n'y a pas de travail. Des 120 000 travailleurs en Israël il n'en restent que 30 000, alors que rien ne s'est développé à Gaza ou en Cisjordanie. A Gaza le chômage atteint 50 %.

La torture continue, les arrestations continuent, les tracasseries dans la vie quotidienne continuent. Pendant l'Intifada on pouvait trouver du soutien, il y avait : le réseau des comités populaires, le mouvement des femmes de base, des syndicats

bien que faibles et dirigés par Fatah et des embryons d'organisations sociales assurant un soutien moral et matériel. Tout est dispersé, atomisé, on est seul. Réfléchis au cas des prisonniers : ils sont huit mille et il n'y a aucune pression pour les libérer, alors qu'il y a un an il y avait des manifestations de masse pour les soutenir. Voilà pourquoi la situation en Cisjordanie est encore plus difficile.

Même à Gaza sous l'autorité palestinienne la situation est plus difficile. Les autorités ont adopté toutes les mesures d'oppression des Israéliens : elles arrêtent sans mandat, elles pratiquent la torture (il y a eu déjà deux ou trois décès sous la torture) elles ferment les journaux sans aucune décision judiciaire. Un jeune est allé au local du quotidien *Al-Nahar* et l'a fermé. Les directeurs de journaux reçoivent des menaces de l'Autorité en parlant des manifestations s'ils ne minimisent pas le nombre de participants.

● **Donc Hamas est bien la raison principale qui incite Rabin à repousser l'application des accords ?**

Rabin n'applique qu'une partie tout à fait symbolique des accords, la date fixée pour le retrait de l'armée israélienne des régions peuplées, n'a pas été respectée. Arafat se contente maintenant d'un retrait de quelques villes et Rabin peut jouer comme il veut.

Le seul problème pour lui est que Arafat ne peut pas maintenir ses engagements auprès du peuple et que dans un an il y aura des élections. Hamas ne représente pas un danger réel pour Israël. Il peut seulement engendrer un sentiment d'insécurité qu'Israël est en mesure de le supporter. Mais l'extrême-droite israélienne est en train d'exploiter cette situation que Rabin ne peut pas affronter. Par ailleurs Arafat est incapable de supprimer Hamas, qui constitue un bâton dans la roue des accords, pour des raisons politiques quelles que soient les promesses qu'il aurait pu faire à Rabin.

● **Pourquoi Hamas est si populaire ? Est-ce à cause de son idéologie religieuse ?**

Hamas est populaire parce qu'il n'existe aucune autre opposition. De nombreux



jeunes laïcs l'ont rejoint dans la lutte armée. Hamas représente l'opposition palestinienne non seulement aux accords mais aussi à l'occupation. Ces deux aspects de la lutte sont liés aujourd'hui : dans la mesure où l'autorité palestinienne ne remet pas en question l'occupation, l'opposition à Arafat apparaît comme une opposition à l'occupation.

### ● **Comment la population des territoires occupés considère Arafat ?**

C'est difficile de dire. Les sondages indiquent qu'il a encore une certaine popularité. Cela dépend des secteurs de la population. Pour beaucoup il est aujourd'hui l'objet de plaisanteries, mais en même temps c'est le leader qui fait peur d'un régime qui fait peur. Il n'y a plus d'admiration pour lui. Son pouvoir se base sur une partie qui dépend de lui, tous ceux qui reçoivent un salaire ou espèrent obtenir quelque chose de lui, aussi bien que ceux qui pensent qu'il n'existe pas pour le moment une alternative meilleur. En tout cas, même les sondages les plus favorables indiquent qu'Arafat ne pourra pas dépasser 50 % des voix.

### ● **Quid de la gauche palestinienne ? Pourquoi Hamas semble être la seule opposition ?**

Mon appréciation est que même la gauche n'a pas réalisé la profondeur des dégâts engendrés par les accords de Washington. Si on estime que les accords ne sont pas si négatifs, alors on peut discuter sur la stratégie politique nécessaire. Si en revanche on les considère comme une tentative d'écraser le mouvement national, alors il faut commencer à s'organiser pour faire face au nouveau régime. La gauche aurait dû prévoir que le problème principal après la suppression des symboles du contrôle direct d'Israël serait de faire face au régime palestinien.

### ● **Mais Hamas n'est pas populaire à cause de son combat contre Arafat mais à cause de sa lutte contre l'occupation israélienne, n'est-ce pas ?**

Incontestablement, lorsque les accords ont été signés la gauche ne savait pas dans quelle mesure l'occupation directe palestinienne continuerait. Nous aussi nous pensions que l'armée allait se retirer, qu'il aurait une certaine autonomie et que la lutte principale serait de pousser Arafat à

aller au-delà du cadre des accords. Dans un certain sens il y a une continuité dans l'attitude de la gauche face à l'OLP : par soucis d'unité elle n'a jamais agi réellement comme une alternative à Arafat. Ce n'est que maintenant qu'elle commence à parler d'une nouvelle OLP à construire, mais ce sont des mots et non pas une stratégie alternative.

Toute la conception d'un programme de transition, toute l'idée de partir des besoins immédiats des masses leur sont étrangères. Par exemple, il y a un an, tout le problème du grand Jérusalem était à l'ordre du jour ; Fayçal Husseini et d'autres voulaient faire quelque chose. La gauche a commencé à se demander si elle devait agir avec Husseini ou non, et ainsi ils ont perdu une occasion. Maintenant Husseini ne fera rien et ne prendra aucune initiative, la gauche à un moment donné a eu aussi la possibilité de prendre la direction d'une nouvelle Intifada sur le problème de la terre, mais elle n'a pris aucune initiative. Elle aurait dû se concentrer sur ce problème dont le potentiel était énorme : pour la terre les masses étaient prêtes à combattre et à mourir.

Aujourd'hui, ce sont le désarroi et le désespoir qui dominent au sein de la gauche, c'est une crise très profonde. Il y a aussi le problème de la bureaucratisation des partis, critiqués par les jeunes générations. Des gens de plus en plus nombreux abandonnent les partis de gauche mais ils restent très attachés à la gauche qui représentait traditionnellement les aspirations nationales réelles.

### ● **Du point de vue des déclarations, la gauche palestinienne a dénoncé les accords de Washington de la même façon que Hamas. Pourquoi donc Hamas est plus populaire ? Est-ce à cause de son engagement dans la lutte armée qui continue contre l'occupation israélienne ?**

Ce n'est qu'un aspect des choses. Hamas a aussi formé des branches, des organisations militaires et de base, leurs racines dans la communauté sont fortes, même plus que leur formation militaire. Hamas est très fort en ce qui concerne des problèmes typiques de communauté : écoles, crèches, Mosquées, aides économiques, etc. Lors des accords de Washington, la gauche palestinienne avait perdu son infrastructure : les organisations de base de l'Intifada avaient été dispersées seules des organisations non-gouvernementales subsistaient. La gauche ne s'est pas efforcée de construire un mouvement

fondé sur les quartiers et les travailleurs comme en Afrique du Sud.

Prenant par exemple le mouvement syndical, dans les années de l'Intifada le Fath a fait ce qu'il voulait, parce qu'on avait jamais conçu les syndicats comme des organisations de défense des travailleurs. Ils étaient conçus comme une branche de l'OLP pour la lutte nationale.

De même les organisations de femmes étaient elles aussi subordonnées aux organisations politiques, il y a l'organisation de femmes du Front populaire, du Front démocratique, du Fath et non pas des organisations autonomes des femmes. Certes, elles étaient enracinées dans la communauté et elles participaient aux comités populaires de l'Intifada, elles dirigeaient même les comités populaires parce que les hommes étaient en prison. Mais elles n'ont jamais développé une activité sur les problèmes spécifiques des femmes. Par conséquent lorsque l'Intifada s'est essoufflée ces organisations de femmes n'ont pas réussi à satisfaire aucun besoin des femmes. Aujourd'hui, on peut trouver des centres indépendants de femmes ou des HONG, alors que les organisations subordonnées aux formations politiques sont en perte de vitesse.

### ● **Est-ce qu'il serait possible pour la gauche de devenir le principal pôle d'opposition à la place de Hamas ?**

Maintenant non, justement après les accords, il y avait encore un espoir. Les organisations de gauche auraient dû se mobiliser sur des revendications concrètes alors qu'elles ont critiqué les accords sans esquisser aucune alternative. Elles auraient dû prendre en compte les besoins immédiats des gens, comme la mobilisation sur la question des prisonniers (chaque famille a ses propres prisonniers), contre les taxes. Elles auraient dû entreprendre des luttes quotidiennes en mobilisant les communautés, non pas contre Arafat, mais contre l'occupation et pas nécessairement sous des formes militaires. Quant aux élections, la gauche est contre leur organisation et continue à dire non aux élections. Mais les élections auront lieu et les gens ne savent pas quels sont les arguments de la gauche contre les élections, pourquoi la gauche n'utilise pas les élections, pourquoi elle ne dit pas «oui aux élections mais sous certaines conditions» de façon que le peuple puisse comprendre ?

Une partie du problème réside dans le fait que la gauche reçoit des ordres de ses dirigeants de l'extérieur alors que les gens sur place connaissent beaucoup mieux la situation.

● **Dans quelle mesure le déclin de la gauche palestinienne affecte la gauche israélienne ? Quand nous parlons de la gauche israélienne nous devons distinguer entre la prétendue gauche sioniste et la gauche non-sioniste et anti-sioniste qui bien entendu est beaucoup plus faible. La gauche sioniste n'est plus à l'opposition, elle soutient Rabin. Meretz (le mouvement des droits civils) est au gouvernement, alors que Rabin est en train de torturer et de faire des choses contre lesquelles il protestait auparavant. Mais il n'existe pas non plus une opposition non-sioniste importante.**

La gauche anti-sioniste a rejoint un mouvement de protestation qui ne rejette pas complètement les accords, mais mobilise sur des problèmes concrets, par exemple contre la construction des colonies, le grand Jérusalem, etc. Notre faiblesse réside dans le fait que tout en développant une telle activité nous ne présentons pas tout notre programme et nous ne critiquons pas l'autorité palestinienne. Il n'y a eu aucune force politique, y compris le Matzpen, qui se soit prononcée fermement et sans ambiguïté contre les accords et qui ait expliqué aux quelques centaines de personnes qui voulaient l'entendre ce que représentent les accords réellement. Il n'y a aucune force israélienne mobilisatrice qui prône une coopération avec la gauche palestinienne hostile aux accords. Pourtant c'est le rôle que devrait jouer une véritable gauche aujourd'hui en Israël. Par contre, nous agissons avec des forces qui acceptent les accords, qui les appellent «procès de paix», ce qui heurte les quelques centaines qui voudraient nous entendre. Nous devrions lutter aussi bien contre l'occupation que contre les accords qui impliquent le maintien de l'occupation. Aucune force ne le fait en Israël, même pas parmi les Palestiniens d'Israël. On

peut ainsi constater l'absurdité de l'attitude de deux mouvements de gauche, qui gardent presque exclusivement une dimension nationale. Les anti-sionistes d'Israël au cours des années ont négligé toute dimension internationale anti-impérialiste, anti-sioniste et lutte de classe. On n'utilise pas une terminologie de classes, on n'analyse pas la société israélienne en terme de classes. Nous avons utilisé les mots d'ordre : «le chemin vers la lutte de classes en Israël passe par le conflit national», et nous nous sommes présentés comme un groupe qui n'aborde que la question nationale. La gauche palestinienne pour sa part ne s'identifie au marxisme que verbalement, en fait, elle adopte une conception purement nationaliste de la question.

Le mouvement israélien de protestation contre l'occupation n'aurait pas existé sans nous, mais il n'écoute pas que notre voix. Nous avons toujours dit que la société israélienne est marquée par ses propres contradictions objectives et intrinsèques : sociales, ethniques et de sexes. Sans quoi nous n'aurions jamais pu parler d'une lutte commune avec les Palestiniens. Les masses israéliennes opprimées, les femmes, les mizrahim (juifs d'origine orientale), les ouvriers ont objectivement intérêt à renverser le sionisme. Mais pourquoi alors devrions-nous nous lier seulement avec la gauche sioniste des classes moyennes qui sont moins intéressées à mettre fin à l'Etat sioniste ? Il y a d'autres comme les mizrahim qui parlent d'oppression sioniste, qui développent un travail dans la communauté et nous ne nous référons jamais à eux. Nous n'établissons jamais des rapports avec la classe ouvrière et notamment avec les mizrahim qui représentent la majorité des ouvriers. Nous devons nous efforcer à travailler avec ces alliés stratégiques dont les intérêts stratégiques sont anti-sionistes. Construire un mouvement exclusivement sur la contradiction objective entre valeurs humanistes et occupation n'est pas marxiste.

Je pense que nous avons atteint un stade où il est nécessaire d'entreprendre une nouvelle réflexion globale.★

**Propos recueillis par Salah JABER**



## Conditions de détention

Les négociations entre Israël et l'OLP conduisent à la libération de près de cinq mille prisonniers politiques au cours de l'année.

La population carcérale palestinienne détenue par Israël chute donc considérablement en l'espace d'un an et s'élève, à la fin de l'année 1994, à 4 897 personnes — contre 11 681 au 1<sup>er</sup> janvier. Parmi ceux-ci se trouvent soixante-quinze détenus de 1948 (détenus palestiniens de l'intérieur de la ligne verte) ; 180 détenus, d'origine palestinienne pour la plupart, mais ne venant pas de la Palestine occupée ; et quelque 223 détenus administratifs, dont au moins quinze purgent leur deuxième ou troisième ordre consécutif de détention administrative.

Il est extrêmement difficile de déterminer précisément le nombre d'entrants au cours d'une année. Les détenus politiques palestiniens sont définis tantôt comme des «détenus de sécurité» tantôt comme des prisonniers de droit commun, ce qui accroît encore les difficultés de recensement.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) estime qu'entre janvier et mi-août, au moment de la grande vague de libération, 5 140 Palestiniens sont arrêtés.

Les femmes détenues politiques palestiniennes sont généralement transférées à la prison de Tel Mund lorsque leur interrogatoire est terminé. Elles sont au nombre de trente-six, au 1<sup>er</sup> janvier 1995. Une femme et sa petite fille, née en septembre 1993 en prison, y sont toujours détenues.

Aucun effort véritable n'est fait pour aider les mineurs détenus à poursuivre une scolarité ou une formation.

Seuls les membres de la famille ont droit à une ou deux visites par mois, mais les permis ne sont généralement pas accordés aux anciens détenus.

Le droit de rencontrer un avocat est généralement refusé aux détenus durant la période des interrogatoires.

Sa'eed Badarneh est condamné à mort, le 24 novembre par un tribunal militaire. Si cette sentence est confirmée par la haute cour, il sera la deuxième personne à être exécutée en Israël après Adolf Eichmann, pendu en 1962.

\* Source : Observatoire international des prisons, Rapport 1995.

# Un an sous municipalités islamistes

L'année 1994 en Turquie a été incontestablement l'année du Refah Partisi (Parti de la prospérité, RP islamiste), en raison de sa victoire aux élections municipales du 27 mars 1994. Dès lors, la gestion des affaires par le RP et le spectre d'une prise de pouvoir par ce parti ont été au centre de tous les débats. Un an après, il convient de dresser un premier bilan.

Erdal TAN

En fait, le score obtenu par le RP doit être relativisé, tant par son ampleur (19 % à l'échelle nationale), qu'en terme de progression électorale (+ 4 % par rapport aux législatives de 1991). Mais le basculement inattendu d'Ankara et d'Istanbul, et donc, la main mise des islamistes sur les deux principales villes du pays, ont amplifié la portée de leur victoire. Certes, là encore, il faut préciser qu'en Turquie, les maires sont élus par un vote direct à tour unique. La division des partis bourgeois traditionnels et de la social-démocratie a donc permis au RP de l'emporter dans ces deux villes avec des scores de 25 % et de 27%.

Le progrès des islamistes s'explique partiellement par le report sur le RP de l'électorat kurde, tant dans la région kurde du Sud-Est que dans les banlieues populaires des grandes villes de l'Ouest. Une grande partie des Kurdes, qui avaient voté à gauche en 1991, ont en effet tourné le dos à la social-démocratie en raison de sa collaboration au gouvernement à la politique de répression. Le courant nationaliste kurde (DEP/HADEP) ayant boycotté les élections, ils ont donc préféré voter pour le RP, qui a toujours eu un poids considérable dans l'électorat kurde et qui leur semblait être le parti le plus radicalement opposé au régime. D'ailleurs, la majorité du vote RP est un vote de protestation. A peine 1/3 des électeurs ont voté pour lui en raison de son idéologie et de son programme islamiste. La base sociale du RP est hétéroclite : petits commerçants et semi-grossistes conservateurs, couches populaires d'origine rurale récemment urbanisées et vivant dans des banlieues

pauvres, secteurs de la bourgeoisie moyenne liée au capital saoudien, certains secteurs de militants islamistes radicaux dans la jeunesse, et les couches ultra-conservatrices de la petite et moyenne bourgeoisie provinciales. L'exercice du pouvoir municipal par le RP lui donne certes les moyens d'étendre son influence, mais a également pour fonction d'étaler ses contradictions internes.

Le RP a adopté un profil plutôt bas dans les premiers mois de son pouvoir municipal, mais par la suite, il a lancé une offensive idéologique agressive et joué la politique de la tension. Plusieurs facteurs expliquent cela. En réalité, le RP n'a aucun programme économique et social sérieux pour gérer les villes modernes de plusieurs millions d'habitants, ni a fortiori l'ensemble d'un pays industrialisé et complexe comme la Turquie. N'ayant donc rien à offrir que la démagogie sur les tares et les lacunes du système, il était inévitable qu'il déplace le débat sur le plan idéologique. Et c'est donc tout naturellement sur le terrain de la religion, de la culture et du mode de vie qu'il a porté son offensive.

## Chassez le naturel ...

Durant la campagne électorale, le RP avait voulu «moderniser» son profil afin de pouvoir ratisser large et toucher de nouvelles couches moins islamisées, mais en rupture avec les partis traditionnels, d'où la démagogie autour de son principal slogan, «l'ordre juste», qui promet avant tout la justice sociale. Mais ce nouveau visage ne correspond pas à la réalité du parti, et en tout cas pas à celle de la vieille garde regroupée autour d'Erbakan le président du parti. Les nouvelles orientations d'apparence plus ouvertes et tolérantes du RP, impulsées par son courant «rénovateur moderniste», portaient en elles-mêmes une contradiction mortelle. La mise en sourdine de l'identité islamiste faisait grincer les dents aux militants et électeurs traditionnels du parti. D'ailleurs, même la jeune génération montante du parti (les cadres intermédiaires), tout en affichant un aspect plus moderniste, n'en est pas moins fidèle à l'identité islamiste, qui fait le ciment du mouvement. Un recentrage était donc inévitable, afin d'éviter de se faire «déborder sur sa droite» par les formations islamistes plus radi-

cales. Par ailleurs, une fois arrivé au pouvoir municipal, il fallait satisfaire les aspirations de l'électorat traditionnel et montrer que «quelque chose avait changé». Enfin, la seule façon de fidéliser le nouvel électorat était aussi de «l'islamiser».

Les offensives du RP ont donc surtout porté sur des questions symboliques : tentative d'interdiction des terrasses des restaurants du centre-ville où l'on consomme de l'alcool, changements des noms des rues, projet de construction d'une grande mosquée sur la place de la République, suppression des parcs municipaux de statues jugées «pornographiques», célébration avec faste de l'anniversaire de la conquête d'Istanbul par les Ottomans, prières collectives pour trouver une solution à la pénurie d'eau, grignotages des budgets des théâtres et ballets municipaux, nomination de cadres islamistes à des postes clés, nomination de secrétaires en foulards pour le maire (sans pour autant licencier celles qui n'en portent pas), etc. Il faut noter qu'à chaque attaque symbolique importante, les maires islamistes ont dû faire marche arrière sous la pression de l'opinion publique, des médias et des institutions centrales. En matière sociale, les mairies islamistes ont combiné des politiques populistes (vente de pain à prix réduit dans des boulangeries municipales, services municipaux améliorés, etc.) avec des pratiques typiques de gestionnaires capitalistes (privatisations et licenciements dans les entreprises municipales). Certains maires ont même pris goût à la gestion des affaires et ont développé ou poursuivi les grands projets municipaux (construction du métro, aménagement urbain, égouts, voirie, déchets solides, etc.), favorisant au passage les entreprises dirigées par des islamistes proches du parti, sans négliger la collaboration avec les investissements étrangers (y compris occidentaux). Tout cela, bien entendu, moyennant de grosses commissions.

Cette élection convient parfaitement à la bourgeoisie et à l'Etat. Il s'agit pour eux, soit d'intégrer totalement le RP au système, en adoucissant ses aspérités trop «islamistes», soit de le marginaliser à nouveau, en étalant son incapacité à résoudre les problèmes, accélérant ainsi la désillusion des couches populaires qui avaient voté pour lui. Le premier processus suit son cours naturel, à la fois par la corruption du RP au pouvoir municipal et par

une «islamisation modérée» de la société, avec l'accord des partis traditionnels du centre droit. Le second a deux volets. D'abord, un projet de réforme du système politique et électoral et un harcèlement raffiné du RP par les médias bourgeois laïcs. Le comportement de l'électorat, lors du renouvellement des élections municipales invalidées dans trois arrondissements d'Istanbul, a montré que la peur du Refah poussait l'électorat laïc à un vote utile en faveur du candidat laïc le mieux placé. Autrement dit, en cas de passage à un système à deux tours, le RP peut être tenu à l'écart du pouvoir.

### **Intégrer, marginaliser**

Le harcèlement du RP dans les puissantes influentes télévisions privées et dans la presse écrite se fait aussi désormais de façon plus subtile : les moindres faits et gestes des dirigeants du RP et des nouveaux maires sont désormais passés au crible, étalant au grand jour leur incompetence et amplifiant leurs écarts de langage. Habitué à agir dans l'ombre, ce parti s'est soudain retrouvé sous les feux de la rampe, ce qui l'a considérablement gêné. Bousculés dans leurs habitudes, les cadres du parti ont multiplié les maladresses. Leurs penchants autoritaires et totalitaires ont donc vite repris le dessus et ils ont finalement développé une agressivité sans bornes à l'égard de leurs opposants, ce qui a détruit la crédibilité de leur nouvelle image de «tolérance». De plus, le RP s'était profilé comme un parti propre, en opposition à la corruption des partis traditionnels, et comme un parti des «pauvres» en opposition aux autres qui «défendent les riches». Mais les révélations sur les finances illicites du RP, sur la fortune personnelle d'Erbakan, et surtout le fait que la presse ait dévoilé (avec preuves à l'appui), que le RP avait détourné à son compte des dizaines de millions de dollars, récoltés auprès de ses sympathisants sous forme d'une campagne «d'aide financière pour la Bosnie», ont porté des coups très durs à cette image.

Ceci étant, le nouveau rapport du RP avec les médias ne tourne pas qu'à son désavantage, cela lui permet aussi de s'adresser à des couches plus larges, d'autant que les islamistes ont également créé leurs propres télévisions privées et amplifié leur propagande. Par conséquent, les révélations sur les irrégularités financières du RP ne stopperont sans doute pas à elles seules sa croissance, mais pourront en freiner le rythme. D'ailleurs, l'image de «parti propre» n'est pas son seul argument : outre les progrès de l'islamisme dans le domaine idéologique, il se

### **Premier congrès du BSP**

Le premier congrès du Parti socialiste unifié (BSP) s'est réuni à Ankara du 15 au 17 juin. Les 700 délégués, qui représentaient plus de 3 000 militants ont élu une nouvelle direction et voté des textes politiques d'orientation générale sur les principales questions du jour (notamment la question kurde). Formé à l'origine par le regroupement de 5 organisations d'extrême-gauche (dont les deux principales formations sont le SBP-anciens communistes, et Kurtulus, organisation révolutionnaire marxiste, (voir Inprecor, n°385, novembre 1994), le parti regroupe aujourd'hui une dizaine de courants politiques (dont des groupes féministes) et des indépendants. Nos camarades de Yeniyol, la section turque de la Quatrième internationale (QI), sont partie prenante de cette expérience nouvelle dès le début. La présence de délégations d'autres courants de gauche, d'organisations syndicales, féministes, des médecins, d'ingénieurs, et de tous les courants kurdes, ainsi qu'une délégation étrangère (plusieurs partis communistes, dont le PCF, Izquierda unida, le PDS allemand et Refondation communiste et la Quatrième internationale représentée par Alain Krivine) prouve que c'est un parti qui a une réalité militante en Turquie.

L'un des principaux acquis de ce parti est sa volonté d'unité, de démocratie interne et de pluralisme, volonté qui s'est manifestée durant tout le congrès, ce qui est d'autant plus remarquable que l'extrême gauche turque a connu dans les années 70 des luttes intestines plus que violentes. Cette convergence de plusieurs courants marque à la fois la force et la fragilité du parti. Cela se reflète dans les débats sur le programme, puisque, afin d'éviter un éclatement sur des débats programmatiques conflictuels, le congrès a préféré ajourner l'adoption d'un programme défini pour voter des résolutions centrales politiques.

Tous les courants ont été représentés à la proportionnelle à la nouvelle direction. Nos camarades de Yeniyol sont très actifs dans la construction du parti et participent à toutes les instances (ils disposent de 4 sièges au comité central). Le fait que notre camarade Masis Kürkçügil (vice-président du parti) a été celui qui a obtenu le plus de voix à l'élection du CC (418 sur 550 votants) et que notre camarade Özlem Oyal ait été 5<sup>e</sup> (première parmi les femmes), prouve que nos camarades sont parfaitement intégrés et reconnus dans le BSP. ★

nourrit essentiellement de la crise économique, sociale, culturelle et morale, ainsi que de la situation internationale (en particulier de la tragédie bosniaque). L'impasse sur la question kurde est également un facteur important. Sur cette question, il mène une politique plutôt ambiguë. Sur le fond, sa position ne diffère pas tellement de celle de l'Etat : intégrité territoriale et identité unique (mais basée sur la communauté religieuse, au lieu de la nation) et opposition au PKK. Sur la forme, en revanche, le RP prône des réformes (enseignement et télévision en kurde, suppression de la loi d'urgence, etc.), le tout étant couplé à des critiques virulentes contre le kémalisme, «ennemi commun des islamistes et des nationalistes kurdes». Mais le RP, qui défend ces positions dans la région kurde, sous la pression de son appareil local, met la sourdine à l'Ouest du pays et tente de donner des gages à l'armée. Ses députés ont d'ailleurs voté en faveur de la levée de l'immunité parlementaire des députés nationalistes kurdes du DEP.

Ces ambiguïtés pourraient le placer à l'avenir dans une position très inconfortable, car ce qu'il gagne en capital de sympathie auprès des Kurdes du Sud-Est et d'Istanbul, pourrait bien être perdu auprès de l'électorat conservateur d'Anatolie centrale, qu'il dispute à l'extrême-droite nationaliste du Parti d'action nationaliste (MHP). Le RP tente en effet d'occuper également le terrain du nationalisme, par un discours anti-occidental et tiers mondiste (avec néanmoins des

accents impérialistes néo-ottomans). Mais il voit se dresser sur son chemin la montée du MHP, qui met surtout l'accent sur le pan-turquisme et la fierté nationale, et qui l'attaque sur ses positions au sujet de la question kurde. Quant au centre droit, incapable de surmonter ses divisions internes, il se contente de reprendre à son compte certains des thèmes idéologiques et religieux du RP, afin de gagner la confiance de cet électorat, et présente sur ses listes des candidats liés aux confréries islamistes. Toutefois, cela n'empêche pas ces élus d'agir comme des sous-marins (comme c'est le cas actuellement lors des débats au Parlement sur les réformes «démocratiques» de la Constitution). De plus, cette attitude est désastreuse dans le domaine de la lutte idéologique contre l'intégrisme.

L'évolution du RP depuis son arrivée au pouvoir dans les municipales montre que son avenir dépend plus des facteurs qui lui sont extérieurs que de sa dynamique propre. Certes, les maires et les dirigeants RP vont tenter de poursuivre leur politique d'implantation et de noyautage de l'appareil d'Etat et des pouvoirs locaux. Ils vont particulièrement accentuer leur offensive idéologique et tenter de marquer des points dans ce domaine, en utilisant à leur avantage les carences du système. Ils vont tenter de maintenir et d'élargir leur base électorale en menant des politiques sociales dans les mairies. ★

Istanbul, 17 juin 1995.

# Reconstruisons l'espérance

Nous publions ci-dessous la déclaration de Montevideo, adoptée lors de la 5<sup>e</sup> rencontre du Forum de São Paulo\*, à Montevideo en Uruguay le 28 mai 1995.

## DOCUMENT

**O**rganisée à Montevideo, en République orientale de l'Uruguay, du 25 au 28 mai 1995, la 5<sup>e</sup> rencontre du Forum de São Paulo a réuni 65 délégués de l'Amérique latine et des Caraïbes, et des observateurs venus d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Australie. Cette rencontre a constitué une démonstration de force des partis et des mouvements de gauche au niveau du continent. Des centaines de délégués de toute l'Amérique latine ont été chaleureusement reçus par leurs camarades, militants des partis composant le Frente Amplio (Front élargi) de l'Uruguay.

La ville de Montevideo, gouvernée depuis 1990 par le Frente Amplio, a été le théâtre d'un débat d'une grande signification sur la situation actuelle en Amérique latine et sur les alternatives qui s'ouvrent pour les travailleurs et les mouvements populaires dans une conjoncture marquée par une grande offensive économique, politique et idéologique du néolibéralisme.

Lors de cette 5<sup>e</sup> rencontre du Forum de São Paulo, nous nous sommes consacrés à l'analyse de la situation économique, sociale et politique en Amérique latine et aux Caraïbes, à l'échange d'expériences de construction de projets alternatifs pour le développement et l'intégration, ainsi qu'à l'évaluation de nos perspectives.

Au cours de nos débats nous avons constaté le développement de la combativité des mouvements populaires, qui s'est traduit par leur croissance, leur diversification et leur consolidation organisationnelle, ainsi qu'un important développement des luttes, grèves, protestations, manifestations, occupations de routes et autres, parmi lesquelles la rébellion du Chiapas occupe une place à part, autant de luttes caractérisées par l'apparition de nouvelles formes d'expression, de démocratie et de pouvoir populaire. Toutes ces manifesta-

tions nous indiquent le chemin et mettent à l'ordre du jour la nécessité pour les forces progressistes et révolutionnaires de définir, promouvoir et construire simultanément un modèle alternatif de développement économique et social et, fondamentalement, un modèle alternatif de démocratie basé sur de nouvelles formes de pouvoir populaire.

Ces luttes se sont heurtées à des mesures énergiques de répression politique et institutionnelle, dont l'objectif est de faire taire la résistance populaire. Ce modèle de démocratie restreinte nie le droit souverain de nos peuples et la souveraineté de nos nations.

Parallèlement s'est renforcé le rôle de gendarme des Etats-Unis qui, dans la situation militaire unipolaire à l'échelle mondiale, utilisent le conseil de sécurité de l'ONU et des initiatives particulières pour imposer par le biais d'interventions militaires directes leur ordre injuste et leur modèle, recourant à tout type de prétexte et considérant leur souveraineté comme la seule valable dans ce bas monde. Affronter et vaincre cette hégémonie est l'un des grands défis de l'heure.

Les partis et les mouvements présents à cette 5<sup>e</sup> rencontre ont pu apprécier directement l'important résultat électoral de l'Encuentro Progresista et du Frente Amplio, qui ont recueilli il y a quelques mois plus de 30 % des voix lors de l'élection présidentielle, en s'affirmant ainsi comme une véritable alternative de gouvernement.

# FORO de SAN PABLO

## POR LA INTEGRACION de los PUEBLOS

25 AL 28 DE MAYO  
MONTEVIDEO  
URUGUAY



Les élections qui se sont tenues dans 14 pays d'Amérique latine entre novembre 1993 et mai 1995, même si elles n'ont pas répondu aux espoirs entretenus lors de la 4<sup>e</sup> rencontre de La Havane, constituent néanmoins le meilleur résultat d'ensemble pour la gauche à ce jour.

Malgré les conditions injustes qui ont marqué ces élections, les partis regroupés dans le Forum de São Paulo ont eu plus de 300 députés élus, plus de 60 sénateurs, des centaines de maires, des milliers de conseillers municipaux, et ont recueilli un quart des votes dans l'ensemble des pays concernés.

Il est absolument essentiel de se livrer à une analyse approfondie de nos orientations programmatiques, de nos moyens de communication avec de larges secteurs

\* São Paulo c'est San Pablo en espagnol.

populaires et de notre degré d'insertion sociale pour comprendre pourquoi, dans nombre de pays, des secteurs déshérités de la population ont voté pour les candidats conservateurs.

Si elle veut se maintenir comme alternative de pouvoir, la gauche doit dénoncer les positions néoconservatrices, et leur opposer les aspirations sociales, nationales et démocratiques des secteurs organisés de la société, tout en aspirant à être la voix des sans-voix, celle des exclus.

## **Intégration économique ...**

Au cours des dernières décennies, l'économie et la politique mondiales se sont trouvées au cœur d'un processus de profondes transformations. Le néolibéralisme constitue la pierre angulaire de la politique actuelle du capital vis-à-vis du travail. C'est dans ce cadre qu'on se propose de faire progresser le processus d'intégration subordonnée des pays périphériques aux centres de pouvoir, exploiter au maximum le potentiel des nouvelles technologies, élargir et contrôler les marchés, avancer vers une nouvelle répartition des zones d'influence et consolider celles qui existent actuellement.

De ce point de vue, le Sommet des Amériques, qui s'est tenu à Miami en décembre 1994, marque le point culminant de la première phase d'un processus qui vise à mettre en place un nouveau dispositif de «sécurité collective» et à renforcer un modèle d'intégration plus subordonnée encore des Etats-Unis qui lui est plus dépendante.

Les modèles néolibéraux imposés s'accompagnent d'une tentative de légitimer des démocraties sous tutelle et restrictives, qui ont pour but d'empêcher la pleine participation politique et économique de la grande majorité, de restreindre la lutte pour de justes revendications qui mettent en cause ce modèle ; et les Forces armées sont parfois mises à contribution comme garantes de ce système.

Au cours des deux années qui séparent la réunion de Montevideo de la rencontre de La Havane, des changements importants ont affecté le processus d'intégration continentale.

Pour s'engager dans le processus de négociation de l'accès aux zones de libre commerce, le gouvernement nord-américain impose d'importantes conditions : paiement ponctuel du service de la dette aux dépens du bien-être de la majorité de la population, sévères ajustements structurels, diminution des salaires et des emplois, désindustrialisation, réduction des dépenses publiques et ouverture unilatérale des économies latino-américaines,

entre autres choses. Ces exigences ont des conséquences très négatives sur les économies de la région.

Le néolibéralisme, après la crise de décembre 1994, démontre plus clairement encore son incapacité à consolider un système d'investissements productifs. Il ne peut pas garantir les transformations sociales que réclament nos peuples pour atteindre un développement soutenu, et ne peut pas non plus créer les conditions lui permettant de diriger un processus d'intégration à la hauteur des défis de la nouvelle situation internationale. Tout au contraire, il provoque une paupérisation accrue dans de larges secteurs de la population, avant tout parmi les femmes et la jeunesse, en supprimant d'importantes conquêtes sociales.

Nous sommes conscients que les pays d'Amérique latine doivent s'insérer dans l'économie mondiale, dans un contexte international qui a changé et qui offre de nouvelles possibilités et de nouveaux défis. Mais nous affirmons que cette intégration dans l'économie internationale doit être guidée par les intérêts nationaux qui sont ceux de la grande majorité de la population.

Nous nous battons pour un développement soutenu, dans toutes les branches, tous les secteurs et les régions de chacun de nos pays, un développement où l'efficacité et la productivité accrues se traduisent par un meilleur niveau de vie de la majorité de la population. Un développement où l'Etat assume son rôle de régulation de l'économie et de garant du bien-être social et de la juste redistribution des revenus.

Sans intégration sociale et économique au sein de chaque pays, il n'est pas possible de défendre un quelconque projet d'intégration régionale. Pour l'intégration sociale, la consolidation et le développement des démocraties par l'intervention permanente des peuples sont une nécessité impérieuse.

## **et alternatives au modèle néolibéral**

Nous voulons que l'intégration en Amérique latine et dans les Caraïbes ne se limite pas à la libéralisation du commerce et des investissements. L'objectif ultime de l'intégration réside pour nous dans le développement conjoint et complémentaire des secteurs de la production et des services entre les différents pays de la région, de façon à ne pas supporter les conséquences d'un marché mondial dominé par les multinationales.

Le développement ne peut pas être dirigé par le marché. Une conception tota-

le de ce processus suppose l'intégration de tous les membres de la société et des facteurs de production nationaux et régionaux.

Il n'est pas souhaitable de réduire nos objectifs au seul terrain de l'économie. Il faut également mettre en avant la protection de l'environnement, le développement simultané de politiques sociales, avant tout dans les secteurs de l'éducation, la santé, la construction et la préservation des identités culturelles d'Amérique latine et des Caraïbes, comme moyen pour faire pièce aux tendances pernicieuses qu'insufflent à nos sociétés la prétendue «culture de masse».

L'intégration régionale doit préserver un espace pour les populations indigènes et d'autres groupes ethniques, raciaux et culturels qui forment le creuset de notre spécificité et de notre identité continentale.

Il nous paraît impératif d'intervenir unis sur les questions suivantes :

▀ Lutter pour faire échec à l'échelle continentale au modèle néolibéral imposé par le FMI, la Banque mondiale, les Etats-Unis, en formulant un projet alternatif de pouvoir qui implique une démocratie politique réelle, une démocratie économique et sociale et la participation et l'intervention de nos peuples pour tout ce qui touche aux droits et aux devoirs.

▀ Lutter pour la redéfinition des mécanismes actuels d'intégration régionale au bénéfice des peuples.

▀ Revitaliser les négociations entre pays latino-américains pour établir un commerce international équitable qui facilite l'accès de nos produits aux marchés des pays développés.

▀ Impulser une renégociation d'ensemble de la dette. Cela exige une responsabilité partagée ; la reconnaissance de l'incompatibilité entre le paiement de la dette dans les conditions actuelles et le retour à un développement soutenu ; la réduction de la dette et de ses intérêts ; le transfert net de ressources du nord au sud pour relancer une croissance ordonnée et socialement juste ; et la dénonciation des dettes illégitimes.

▀ Définir une plate-forme commune à l'Amérique latine en matière de commerce international face aux accords du GATT — aujourd'hui Organisation mondiale du commerce (OMC) — qui portent atteinte aux intérêts des peuples latino-américains.

▀ Négocier en commun des conventions internationales qui mettent fin à la violation systématique des droits de l'homme concernant les travailleurs immigrés dans les pays développés.

▀ Intervenir dans les instances parlementaires et représentatives de la société au niveau régional, en particulier en sou-



tien aux secteurs les plus touchés par l'intégration, afin de définir des politiques publiques qui répondent aux nécessités de nos peuples.

► Demander l'application, par les gouvernements qui ont apposé leur signature, des accords du Pacte de San José du Costa Rica concernant l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité.

► Défendre intégralement et inconditionnellement les Droits de l'Homme et promouvoir la solidarité avec les luttes sociales, en particulier quand elles se heurtent à la répression des gouvernements. Renforcer les mouvements et les diverses manifestations pour promouvoir l'éthique en politique.

► Défendre les droits des groupes indigènes et paysans, la jeunesse, les travailleurs, les femmes et les classes moyennes, principales victimes de l'exclusion et de la paupérisation provoquées par les politiques néolibérales.

Camarades, citoyens de cette grande patrie que forment l'Amérique latine et les Caraïbes, la lutte continue. La grande tâche historique de notre époque est de poursuivre et d'achever le rêve des libérateurs en conquérant le droit au plein exercice de l'indépendance, la souveraineté, la démocratie, la justice et le bien-être pour nos peuples et nos nations.

La 5<sup>e</sup> rencontre du Forum de São Paulo appelle à l'unité et à la construction d'espaces de concertation de toutes les forces politiques, sociales et productives, démocratiques et progressistes, pour faire face à l'offensive néolibérale sur le continent.

Le Forum de São Paulo se solidarise avec nos frères cubains et condamne le blocus criminel imposé par le gouvernement des Etats-Unis. Il rejette aussi énergiquement le projet de loi Helms-Burton qui viole les Droits de l'Homme du peuple cubain et les normes qui régissent la souveraineté des Etats, et prétend en outre, brutalement, restaurer l'injustice sociale et détruire les conquêtes économiques, politiques et sociales de la révolution.

Peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes, la 5<sup>e</sup> rencontre du Forum de São Paulo nous convie à un effort soutenu, au travail, à la lutte pour forger la grande patrie latino-américaine et caraïbe, pour conquérir une nouvelle indépendance, la liberté intégrale et le bonheur qu'on nous a interdits.

Réalisons le rêve de nos héros et martyrs !

Reconstruisons l'espérance ! ★

Montevideo, le 28 mai 1995.

# Quel avenir pour le Forum de São Paulo ?

**Confrontés à la nécessité d'expliquer les raisons des résultats négatifs obtenus lors du vaste processus électoral qui a concerné une bonne partie des pays du sous-continent entre 1993 et 1995, appelés à répondre de manière démocratique et populaire à la nouvelle crise économique qui frappe la région, et obligés de revoir leurs perspectives politiques face à la vague d'événements survenus lors des deux dernières années, soixante-cinq organisations, mouvements et partis politiques d'Amérique latine et des Caraïbes membres du Forum de São Paulo se sont réunis pour la cinquième fois, entre le 25 et le 28 mai, à Montevideo, en Uruguay.**

## Braulio MORO

Il est intéressant de rappeler qu'en juillet 1993 plus de cent organisations de la région se réunirent à La Havane à l'occasion de la 4<sup>e</sup> rencontre (1) qui, étant donné la conjoncture politique et sociale de l'époque, fut principalement consacrée aux possibilités pour la gauche d'arriver au pouvoir dans divers pays (Brésil, Mexique, Salvador et Uruguay) et à une analyse de la crise de la révolution cubaine.

Ces hypothèses de triomphe n'ont pas été confirmées — bien, qu'en général, les divers courants de la gauche aient obtenu leurs meilleurs résultats pour les vingt-cinq dernières années, la 5<sup>e</sup> rencontre aurait pu être le lieu adéquat pour tirer un bilan approfondi de ce qui s'est passé. Or, à part quelques exceptions, ce thème a été évacué des discussions. Comment cela s'explique-t-il ? Pour répondre à cette question, même schématiquement, il faut revenir aux débats qui ont accompagné les processus électoraux. Deux grandes tendances traversèrent d'une façon ou d'une autre l'ensemble des organisations latino-américaines : un courant faisait pression



pour parvenir au gouvernement à travers une politique «de gouvernabilité, de transparence et d'absence de confrontation sociale» et un autre, minoritaire, avançait le thème de la mobilisation sociale et, par conséquent, proposait un discours radical et une confrontation (2).

Les résultats dont on dispose à présent montrent que la deuxième orientation était la bonne, et que les gauches devraient maintenant centrer leur action politique autour d'elle. Mais, comme l'a montré la discussion, la majorité des organisations présentes à Montevideo a voulu rester sur le terrain de la constatation des avancées parlementaires et institutionnelles, au débat sur le nombre de députés, de sénateurs, de maires et de gouverneurs dont dispose maintenant la gauche, sans analyser en profondeur les causes des défaites électorales.

Comme nous l'avons déclaré à Montevideo, selon nous, «le principal problème de la gauche est d'avoir été incapable de créer une dynamique permettant de transformer la polarisation sociale existante dans les différents pays en un processus de radicalisation et d'auto-organisation des secteurs de la population qui voyaient en elle une possibilité de changement. En misant sur une vision mal comprise de la gouvernabilité, la mobilisation sociale en tant que moteur central pour parvenir au triomphe a été sous-estimée et, dans de nombreux cas, la participation de la gauche a fini par être absorbée par une dynamique électoraliste sans perspectives, informe.»

1) Voir *Inprecor* n° 372, septembre 1993.

2) Voir *Inprecor* n° 384 d'octobre 1994.

Cette analyse ne sous-estime pas l'utilisation de l'appareil d'Etat par les classes possédantes dans tous les pays pour éviter la victoire de la gauche ; au contraire, elle cherche à souligner qu'en participant à ces processus sans prendre en compte cet élément central, la gauche a fait preuve d'incompréhension — si ce n'est de naïveté — par rapport à ce qui était en jeu. Face à la crise économique qui frappe à nouveau aujourd'hui plusieurs pays du sous-continent, ce sont les tendances les plus autoritaires et antidémocratiques qui sont au pouvoir, comme le montrent les cas du Brésil, de l'Uruguay, du Mexique, du Pérou, du Venezuela ou de l'Argentine, situation face à laquelle les gauches semblent paralysées (3).

### **Le Mexique, si proche et si lointain**

La crise du modèle néolibéral, apparue ouvertement avec la dévaluation de la monnaie mexicaine en décembre 1994, qui a entraîné l'«*effet tequila*», fut l'un des thèmes qui retint le plus l'attention lors de la rencontre. Tout le monde fut d'accord pour constater que cette situation de crise dénote l'épuisement d'un modèle économique imposé au continent depuis au moins quinze ans. Il est plus urgent que jamais de disposer d'une proposition alternative qui réponde de manière immédiate aux attaques dont souffrent les populations du sous-continent ; elle ne pourra voir le jour que si les courants de gauche sont capables de refermer le fossé qui tend à les séparer des mouvements sociaux.

A ce propos, bien que la déclaration finale de la rencontre traite largement de ce phénomène, il faut bien avoir en tête qui sont nos interlocuteurs. Ainsi, furent invités, entre autres, à cette initiative, l'Internationale socialiste, la COPPAL, la Coordination socialiste latino-américaine, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) et... le président de la Banque interaméricaine de développement (BID). Bien que seule la COPPAL ait participé à la rencontre, il est clair que derrière ces invitations transparaît la volonté de se transformer en une opposition institutionnelle de gauche, capable de «dialoguer» avec les responsables de la crise (en l'occurrence le président de la BID), peut-être pour chercher à les convaincre que les politiques économiques suivies jusqu'à présent ne sont pas les plus adaptées...

Cette question est très importante et doit être comprise dans le contexte des autres choix effectués par les organisations membres du Groupe de travail (sorte de direction) du Forum (4). En effet, outre les

organisations déjà citées, le Groupe de travail a accepté à l'unanimité (5) la présence en tant qu'«observateur» du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) mexicain — parti d'Etat qui gouverne ce pays depuis plus de soixante ans et qui, aujourd'hui, se débat dans une crise finale aux conséquences imprévisibles —, alors que, dans le même temps, il «oubliait» d'inviter la Convention nationale démocratique (CND) mexicaine et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) qui, au moins, auraient pu ainsi envoyer un message à la rencontre.

Ceux qui remirent en cause la présence du PRI au Forum furent traités d'«intransigeants», d'«administratifs» et de «peu démocratiques», qualificatifs pour le moins surprenants, surtout quand ils viennent d'ex-dirigeants des partis communistes qui existent encore dans la région. Mais, au-delà, le problème central fut que la majorité absolue des délégations présentes au Forum décidèrent de garder un silence éloquent, qui montrait clairement qu'elles faisaient passer leurs relations avec le PRI avant l'appui au mouvement populaire mexicain à la tête duquel se trouve aujourd'hui l'EZLN.

Un des représentants du Front large, membre de Vanguardia Artiguista, essaya de justifier la présence du PRI comme observateur en présentant comme contre-exemple celle d'Herri Batasuna (HB), organisation basque proche des positions de l'ETA, également invitée comme observateur ; et ce pour démontrer la grande pluralité du forum. Par-delà le fait que nous ne partageons en rien les méthodes de l'ETA, il est évident qu'il n'y a pas de comparaison possible entre une organisation comme HB et le PRI mexicain.

Par ailleurs, le «cas» du Mexique permit de faire apparaître clairement que, pour la gauche politique latino-américaine, la lutte des zapatistes est un problème «régional», «localisé» ; cela explique que, contrairement à ce qu'on pourrait penser, jusqu'à présent les manifestations de solidarité ont été bien plus importantes en Europe et aux Etats-Unis que dans les pays du sous-continent. Beaucoup ne comprennent pas que le cœur du projet soutenu par le gouvernement mexicain se trouve au nord de la frontière du Mexique, que c'est également le problème de l'Amérique latine toute entière et que l'absence d'initiatives ne peut que favoriser le gouvernement mexicain et ses soutiens impérialistes. Cela peut être fatal, car il est évident que si l'EZLN et le mouvement démocratique mexicain sont défaits, l'ensemble de la gauche latino-américaine en payera chèrement les conséquences.

### **Le Forum face aux défis**

Outre les questions liées à l'évolution de la situation économique, sociale et politique en Amérique latine et dans les Caraïbes depuis la 4<sup>e</sup> rencontre, et celle de l'intégration régionale, la réunion de Montevideo a discuté de ses perspectives dans la situation actuelle ; sur ce thème également, des visions très différentes se sont opposées.

La Bolivie (autre pays cité en exemple par le néolibéralisme) a été secouée il y a quelques semaines par une grève dirigée par les professeurs, auxquels se sont joints les mineurs, les femmes, les étudiants et les producteurs de coca de la région du Chapare, qui tous refusaient d'accepter les politiques que cherche à imposer le gouvernement de Sanchez de Lozada. Cette vague de protestations fut freinée par l'instauration de l'état de siège, l'arrestation et l'emprisonnement de plus de trois cents dirigeants sociaux et la suspension de toutes les garanties constitutionnelles.

La proclamation de l'état de siège a été approuvée par la majorité parlementaire et défendue explicitement par le chancelier Aranibar, membre du Mouvement Bolivie libre, organisation qui, jusqu'à la veille de la 5<sup>e</sup> rencontre, faisait partie du Groupe de travail du Forum de São Paulo. Evidemment, la gravité de ce problème a obligé le Forum à prendre position sur une question clé : des organisations responsables de la répression contre les participants aux luttes sociales dans leurs pays peuvent-elles participer au Forum ? Malheureusement, la réponse a revêtu le même aspect que celle concernant le Mexique : au nom de l'«unité la plus large» et de la nécessité de montrer à tout prix qu'on est «démocratique», on a laissé cette organisation participer comme membre de plein droit au forum, avec pour seule conséquence son départ du Groupe de travail.

On pourrait penser que cette décision

3) Nous faisons référence à la manière dont le gouvernement de Cardoso a traité la grève des travailleurs du pétrole au Brésil ; à la loi de sécurité des citoyens approuvée par le parlement uruguayen ; à la politique de choc économique et de répression ouverte poursuivie par le gouvernement mexicain à l'agonie ; à la récente amnistie approuvée par Fujimori envers les militaires responsables d'assassinats et de tortures au Pérou ; à la manière dont le gouvernement de Caldera cherche à en finir avec les mobilisations sociales au Venezuela ; ou à la décision de Menem de détruire le peu de sécurité sociale qui existe encore en Argentine.

4) Participaient à ce groupe à la veille de la 5<sup>e</sup> rencontre : le PT brésilien, le FMLN salvadorien, le FSLN nicaraguayen, le PCC cubain, l'URNG guatémaltèque, le PRD mexicain, le mouvement Lavalas haïtien, le PRD panaméen, la Gauche unie du Pérou, les partis membres du Front large uruguayen, le Mouvement Bolivie libre et le PC guadeloupéen.

5) Il faut noter que l'unanimité au sein du groupe de travail a été acquise à la suite de discours d'un membre du PRD mexicain qui déclara que son parti ne voyait aucun inconvénient à la présence du PRI.



s'appuie sur une volonté d'ouverture et de pluralisme, cherchant à privilégier la discussion sur l'exclusion. Mais ce n'est pas le cas, comme le montre ce contre-exemple : le Groupe de travail a refusé d'intégrer comme membre de plein droit le Mouvement de rénovation sandiniste, la scission du FSLN dirigée, entre autres, par Sergio Ramirez, Ernesto Cardenal et Dora Maria Tellez, à cause du veto posé par le courant du FSLN dirigé par Daniel Ortega. Nous avons donc pu constater l'existence d'une politique ayant deux poids, deux mesures, ce qu'il faut combattre.

## Changer de cap

Quant à l'attitude du Forum face à la conjoncture actuelle, nous pouvons dire que, durant les deux dernières années, une série d'événements plus que significatifs se sont succédés, sans qu'il n'ait pris position ni émis la moindre déclaration. Nous nous référons en particulier à la guerre entre le Pérou et l'Equateur, à l'invasion d'Haïti par des troupes américaines, ou à l'instauration de l'état de siège en Bolivie, quatre pays où existent des organisations membres de cette instance de réflexion des gauches du sous-continent. Cette absence de prise de position est préoccupante dans la mesure où il s'agit de faits d'une grande ampleur dont les conséquences vont dépasser le terrain anecdotique ou conjoncturel, tout en reflétant dans le même temps clairement le labyrinthe inextricable que traversent aujourd'hui les forces politiques démocratiques, anti-impérialistes et socialistes de la région.

Durant cette rencontre, il a été décidé de modifier les critères d'admission, la composition du Groupe de travail et les mécanismes de coordination en vigueur jusque-là. La création de structures de fonctionnement régionales et la constitution d'un Secrétariat permanent basé dans la ville de São Paulo ont été décidées. Ces mesures, approuvées à l'unanimité, montreront leur utilité dans les mois à venir mais, surtout, constitueront un test quant à notre capacité de répondre aux immenses défis auxquels nous serons confrontés. Si, pour des raisons objectives, dans un passé récent, la majorité des forces du Forum se polarisèrent autour d'activités électorales, nous avons maintenant besoin de nous efforcer au maximum de refermer le fossé qui nous sépare des mouvements sociaux.

Sur un autre terrain, lors de la discussion entraînée par la participation du PRI mexicain comme «observateur», un aspect central n'a pas été traité : jusqu'à quel point veut-on ouvrir cette instance de réflexion et d'échange d'expériences ? Certains affirment qu'on ne peut pas fixer

de limites, et ont même avancé l'idée que si le Parti populaire espagnol demandait à être invité il faudrait lui donner sa place. Notre conception est totalement différente : nous n'avons pas une vision sectaire ou d'exclusion mais nous savons encore distinguer les intérêts de classe.

Ainsi, face à la situation actuelle du Forum de São Paulo, il n'existe que deux choix : soit d'opter pour une attitude conservatrice, sans plus d'engagement que celui de se réunir lors de chaque nouvelle rencontre pour émettre une déclaration de bonnes intentions, avec l'idée que la solidarité internationale s'arrête là où commencent les intérêts de chaque organisa-

tion nationale ; soit oser changer de cap, en reconnaissant les apports obtenus jusqu'à présent ainsi que nos terribles difficultés, mais dans la perspective de transformer en réalité la déclaration de la première rencontre tenue en 1990. Il est nécessaire de secouer l'inertie dangereuse qui nous conduit à agir en témoins de l'histoire et non en acteurs. Voilà notre principal défi et, en ce qui nous concerne, nous nous proposons modestement de travailler à partir de maintenant pour qu'en 1996, lors de la 6<sup>e</sup> rencontre à San Salvador, nous puissions contribuer à la donner quelques réponses.★

## Déclaration

Camarades,

Participants à la 5<sup>e</sup> rencontre du Forum de San Pablo

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), organisation qui gouverne le Mexique depuis plus de 60 ans, sollicite son admission en qualité d'observateur au sein de ce Forum, réunissant des organisations de gauche, populaires, socialistes, anti-impérialistes et démocratiques en Amérique latine.

Le PRI demeure une organisation qui est à l'antipode de toutes ces caractéristiques une organisation foncièrement anti-démocratique.

En connaissance de cause, nous considérons que cette organisation est non seulement responsable d'avoir noyé le Mexique dans une misère économique sans précédent — produit de l'application de ce qu'on a appelé les politiques d'ajustement structurel prônées par le néolibéralisme — mais aussi et principalement responsable de la répression brutale et permanente et de l'encerclement des communautés indigènes au Chiapas et contre l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Le régime politique incarné par le PRI est marqué par la corruption, l'autoritarisme et les fraudes électorales permanentes. C'est pourquoi sa présence au sein de cette instance, à titre d'observateur, est une offense à tous ceux et toutes celles qui militent pour la démocratie et la libération définitive de nos peuples.

Accepter la présence du PRI mexicain serait une violation durable des fondements qui ont donné naissance au Forum de San Pablo et serait sentit comme le pire affront par des millions de Mexicains qui luttent contre le régime du Parti-Etat représenté par cette organisation. C'est pourquoi nous déclarons publiquement notre opposition à ce que le PRI soit accepté au Forum sous quelque forme que se soit et en même temps nous demandons à tous les représentants et à toutes les représentantes des organisations ici présentes de se prononcer dans le même sens.★

**Braulio Moro**

**Parti révolutionnaire des travailleuses et des travailleurs (Mexique)**

**José Martinez Cruz**

**Parti révolutionnaire des travailleurs (Mexique)**

**Isabel Cintron**

**Front socialiste (Porto Rico)**

**Aldo Gilli**

**Parti socialiste des travailleurs (Uruguay).**

**Montevideo, 25 mai 1995**

# La fin du conflit et la transition à la démocratie

Nous reproduisons le texte présenté par le FMLN à la rencontre du Forum de Sao Paolo.

## DOCUMENT

**A**près plus d'une décennie de convulsions politiques, sociales et économiques, où ont surgi et se sont renforcés les mouvements révolutionnaires opposés au régime militaire pro-oligarchie, la région centraméricaine connaît un début de transition fragile vers la démocratie. Ce processus de démocratisation est le résultat d'innombrables efforts de différents secteurs politiques et sociaux dans chaque pays de la région, et notamment des organisations de la gauche révolutionnaire, pour chercher des solutions négociées à la crise politique et sociale qui s'est aggravée à partir de la moitié des années 70.

Au Guatemala, après des tentatives prolongées et compliquées de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) dans le but d'ouvrir des négociations réelles pour mettre fin au conflit armé, des résultats commencent à se dessiner. L'ordre du jour des négociations fixé, sous le patronage des Nations unies, inclut les aspects centraux de la problématique guatémaltèque : démocratie, paix, respect des droits humains et de l'identité du peuple indigène. L'URNG avec le soutien de large secteurs nationaux et internationaux progresse vers la réalisation d'une solution juste, viable et durable.

Au Salvador, la transition démocratique entamée par la signature des accords de paix en janvier 1992, se développe avant tout sur le terrain de la modernisation et la démocratisation de l'Etat : démilitarisation de la société, création d'une nouvelle police civile nationale, réforme du système judiciaire et réforme du système électoral. Elle inclut aussi un programme de transfert de terres, de réinsertion des anciens combattants des deux armées et des programmes pour les mutilés et la

population frappée par la guerre. La construction démocratique dans le pays n'est pas achevée, elle est menacée par des secteurs de l'extrême-droite qui n'ont jamais accepté les résultats de la guerre et des négociations.

### Etat des lieux

La situation peut être synthétisée comme suit :

a) Les institutions démocratiques surgies après les accords de paix sont encore faibles et certains sont déformés ou perverties par l'influence des secteurs antidémocratiques.

b) Il existe toujours un problème généralisé d'impunité institutionnelle. La loi n'a pas été imposée à des secteurs puissants liés aux forces armées et aux institutions de l'Etat.

c) L'Etat de droit existant n'intègre ni une division adéquate ni une fonctionnalité des pouvoirs. C'est pourquoi il est constamment violé par des secteurs de la droite civile et militaire.

d) Une culture autoritaire est encore prédominante et c'est dans ce cadre que se forment des enclaves à une culture démocratique émergente.

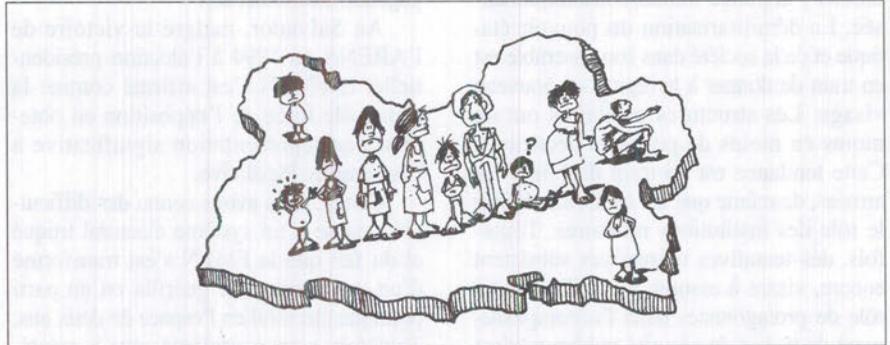
Au Nicaragua, la révolution populaire sandiniste a pu résister à la guerre d'agression déclenchée par Reagan et définir un scénario dans lequel, malgré la défaite électorale de 1990, des conquêtes révolutionnaires, notamment la propriété des moyens de production aux mains d'organisations des travailleurs à la campagne et dans les villes, ont pu être maintenues. En défendant ces conquêtes et d'autres, le FSLN a pu préserver des liens vitaux avec les aspirations de larges secteurs du peuple. C'est dans ce cadre que le FSLN prépare sa stratégie électorale pour 1996.

Au Honduras, il faut apprécier les progrès réalisés dans la consolidation des gouvernements civils qui ont rompu avec la longue histoire des régimes militaires. Dans ce sens le gouvernement libéral du président Reina est en train d'accomplir des pas décisifs pour mettre un frein aux attributions et dimensions excessives des institutions militaires. Pendant sa première année au gouvernement, il a supprimé le service militaire obligatoire et il est en train d'enlever aux forces armées les fonctions de sécurité publique, de renseignements généraux, etc. Cette politique doit faire face à une sérieuse opposition de la part de l'«establishment» militaire.

L'avènement au pouvoir au Panama du gouvernement du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), qui jouit d'une forte base populaire et qui s'efforce de briser le schéma de l'occupation nord-américaine du pays et encourager la dissolution formelle des forces armées, nourrit de nouveaux espoirs de telle façon que le processus politique en cours s'achemine vers la consolidation de la démocratie en maintenant en même temps la revendication du respect rigoureux sur le Canal.

Enfin, au Costa Rica, on peut remarquer que des remises en question croissantes d'un système politique bipartite, qui bien qu'ayant maintenu pendant des décennies un régime démocratique, offre de moins en moins d'alternatives pour surmonter les difficultés économiques qui affectent la majorité du peuple.

Les peuples d'Amérique centrale sont toujours menacés par des violations des droits de l'homme. Même si ont été créées des institutions étatiques dans presque tous les pays, dont la tâche est de se préoccuper de la défense et de la promotion des droits humains, l'influence de ces institutions reste limitée.



Par conséquent, ce sont des organismes non gouvernementaux qui sont en train de jouer un rôle de vigilance et de dénonciation permanentes en matière de droits humains, alors que la communauté internationale prête de moins en moins attention à un problème si crucial.

L'Amérique centrale s'efforce de surmonter l'impunité militaire institutionnalisée. La démilitarisation du pouvoir étatique et de la société dans son ensemble est en train de donner à la région un nouveau visage. Les structures militaires ont de moins en moins de pouvoirs décisifs. Cette tendance est en train d'obliger les armées, de même que les civils, à redéfinir le rôle des institutions militaires. Toutefois, des tentatives régressives subsistent encore, visant à assurer aux militaires un rôle de protagonistes dans l'accomplissement de tâches de sécurité publique (c'est le cas du Salvador), de lutte contre le trafic de la drogue, de préservation de l'environnement, etc. Par ailleurs, au cours de l'année 1994 les dépenses militaires ont augmenté en termes réels : c'est pourquoi de plus en plus de voix s'élèvent demandant la démilitarisation totale de l'Amérique centrale conçue comme un pas décisif dans le but de consolider la démocratie et de favoriser le développement économique et social.

En conclusion, la tendance se renforce pour mettre fin aux conflits armés et ouvrant la voie à la démocratisation des régimes politiques.

## **Elections et réajustement politique**

Malgré de grandes difficultés et tous les obstacles, les espaces conquis pendant de longues années de lutte armée et civile sont en train de s'élargir et de se consolider. A l'heure actuelle, les forces qui représentent la gauche en Amérique centrale ont accru leur autorité et leur capacité d'influer sur les décisions nationales. En même temps, il est significatif que dans la région apparaissent et se développent des formes multiples d'organisation de la société civile, qui dans leur domaine spécifique contribuent à renforcer le mouvement pour le changement en Amérique centrale.

Les processus électoraux au Honduras, au Panama et au Salvador s'insèrent dans la tendance à la démocratisation. La gauche y a joué un rôle important en y participant à l'échelle nationale et en gagnant des positions significatives au niveau institutionnel. Toutefois, il est incontestable que le pourcentage de participation aux élections révèle une diminution croissante de l'intérêt porté à ce type d'activité

civique. Au Salvador, l'absentéisme électoral a atteint aux dernières élections 55 % alors qu'au Guatemala il a dépassé 80 %.

Il faut ajouter, qu'il existe des systèmes électoraux truqués, des listes de votants non-fiables, une exclusion systématique des gens qui auraient le droit de vote, absence de règles en matière de propagande électorale, etc.

Au Salvador, malgré la victoire de l'ARENA en 1994 à l'élection présidentielle, le FMLN s'est affirmé comme la principale force de l'opposition en obtenant une représentation significative à l'Assemblée législative.

Certes, nous avons connu des difficultés à cause d'un système électoral truqué et du fait que le FMLN s'est transformé d'un mouvement de guérilla en un parti politique électoral en l'espace de deux ans. Toutefois, nous considérons que la principale faiblesse de notre campagne électorale (dispersion, absence de clarté dans notre message, manque d'efficacité dans l'action pour gagner des secteurs incertains, etc.) a eu l'origine suivante : l'absence d'unité et de cohérence dans le projet politique de la gauche. Nos points forts ont été l'organisation sociale et politique au niveau national et notre capacité de mobilisation pendant la campagne. Il est significatif que nos meilleurs résultats ont été obtenus dans les villes et les plus faibles dans les campagnes. Sur un total de 262 municipalités, nous en avons gagné 15 et nous avons obtenu la deuxième place en 68 municipalités, y compris dans les principales villes. En revanche, l'ARENA a participé aux élections sur une base fondamentalement unitaire, qui s'est reflétée dans des messages et des images cohérentes, la propagation des illusions, le recours sélectif à la terreur, l'utilisation des fonds de l'Etat et une forte structure des partis.

Pour toutes ces raisons, nous estimons qu'une unité programmatique et une stratégie de la gauche susceptibles de gagner un large consensus seront un élément clé pour les prochaines batailles électorales.

Au Salvador et au Nicaragua se développent des débats importants sur le rôle et l'avenir de la gauche dans le nouveau contexte national, régional et mondial. Ces débats ont produit des divisions et des réajustements politiques au sein aussi bien du FMLN que du FSLN. Il va de soi qu'il ne s'agit pas d'un phénomène qui ne concerne que la gauche. Les différentes forces politiques connaissent des réajustements provoqués par leurs conceptions de la nature et de la profondeur des changements qui se produisent dans la transition vers la démocratie et de la redéfinition des sujets sociaux qu'elles représentent ou pré-

tendent représenter.

## **Le FMLN**

Dans le cas du FMLN, l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) et la Résistance nationale (RN), deux des cinq organisations qui en ont fait parti depuis sa fondation jusqu'à décembre 1994, ont décidé de le quitter pour fusionner ensemble avec l'ex-Mouvement national révolutionnaire et le Parti démocrate. En fait, ces organisations s'efforcent d'apparaître comme un parti du centre afin de remplir le vide politique et électoral laissé par le sérieux affaiblissement du Parti démocratique chrétien. Toutefois, dans la pratique ces nouveaux regroupements constituent une opposition au FMLN et à tout secteur qui développe une opposition active au gouvernement de l'ARENA. Le Parti démocratique opère en tant qu'allié de l'ARENA sur toute une série de questions traitées au parlement et jusqu'ici ne s'est pas prononcé contre le plan économique anti-populaire, antinational et anti-intégrationniste avancé par le gouvernement Calderon Sol.

Pour sa part le FMLN, lors de sa convention nationale du mois de décembre 1994, a décidé de progresser vers la formation d'un parti de gauche, démocratique et unifié, en même temps il a adopté une orientation basée sur l'application intégrale des accords de paix, la démocratisation de l'Etat, la lutte contre la corruption, l'affirmation des droits des femmes, la défense de l'environnement et l'intégration régionale. Le FMLN progresse dans cette direction en jouant un rôle actif, dans la lutte contre les plans économiques de Calderon Sol, pour la définition de propositions économiques alternatives et pour l'application des accords de paix. En même temps les partis et les tendances qui existent au sein du FMLN, vont tenir au cours de l'année 1995 des congrès pour décider la pleine intégration dans le FMLN et la dissolution des structures partitaires : Forces populaires de libération (FPL, dont le congrès a déjà eu lieu le premier avril de l'année 1995), du Parti communiste salvadorien, du Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains (PRTC), la Tendance démocratique (TD) et les ex-militants de la RN. Notre objectif est de convoquer au mois de décembre 1995, la première convention nationale du nouveau FMLN, unifié pleinement démocratique et renouvelé dans sa ligne politique et idéologique. Au Nicaragua le débat sur la réforme constitutionnelle et sur le rôle de la gauche dans la nouvelle situation a provoqué une division au sein du FSLN et la formation du Mouvement du renouveau sandiniste (RMS).★

# L'EZLN sous la loupe de la gauche latino-américaine

La rébellion indigène paysanne au Sud-Est du Chiapas a changé radicalement le rapport de forces et les conditions de la lutte démocratique et populaire au Mexique ; par ses spécificités et sa portée elle a eu également un impact en dehors du pays. Lors de la 5e rencontre du forum de San Paolo à Montevideo notre collaborateur Braulio Moro a interviewé plusieurs dirigeants de la gauche latino-américaine pour connaître leur avis sur l'EZLN et les tâches de solidarité internationale avec sa lutte.

Nous avons interviewé le camarade Julio Marenales, membre de la direction nationale du mouvement de libération nationale-Tupamaros d'Uruguay, Abel Prieto, président de l'Union nationale des écrivains cubains et membre du bureau politique du Parti communiste cubain, et Raul Pont, vice-préfet du Porto Alegre et membre du Comité exécutif du Parti des travailleurs brésiliens. Les entretiens ont eu lieu séparément, mais nous avons regroupé les réponses.

**Inprecor : Quel est, selon toi, l'apport principal des Zapatistes à la gauche latino-américaine depuis son apparition le 1er janvier 1994 ?**

**Julio Marenales :** Deux remarques, la première est qu'il s'agit d'un mouvement où l'ethnie indigène a une très grande importance, ce qui, à notre avis, n'a pas été si fréquent en Amérique latine. Toutes les ethnies qui composent les différents peuples en Amérique latine ont contribué aux mouvements révolutionnaires, mais le poids que les indigènes ont dans le mouvement zapatiste n'est comparable qu'avec celui de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). Généralement, les mouvements ont été composés de



Blancs.

En deuxième lieu, il faut constater un aspect que nous même nous avons envisagé dans un vieux texte, c'est-à-dire qu'il pourrait se produire des soulèvements armés n'ayant pas comme objectif la prise du pouvoir mais la défense d'un certain modèle de démocratie ou de légalité. Si nous examinons le programme de l'EZLN, nous constatons l'absence de toute référence de type socialiste ou révolutionnaire. Ce qu'elle demande c'est tout simplement le droit d'agir dans le cadre du système, et elle a été obligée de le revendiquer avec les armes. Cela est nouveau, puisque selon les expériences précédentes la lutte armée a comme but la prise du pouvoir. Pour notre part nous avons avancé une telle idée mais les Zapatistes l'ont traduit dans la pratique.

**Abel PRIETO :** Je pense que l'apparition de la guérilla au Chiapas et tous les messages du sous-commandant Marcos avec leur langage nouveau constituent un démenti du livre de Castaneda quelques mois après sa parution. Ils ont démontré que l'application des modèles néolibéraux pourrait engendrer des nouvelles explosions sociales, y compris sous une forme organisée.

**Raul PONT :** On nous avait présenté, notamment au Brésil, le Mexique comme un modèle positif et un exemple à suivre. La rébellion zapatiste fut l'une des expressions les plus claires de la crise que le néolibéralisme a provoquée en Amérique latine.

Le zapatisme a démontré la véritable réalité en Amérique latine avec toutes ses inégalités brutales, en confirmant que la même situation existe au Chili en Argentine en Bolivie ainsi qu'au Brésil et au Mexique. En réalité, les orientations adoptées par Menem ou par le gouvernement mexicain engendrent une société viable pour 20 ou 30 % de la population alors que tout le reste est marginalisé. Une enquête récente faite dans la ville de San Paolo a montré qu'entre 1990 et 1994 le nombre de familles vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passé de 450 000 à 640 000. Ce qui veut dire que dans l'ensemble de la région de San Paolo, les personnes vivant dans de telles conditions sont plus de 2 millions. Voilà le véritable visage de la politique néolibérale. La rébellion zapatiste a démontré que ce qu'on racontait en Amérique latine sur le Mexique n'était qu'une invention de la grande presse qui voulait affirmer la conception de la pensée unique selon laquelle aucune alternative n'existe ni en

● **Dans ses textes l'EZLN ne se présente pas comme l'organisation de l'avant-garde à la manière traditionnelle de la gauche latino-américaine. Penses-tu qu'il s'agit d'un changement ou d'un message sur le changement à l'échelle continentale ? Quelles répercussions aura une telle conception sur le reste de la gauche latino-américaine ?**

**Julio Marenales :** Le problème est que la question de l'avant-garde n'est pas une question d'auto-affirmation. Le fait d'être ou pas une avant-garde ne dépend pas de la prétention de l'être ou ne pas l'être. Je crois que indépendamment de leurs déclarations, les camarades Zapatistes sont d'une certaine façon à la pointe d'un processus. Au Mexique aucune force politique n'a provoqué une secousse sociale comme celle suscitée par les Zapatistes. Donc, d'une certaine façon, ils sont en train de devenir, ne fût-ce que conjoncturellement, une avant-garde au-delà de leurs intentions. Ce processus s'opère dans la pratique et non d'un point de vue théorique.

**Abel Prieto :** Il est trop tôt pour juger ce processus. J'ai eu l'occasion à l'université de Mexico d'assister à une conférence de Pablo Gonzalez Casanova qui a donné une appréciation très intéressante des différents aspects du mouvement Zapatiste, y compris du langage qu'il utilise dans ses messages et dans son exploitation des médias. D'après moi, je le répète, il est trop tôt pour exprimer un jugement sur ce mouvement de guérilla, sur ce que signifie le changement d'approche qui le distingue des dites théories du foquisme d'autres époques. Il faut voir comment ce phénomène va se développer. Il est évident, de toutes les façons, qu'il constitue un instrument de pression sur le pouvoir sans se référer à la théorie classique de la prise de pouvoir par la guérilla. Il y a évidemment d'autres approches programmatiques sur lesquelles il m'est difficile de porter un jugement.

**Raul Pont :** D'après moi c'est un mouvement qui ne reprend aucune des thèses classiques sur la lutte armée en Amérique latine ni le foquisme ni la guerre prolongée. Du moins les choses que j'ai lu révèlent davantage un mouvement de résistance et de dénonciation de conditions

de vie, ce qui représente une limite quant à la possibilité d'un affrontement plus général sur le terrain de la lutte politique dans l'ensemble du Mexique ou de l'Amérique latine. L'importance de ce mouvement réside selon moi dans le fait qu'il a brisé un peu cette tendance d'une grande partie de la gauche.

Je pense que la grande question qui se pose, dans les différents pays en Amérique latine, est celle de savoir comment intégrer dans une action unitaire commune des groupes et des expériences très importantes qui doivent chercher des formes plus adaptées à la réalité de chaque pays. Je pense que notre expérience dans le PT et dans le Front populaire qui était organisé lors de la campagne électorale brésilienne a aussi un rôle à jouer afin de réaliser l'unité contre le néolibéralisme. Le même problème se pose dans d'autres pays. Dans le cas de l'Uruguay, le Frente amplio, bien qu'avec toute une série de limitations, est en train de jouer ce rôle d'unification du camp démocratique populaire visant à construire un projet alternatif au néolibéralisme. Je pense qu'il s'agit-là de la tâche la plus importante dans tous les pays d'Amérique latine et, sous cet angle, je considère que chez les Zapatistes il existe plusieurs éléments formateurs de ce processus.

● **La gauche latino-américaine enregistre un retard considérable dans ses actions de solidarité avec la lutte des Zapatistes et les communautés indigènes qui constituent leur base sociale. Quelles sont les raisons de ce retard et quelles pourraient en être les conséquences ?**

**Julio Marenales :** Je crois que l'une des raisons réside dans le fait qu'en Amérique latine depuis le déclin de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS) dans les années 60, on a oublié la signification des rapports internationaux et des actions conjointes. C'est-à-dire qu'on ne s'est plus préoccupé des problématiques des autres pays. Ce qui nous occupé et nous en avons parlé au Forum, c'est l'absorption des mouvements par les problématiques nationales, c'est-à-dire une préoccupation complète pour les thèmes nationaux et une absence de attention à l'égard des problèmes internationaux. Nous avons entendu des gens s'exprimer comme suit :

C'est curieux ce mouvement zapatiste a eu un très grand écho d'un point de vue propagandiste, les agences en parlent et les Européens aussi et pourtant il y avait

au Forum des gens qui ne prêtaient pas trop d'attention à ce qui se passe là-bas. Il y a même quelqu'un qui disait ; Faisons attention, c'est la droite ou plus concrètement l'impérialisme qui pourrait organiser quelque chose pour faire dévier le processus et lancer une fausse guérilla pour empêcher le développement d'une guérilla véritable. Je ne sais pas si beaucoup de gens pensent cela, mais un certain nombre de choses ont inspiré de telles attitudes.

Il me semble qu'en Amérique latine on a perdu cette capacité de réagir aux événements. Du moins, en Uruguay, nous constatons qu'il se passe des choses qui dans d'autres époques ne se seraient jamais passées. Des fonctionnaires nord-Américains ont débarqué, ce qui autrefois aurait provoqué des grandes mobilisations, et rien ne s'est passé. Il a fallu beaucoup d'effort pour que le Frente amplio participe au Forum. Je ne connais pas ce qui se passe dans d'autres pays mais je pense que l'internationalisme a beaucoup décliné.

**Abel Prieto :** Tu sais que nous avons des relations très bonnes avec le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au Mexique. Nous sommes un parti au gouvernement dont la particularité est de maintenir les idées révolutionnaires et d'entretenir en même temps des relations gouvernementales avec des partis d'orientations politiques différentes et avec des conceptions différentes des nôtres. Nous devons maintenir ce type de rapports non parce que nous avons une double morale mais parce que nous travaillons avec des gouvernements pour essayer de briser l'isolement de Cuba. Sur ce terrain nous sommes en train de développer une grande offensive diplomatique.

En principe, je pense que cette explosion Zapatiste s'est produite au moment où dans la gauche latino-américaine s'est développé un discours de gauche modéré, comme le montre le cas de Castaneda.

En même temps, on était en pleine recomposition à la suite de la crise idéologique provoquée par la chute du socialisme réel. En d'autres termes on est dans une phase où la gauche n'a pas encore trouvé son discours pour contrecarrer le discours réactionnaire post-moderniste. On est en train de développer une gauche de ce type pour la consommation académique aux Etats-Unis ; pourtant je pense qu'en terme conceptuel on n'a pas analysé avec rigueur la situation internationale. La poussée zapatiste est une sorte de noyau contradictoire surprenant, inédit, dans le cadre de schémas qu'on était déjà en train de reconstruire, de nouveaux schémas. Je crois, que l'un des thèmes que nous devons abordé dans des forums comme

celui-ci est justement de saisir les potentialités révolutionnaires et transformatrices de nos sociétés, sans schémas et sans stéréotypes.

**Raul Ponte** : Il y a eu des actions des dénonciations et une diffusion de matériels publiés par l'Armée zapatiste, mais je suis d'accord que cela était trop peu et que les actions de solidarité devraient se développer davantage. Ces difficultés reflètent l'absence d'instruments d'unification des luttes en Amérique latine. Je pense que le Forum est une tentative de renforcer les liens de solidarité mais il n'a pas accomplie cette tâche avec la rapidité que les événements exigent. Je pense que les partis en Amérique latine peuvent d'une façon solidaire et avec des répercussions politiques transformer chaque action, chaque dénonciation, chaque acte politique important en un instrument de propagation avec un écho dans les autres pays. Ici au Forum nous avons écouté des dénonciations extrêmement graves concernant différents pays, la Bolivie, l'Argentine et le Brésil et nous avons un besoin urgent de créer des mécanismes pour la dénonciation, pour l'action, pour la solidarité, des mécanismes de correspondances d'échange d'expériences et d'information, y compris sur les aspects positifs de ce que nous sommes en train de faire dans les villes que nous administrons, des aspects qui sont très importants comme le contrôle démocratique sur les ressources publiques dans ces villes. Cette intégration politique et culturelle de la lutte populaire de la lutte des travailleurs est l'élément principal. Le Forum actuel et d'autres semblables doivent jouer un tel rôle, même sous une forme limitée dans la perspective de renforcer cet effort par la suite.

● **Selon toi, quelles sont les initiatives que le Forum devrait entreprendre en solidarité avec l'EZLN et le peuple du Mexique ?**

**Julio Marenales** : nous croyons que le Forum devrait tout d'abord décider que les différents mouvements qui le composent s'efforcent de faire connaître la réalité du mouvement zapatiste et les conditions qui existent au Mexique qui sont très peu connues, de donner des informations sur la façon avec laquelle le Parti au gouvernement au Mexique exerce une hégémonie totale dans tous les domaines, y compris en ce qui concerne le mouvement ouvrier. Ce mouvement, contrôlé par le gouvernement, nous le caractérisons généralement comme jaune, même s'il y a des excep-

tions valables. On devrait envisager une action au niveau continental tout en sachant que des organismes comme le Forum ne peut pas faire beaucoup de chose. On pourrait par exemple envisager une action d'une journée, ainsi que des initiatives plus particulières. Par ailleurs, il faudrait s'engager plus généralement à ne pas se limiter à une réunion une fois par an mais, s'il y a des événements qui se produisent, projeter une action de solidarité, une grève simultanée dans toute l'Amérique latine. Nous pensons justement qu'il faudrait mener une bataille au sein du Forum contre la tendance à réduire l'EZLN à un événement presque à caractère académique. Il faudrait voir s'il est possible de prendre des mesures pratiques, si modestes soient-elles, comme un début de processus susceptible de stimuler des initiatives plus importantes.

**Abel Prieto** : Bien sûr je pense que dans la déclaration finale il faudra mentionner le problème mexicain qui a eu ici un poids assez particulier. Nous, adopterons une déclaration finale dans laquelle nous exprimerons notre solidarité et nous esquisserons une tentative de solution. Nous, en tant que Parti communiste cubain nous avons toujours défendu l'idée selon laquelle il faut poser ce problème dans le contexte d'orientation politique qui provoque ce type de violence et d'explosion, et nous avons toujours stimuler une discussion pacifique, une discussion respectueuse à l'égard des Zapatistes et à l'égard de notre interlocuteur.

**Raul Pont** : j'estime que la gauche et les groupes politiques du Mexique, par leur solidarité leur dénonciation et leurs actions conjointes doivent faire de la sorte que ce qui se passe au Chiapas soit connu, que le mouvement zapatiste ne soit pas isolé et qu'il dépende des médias. Le PT a reproduit dans ses publications internes des informations et des documents. Et les lettres du sous-commandant Marcos ont eu un grand écho dans le parti. Nous avons réussi à faire publier des informations sur la presse nationale. Au sein du PT il existe une solidarité toute naturelle avec les Zapatistes et les luttes qui se développent au Mexique.★

## Résolution sur le Mexique \*

La 5<sup>e</sup> rencontre des partis latino-américains et des Caraïbes du Forum de San Paolo, ayant analysé la situation existant au Mexique :

Réaffirme son rejet des politiques économiques néolibérales qui ont affecté sérieusement la structure productive, les salaires, le marché et l'emploi, et exprime sa solidarité avec les forces et les mouvements démocratiques qui prônent une politique alternative susceptible d'assurer l'exercice souverain des décisions nationales.

Considère urgente la redéfinition des rapports commerciaux et financiers dans la région, notamment la renégociation de la dette extérieure et la révision d'aspects fondamentaux du Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (ALENA).

Se prononce pour une solution négociée de la crise politique par une transition démocratique authentique qui puisse permettre le plein essor d'un Etat de droit, le respect du vote et la disparition du régime autoritaire dirigé par le PRI, aussi bien que pour une transformation démocratique des institutions politiques.

Fait appel à une solution pacifique juste et digne du conflit du Chiapas, entre l'EZLN et le gouvernement fédéral, par des négociations et l'introduction de changements qui assurent le plein respect des droits des populations indigènes et l'élargissement des libertés publiques et civiques. Et se prononce, en particulier, pour la liberté des prisonniers politiques membres présumés de l'EZLN. ★

\* C'est la résolution présentée par les quatre organisations mexicaines lors de la 5<sup>e</sup> rencontre de San Paolo et adoptée par le Forum le 28 mai 1995.



# Pas de démocratie sans souveraineté !

**Nous reproduisons l'intervention de la délégation du Parti Communiste de Cuba, lors de la 5<sup>e</sup> rencontre du Forum de São Paulo, sur l'évolution de la situation économique, sociale et politique en Amérique latine et dans les Caraïbes.**

## DOCUMENT

(...)  
**L** Pour aborder la problématique de notre région, il faut réfuter deux erreurs : la première affirme que notre continent est sur la voie de la croissance, du développement économique et de la justice sociale, alors que l'autre prétend qu'il passe par un processus de consolidation de la démocratie.

A cet effet, il faut rappeler que, dans les années 80, le drainage de ressources financières et le transfert de biens et de services d'Amérique latine et des Caraïbes vers l'extérieur ont conduit à la récession, la chute des investissements, le recul de l'emploi et de la consommation per capita, le déclin de la production, la ruine de larges secteurs productifs, la spéculation financière et la concentration de la propriété et des revenus, autant de phénomènes qui ont répandu la pauvreté et la marginalité comme jamais auparavant.

La faillite financière et la fragilité des gouvernements ont facilité le transfert des moyens de production vers les créanciers, étendu la domination des multinationales sur les économies et élargi l'influence étrangère sur les politiques nationales. Il faut mentionner en particulier le «plan Brady», un mécanisme destiné à préserver les banques nord-américaines de la dévaluation de leurs portefeuilles et à «capturer» les moyens de production les plus rentables de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ce plan a contribué à accroître la dette extérieure de notre région, qui s'élevait fin 1994 à 534 milliards de dollars, fait d'autant plus grave que les débiteurs ne disposent plus des actifs physiques à même de garantir «l'hypothèque» à son niveau actuel.

Dans le même temps, l'ouverture économique indiscriminée et la dérégulation ont alimenté les appétits du système financier international. En conséquence, des centaines de milliards de dollars, hors de la sphère de la production et des échanges, naviguent à la recherche d'un point de chute pour réaliser des profits faciles.

En recourant à la magie arithmétique des chiffres macro-économiques, de nombreuses entités affirment que l'Amérique latine et les Caraïbes ont tourné la page de la fameuse «décennie perdue», en cherchant à dissimuler que plus des deux tiers de leurs habitants sont classés parmi les «inviables» et, par là même, sont condamnés à périr ou à supporter un éternel statut infra humain.

### *Un processus artificiel*

La réalité du sous-continent, c'est que le «boom» des ressources financières engendré par la captation de l'épargne externe a conduit à un processus artificiel, qui a amplifié les réserves internationales, financé les déficits fiscaux et commerciaux, soutenu artificiellement les importations, maintenu un contrôle relatif sur l'inflation et stimulé l'hyperconsommation des bourgeoisies locales par le biais du crédit, ce qui a conduit à un modèle de prétendue croissance, financée par les cheminement spéculatifs du capital migrant, ce qui n'a pas conduit au développement de l'appareil de production régional.

En relation étroite avec ces phénomènes socio-économiques, il faut se demander si l'Amérique latine et les Caraïbes se trouvent effectivement engagées dans un processus de consolidation de la démocratie : la démocratie peut-elle exister en pleine croissance des inégalités et des injustices ? la démocratie peut-elle exister dans des pays toujours plus dépendants et moins souverains ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de souligner que les changements intervenus dans le monde déterminent une nouvelle logique dans la sphère politique à une échelle globale, que l'on prétend imposer au sein même des nations qui refusent le rôle, plus subordonné encore, que leur attribue le nouveau système de relations internationales. Les principaux éléments qui caractérisent ce «nouvel

ordre mondial» sont l'implantation d'un code de valeurs et de comportements qui vise à imposer à toutes les nations un modèle politique qui facilite la domination étrangère ; à accréditer les concepts de souveraineté limitée et de droit à l'ingérence, qui servent à justifier l'intervention dans les affaires intérieures des nations et l'élargissement des moyens des mécanismes de coercition chargés d'imposer les intérêts des puissants et d'appliquer des sanctions à ceux qui ne s'y conforment pas.

La légitimation d'un ensemble de normes de comportement sur les plans politique et militaire impose des modèles au pays du tiers monde, tout comme les recettes des organismes financiers le font dans le domaine économique et social. La combinaison de ces deux éléments constitue une tenaille qui restreint la souveraineté de ces nations. Il se produit ainsi un phénomène dual : d'une part, les gouvernements sont affaiblis face au capital transnational ; de l'autre, leurs moyens répressifs sont renforcés pour obliger les secteurs les plus touchés par la crise à en supporter les effets.

En ce qui concerne notre continent, l'inquiétude engendrée par l'aggravation de la crise sociale et politique et les explosions de violence dans divers pays, a conduit les Etats-Unis et les élites au pouvoir en Amérique latine et dans les Caraïbes à travailler, ces dix dernières années, à la création de nouveaux mécanismes pour préserver leurs intérêts, en particulier par la réforme et la revitalisation de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Ainsi, le «Sommet des Amériques», qui s'est tenu à Miami en décembre 1994, constitue le point culminant de la première étape dans la restructuration du système de relations dans l'hémisphère, qui a les objectifs suivants : consolider le projet de réarticulation des relations économiques du continent, renforcer le nouveau système de «sécurité collective» et approfondir la campagne d'isolement de la Révolution cubaine. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu l'intervention militaire des Etats-Unis à Haïti, qui représente un exemple du renforcement des nouveaux concepts de sécurité dans l'hémisphère.

Mais quel rapport y a-t-il entre souve-

raineté et démocratie ? Peut-on considérer que la démocratie progresse aujourd'hui où le processus de perte de souveraineté s'accroît ?

## Souveraineté et démocratie

C'est vrai qu'on ne peut pas comparer la situation politique actuelle en Amérique latine et dans les Caraïbes avec la période des dictatures militaires. Il serait également erroné de porter un jugement d'ordre général sur le système politique des différents Etats de la région. Incontestablement les forces populaires se servent des espaces démocratiques existants pour accumuler des forces et agir dans des conditions relativement moins défavorables au sein du système.

(...)

Loin d'avancer vers le renforcement de la démocratie, le néolibéralisme se sert de l'augmentation du chômage et de la chute brutale du niveau et de la qualité de la vie dans les deux tiers de la population du sous-continent pour forcer les secteurs populaires à accepter les prétendus pactes sociaux et d'autres formules équivalentes, qui restreignent les conquêtes revendicatives et les espaces démocratiques acquis au cours d'années de lutte.

(...)

Si donc le système politique est lésé, si la crise socio-économique rend son fonctionnement de plus en plus difficile, et si les décisions fondamentales qui affectent le sous-continent sont prédéterminées par des intérêts étrangers, on doit se demander quel poids réel ont ceux qui votent dans les décisions fondamentales qui affectent les nations d'Amérique latine et des Caraïbes, et quelle est la marge dévolue à l'exercice de la démocratie.

La réponse, c'est que la tendance impulsée par les grandes puissances conduit à ce que la forme - le suffrage universel direct et secret — et le contenu — la démocratie réelle et effective — divergent de plus en plus. Cette dualité à des effets sur un système politique apparemment démocratique, mais dont la fonction principale est de faciliter la subordination des nations du sous-continent aux nouveaux mécanismes de domination globale, d'où émanent les décisions fondamentales qui devraient être adoptées démocratiquement par les peuples.

Dans ce cadre difficile, quel est le bilan de l'activité des partis et des mouvements politiques du Forum de São Paulo entre la 4<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> rencontre ? Comment évaluons-nous les résultats électoraux obtenus ? Quelle est la perspective des luttes populaires dans le sous-continent ?

Dans le climat d'approfondissement de la crise sociale et politique en Amérique latine et dans les Caraïbes, on constate un réveil des forces populaires, encore engagées dans un processus où s'entremêlent les fractionnements et les tensions, avec le débat, la recherche d'alternatives, les regroupements et la recomposition des alliances.

## Les mouvements sociaux

La croissance de la sensibilité due aux effets de la crise donne aux luttes populaires contre le phénomène de la corruption des proportions sans précédent dans le continent. Elles ont été le catalyseur qui a conduit à l'interruption du mandat de trois présidents, la mise en accusation de divers ex-présidents, la levée de l'immunité parlementaire et l'engagement de poursuites judiciaires contre des sénateurs, des députés et d'autres fonctionnaires élus dans de nombreux pays. L'une des tendances les plus remarquables dans l'activité des mouvements sociaux en Amérique latine et dans les Caraïbes, c'est qu'elle commence à déborder les limites étroites des luttes revendicatives. Cette évolution répond à la compréhension croissante du caractère structurel de la crise.

Au niveau électoral, le spectre politique du Forum de São Paulo a obtenu des résultats supérieurs aux périodes passées. Dans les élections qui ont eu lieu ces deux dernières années en Amérique latine et dans les Caraïbes hispanophones, outre la victoire du Parti révolutionnaire démocratique aux élections présidentielles du Panama, et l'entrée de différents partis dans des coalitions gouvernementales, les membres du Forum ont eu 291 députés élus, 57 sénateurs et 10 gouverneurs, ainsi que des centaines de maires, et ont recueilli plus de 29 millions de voix, ce qui correspond à 24,01 % des suffrages exprimés au cours de ces élections. Cela signifie que malgré le caractère de classe et d'exclusion du système, les organisations du Forum ont obtenu le quart des suffrages. Pourtant, la majorité de nos partis et mouvements n'ont pas atteint leurs objectifs. De ce fait, leurs résultats électoraux soulèvent un débat profond et constructif, comme on le voit dans cette réunion.

Au-delà de la discrimination qui l'affecte, la gauche ne réussit pas encore à articuler des programmes politiques et économiques capables d'attirer la majorité de la population, et l'unité réalisée est précaire et insuffisante pour faire face au formidable déploiement de moyens de toute sorte dont disposent les classes dominantes. Nos partis et mouvements poli-

tiques se trouvent face à des défis immenses dans la lutte pour que nos peuples puissent comprendre clairement les causes et la nature de la crise qui frappe le continent, créer la conscience nécessaire pour le « changement » et faire comprendre la nécessité impérieuse de l'intégration économique et politique de l'Amérique latine.

(...)

En conclusion, pendant la période écoulée entre la 4<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> rencontre du Forum de São Paulo, la situation en Amérique latine et dans les Caraïbes a été caractérisée par l'approfondissement de la crise socio-politique, l'avancée des Etats-Unis dans le processus de réarticulation des relations hémisphériques et la capacité avérée du système politique en place à se recomposer face aux défis électoraux de la gauche, ce qui, toutefois, n'efface pas les signes évidents de relance du mouvement populaire.

Dans ce contexte, les défis auxquels font face les forces populaires du sous-continent sont formidables : comment garantir l'élargissement des espaces démocratiques au sein de nos sociétés, alors que tant sur le plan interne qu'externe les tendances antidémocratiques avancent et se renforcent ? comment éviter de nous fixer des objectifs hors d'atteinte actuellement tout en évitant de rester en retrait par rapport à ce qu'attendent de nous nos peuples ? Il serait illusoire de prétendre que nous avons déjà les réponses à ces questions. Tout comme il serait absurde qu'un forum, aussi large et divers que le nôtre, prétende élaborer des recettes acceptables et applicables par tous.

Pourtant, il est bien évident que le pacte hémisphérique scellé lors du sommet de Miami a pour objectif de bloquer le progrès des secteurs populaires en Amérique latine et dans les Caraïbes. De ce fait, pour pouvoir développer une stratégie continentale de riposte, il est indispensable de renforcer le Forum de São Paulo, de sorte qu'il soit capable d'articuler la lutte contre le néolibéralisme et contre la perte de souveraineté de nos nations, parce que sans souveraineté il n'y a pas de démocratie véritable. ★



# Tirer les leçons !

Nous publions ci-dessous le document du Parti des travailleurs du Brésil présenté lors de la rencontre de Montevideo du Forum de São Paulo.

## DOCUMENT

**A**près la dernière rencontre du Forum, l'Amérique latine a connu des transformations importantes. Entre juillet 1993 et mai 1995, il y a eu des élections présidentielles et législatives dans 14 pays du continent.

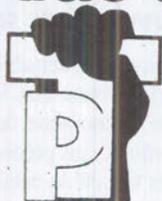
A la différence d'autres élections, cette fois dans la quasi-totalité des cas, des forces de gauche et de centre gauche avaient des possibilités réelles de victoire. Le plus souvent, l'affrontement a été caractérisé par l'opposition entre la droite et le centre gauche. Malgré les échecs essuyés, la gauche a obtenu dans l'ensemble, les meilleurs résultats de toute l'histoire de l'Amérique latine. Ces résultats sont l'aboutissement d'un processus prolongé d'émergence de mouvements sociaux, de renouveau politique et d'une recomposition organisationnelle de partis et mouvements progressistes en cours depuis au moins dix ans.

Les conditions difficiles, dans lesquelles son activité se développe et les résultats électoraux négatifs n'affectent pas la force de la gauche latino-américaine. Au contraire, elle continue d'avoir une forte présence dans la société, en renforçant en même temps sa présence dans le parlement, dans les gouvernements des Etats et au niveau des municipalités. Elle ne cesse donc d'être un facteur décisif dans la vie politique de la majorité des pays du continent.

La gauche doit, en tout cas, faire face à des énormes défis, la possibilité qu'elle puisse représenter une alternative dépend de sa capacité de répondre à ces défis en approfondissant le processus du renouveau programmatique ainsi que son intégration sociale. Elle devrait être la voix des exclus, de ceux qui aujourd'hui ne peuvent pas s'exprimer, et en même temps, refléter les aspirations nationales démocratiques et de justice sociale de tous les secteurs sociaux

## Partido dos Trabalhadores

O Partido sem Patrões



### POR UM GOVERNO DOS TRABALHADORES



organisés qui s'opposent aux projets d'intégration sauvage de l'Amérique latine dans le (des)ordre mondial. Dans certains pays, tel que le Mexique, le Pérou, l'Argentine, le Brésil et la Bolivie le débat électoral a été dominé par la question de la stabilité monétaire. La victoire a été remportée par des candidats qui ont défendu le réajustement de type néolibéral.

### Retrait de l'Etat

Dans leurs discours et dans leurs actions, «l'Etat-minimum», défendu explicitement ou implicitement par les conservateurs, apparaît comme la solution à la crise du modèle national de développement lancé à partir des années 30 et en crise depuis quinze ans.

Sans saisir la racine du problème le néolibéralisme prône le retrait total de l'Etat de l'économie, en exploitant l'hostilité justifiée de secteurs sociaux croissants vis-à-vis d'un appareil étatique autoritaire, inefficace, bureaucratique et surtout privatisé par les grands groupes nationaux et internationaux, qui s'avèrent incapables de réaliser une politique sociale surtout dans le domaine de l'éducation, de la santé, du logement, des transports et du bien être. La droite traditionnelle et ceux qui se sont récemment convertis à ses thèses, expliquent que la généralisation des mécanismes de marché pourrait rectifier les distorsions sociales actuelles en redonnant de la vigueur aux pays du continent par leur intégration complète à l'économie mon-

diale. En reconnaissant verbalement la profondeur de la crise sociale en Amérique latine, les néo-conservateurs estiment qu'il est nécessaire de combattre prioritairement l'inflation pour relancer par la suite la croissance et plus tard distribuer la richesse.

Dans le but de limiter l'impact à court terme de la crise, étant donné que leur programme ne pourrait donner des résultats positifs qu'à moyen et long terme, ils avancent des propositions politiques et sociales de compensation. Le modèle le plus connu est celui du Pronasol mexicain qui a inspiré le programme des Communautés de solidarité de Fernando Henrique Cardoso [au Brésil].

Dans ces pays et dans d'autres, la gauche a critiqué le projet néolibéral qui engendre l'exclusion sociale, qui est économiquement antinational et politiquement autoritaire. Elle a souligné la nécessité d'aborder prioritairement la question de l'apartheid social et a formulé avec plus ou moins de succès des projets alternatifs de développement visant à combiner la lutte contre l'inflation, la croissance économique et la distribution du revenu.

En reconnaissant que la mondialisation est un phénomène objectif, la gauche s'est efforcée dans ses programmes de concilier l'ouverture commerciale et la nécessité d'attirer des investissements étrangers avec la sauvegarde de la souveraineté nationale. Malgré cette préoccupation de construire des alternatives, les projets nationaux de la gauche n'ont pas tou-

jours atteint le niveau de profondeur et de clarté susceptible d'arracher l'hégémonie idéologique aux conceptions des conservateurs qui se sont avérés capables de réaliser une forte implantation, y compris au sein des couches populaires.

## La gauche sur la défensive

Troublée par la crise des modèles d'économies centralement planifiées et l'écroulement du projet social-démocrate de l'Etat providence, la gauche a fait preuve de trop peu d'audace dans la proposition des solutions novatrices susceptibles d'attirer les masses populaires dans une situation complexe de transition économique, sociale et politique où un modèle de développement entre en crise sans qu'aucun autre ne le remplace. La situation défensive de la gauche a permis à la droite de présenter la résistance au néolibéralisme comme le produit de positions «corporatistes», «xénophobes», hostiles à la «modernité».

La gauche a sous-estimé l'impact des programmes de stabilisation, notamment sur les secteurs les plus paupérisés de la population dans certains cas victimes longtemps de violents processus inflationnistes et hyper-inflationnistes. Ses analyses et dénonciations des graves conséquences de la politique monétaire et d'échange adoptée par le gouvernement pour combattre l'inflation étaient correctes. Tôt ou tard, les orientations qui découlent de cette politique impliqueront une détérioration du commerce extérieur, un lourd déficit de la balance de paiement, une croissance de la dette extérieure et une croissance exponentielle de la dette intérieure favorisée par des taux d'intérêts élevés. Étaient également correctes les mises en demeure de la gauche sur les effets pervers à moyen et long terme des programmes anti-inflationnistes surtout à cause de leur impact sur les économies nationales : destruction de branches entières du système de production avec suppression de milliers d'emplois et dans certains cas même une redefinition radicale du profil des classes travailleuses et de leurs organisations. A part quelques propositions générales sur la nécessité d'un «contrôle social» ou «structurel» de l'inflation, les gauches n'ont pas dit des choses assez concrètes pour aborder ces problèmes cruciaux. A vrai dire, étant dans l'opposition, les gauches n'avaient pas des instruments concrets de politiques économiques pour aller au-delà des propositions générales. Par conséquent, la droite exploitant des médias puissants a pu manipuler l'opinion publique en associant l'idée d'une victoire de la gauche avec celle d'un retour de l'inflation c'est-à-dire

d'un retour au «chaos».

Les prévisions de croissance du Produit national brut (PNB) latino-américain indique une tendance au déclin. Alors qu'en 1994, la croissance était de 5 %, on ne s'attend qu'à 2 % pour 1995. En outre, dans ce continent déjà marqué par des inégalités sociales énormes, même quand il y a une croissance elle n'a pas un impact positif sur l'emploi.

Pour être plus «compétitives», les entreprises ont été obligées de réduire drastiquement leurs effectifs et de «tertiariser» leurs services en rendant le travail plus précaire. Les investissements nouveaux, étant donné le processus de travail et les techniques de gestion qu'ils introduisent, comportent une compression de la force de travail et par conséquent n'ont pas de répercussions sociales favorables. Cela explique pourquoi par exemple en Argentine au cours des dernières années il y a eu une croissance de 30 % alors que le nombre de chômeurs et de travailleurs précaires a atteint 25 %. Ces nouveaux facteurs structurels d'accroissement du chômage, combinés aux effets plus généraux des politiques macro-économiques adoptées, produisent une aggravation de l'exclusion sociale. Toutes les statistiques indiquent que le nombre d'hommes et de femmes socialement en-dessous du seuil de pauvreté, augmente au Brésil comme dans une grande partie de l'Amérique latine.

Au niveau politique l'application de ce modèle a des implications fortement autoritaires surtout en tenant compte de la précarité du processus de transition à la démocratie dans la plupart des pays latino-américains. Même si les travailleurs et d'autres secteurs populaires et démocratiques ont participé activement au processus de démocratisation, il est évident que dans presque toutes les transitions il y a eu des éléments de compromis avec des vieux groupes dominants. Certains de ces groupes recyclés pour les temps nouveaux de démocratie, continuent de détenir des parties importantes du pouvoir. Leur présence au pouvoir, dans certains cas avec des secteurs provenant de la gauche, du centre gauche ou du populisme, rend difficile une réforme du système politique en déformant encore plus des mécanismes de représentations traditionnellement précaires. La fragilité de plus en plus grande de la majorité des partis politiques se reflète dans l'inconsistance absolue de leur programme (ou dans le fait qu'en paroles ils se ressemblent tous), ce qui a contribué à discréditer davantage les mécanismes représentatifs. Le fait que des progrès sur le terrain de la démocratie politique n'ont pas comporté des améliorations sociales

pour la majorité de la population, produit un discrédit général de la politique et des politiciens qui peut atteindre aussi des organisations de gauche. Cela permet de souligner le fait que la démocratie politique reste toujours menacée à cause de l'absence de démocratie économique et sociale. Ce tableau renforce les idées de ceux qui pensent que la politique est une activité de part sa nature perverse, ce qui ouvre le chemin aux «hommes providentiels» ou à une conception technocratique-gestionnaire d'exercice du pouvoir impliquant évidemment l'exclusion des masses.

## Crise et autoritarisme

Les événements de décembre 1994 au Mexique, qui ont révélé clairement les limites d'un modèle qui avait été présenté par les forces conservatrices comme exemplaire pour toute l'Amérique latine, comportent des leçons multiples et complexes pour la gauche latino-américaine. Bien que la crise mexicaine et les répercussions qu'elle a eue sur d'autres «marchés émergents» latino-américains, ait confirmé les prévisions de la gauche et surtout démontré la fragilité des projets néolibéraux de réajustement, il n'y a pas de quoi se féliciter. En premier lieu parce que les principales victimes des mesures adoptées pour conjurer la crise sont les classes travailleuses et les autres secteurs marginalisés de la société, sur lesquels va peser le blocage des salaires, la récession, le chômage et la nouvelle poussée inflationniste. Comme toujours les riches seront compensés de leurs pertes et sont en condition de survivre sans trop de problèmes. En deuxième lieu parce que la conséquence de l'écroulement mexicain ou de tout autre écroulement similaire qui puisse se produire, ne comporte pas nécessairement une avancée des classes travailleuses et des secteurs démocratiques.

L'expérience historique a enseigné plusieurs leçons à la gauche sur les dangers d'une conception catastrophiste, c'est-à-dire, une tendance à déduire la possibilité d'une avancée politique en partant d'une crise du capitalisme. Il est souvent apparu que le résultat d'une crise grave du modèle économique peut être l'instauration de formes plus autoritaires d'exercice du pouvoir, sinon une contre-révolution ouverte. Cette réalité constitue pour la gauche un double défi : reconstruire une alternative stratégique de moyen et long terme et présenter des alternatives immédiates, de caractère transitoire permettant à court terme de répondre aux problèmes qui se posent aux secteurs populaires et à d'autres secteurs sociaux frappés par les mesures de réajustement. ★



# Pourquoi une consultation ?

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la déclaration de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

## DOCUMENT

**N**ous écrivons à l'heure actuelle pour faire aboutir notre proposition d'organiser et de promouvoir la Consultation nationale. (voir encadré)

Selon notre proposition, il incombe à la Convention nationale démocratique (CND) le rôle de coiffer l'organisation de la consultation internationale, la promotion et la diffusion de la consultation nationale.

L'Alliance civique nationale aura la responsabilité de son organisation.

A l'organisation de la consultation internationale participeront dix membres de la CND proposés par l'EZLN :

Amado Avendano Figueroa ; Rosario IBarra de Piedra ; Jose Alvarez Icaza ; Ofelia Medina ; Flora Guerrero ; David Villarruel ; David Guillermo Brisenio ; Carlota Botey ; Patria Jimenez ; Paulina Fernandez

(...) je vais essayer d'expliquer ce que nous pensons et nous attendons de cette consultation.

En premier lieu, il s'agit d'être conséquent avec nos discours. Le Zapatisme a insisté sur le concept de «diriger en obéissant» comme un des fers de lance d'une nouvelle culture démocratique. Il est vrai que nous sommes, une organisation armée et clandestine, Il est vrai également que nous avons déclaré la guerre au gouvernement fédéral mais nous sommes une organisation en dialogue avec le gouvernement, c'est-à-dire, que nous essayons de réaliser nos justes revendications par les mots et non par les armes. Nous sommes une organisation reconnue par la loi du 6 mars 1995 et donc, tant que durera le processus de dialogue et de négociation nous serons une organisation légale et reconnue par les autorités. Nous sommes, donc, une organisation disposée à rechercher et suivre des voies de transformation démocratique autre que la guerre.

Comme vous le savez déjà, depuis le 12 janvier 1994 nous n'avons réalisé aucune action violente contre le gouvernement. Les délégués du gouvernement fédéral au dialogue de San Andres Sacamach'en de los Pobres nous accusent d'essayer, en fait, de gagner du temps, de ne pas avoir une réelle volonté de dialogue. Mais, pourquoi faire ? Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994, de nombreuse crises ont traversé le pays (par exemple celle des assassinats de responsables et la crise économique.) Des occasions propices à la «déstabilisation» se sont créées. Cependant, notre EZLN n'a réalisé aucune action qui aurait pu tirer profit de cette conjoncture.

Ce n'est ni le temps ni les opportunités qui nous ont manqué pour exploiter de telles occasions. Ce qui nous a manqué, ce sont des propositions sérieuses pour résoudre les problèmes fondamentaux qui ont provoqué notre soulèvement. Ce que nous cherchons c'est une solution juste et digne et non pas une solution de facilité.

Notre lutte est politique. Et cela nous l'avons tous appris. Et c'est pourquoi nous ne recherchons pas à travers cette consultation une caution à la guerre, comme nous ne le cherchions pas non plus en 1994 quand s'est formée la CND. Je pense que notre intense et courte vie publique, depuis début 1994 a démontré que nous sommes disposés à rechercher, au risque même de notre vie, une solution politique et non pas une solution militaire. Pour nous une solution politique signifie : paix, justice et dignité, et nous n'attendons pas du gouvernement cette solution politique. Pour lui une solution politique est équivalente à écraser, mettre en déroute et humilier l'EZLN ce qui explique l'attitude autoritaire et arrogante des délégués du gouvernement. Nous pensons que la solution ne viendra ni du gouvernement ni de nos propres rangs mais plutôt du cessez-le-feu de janvier 1994, du dialogue de San Cristobal, de la CND, de l'aide humanitaire, du soutien dans la recherche d'une paix digne, de la mobilisation pour arrêter la trahison de février 1995, des camps de paix et des observateurs nationaux et internationaux ainsi que du dialogue de San Andres. L'origine de tous ces événements, si importants et en si peu de temps

## Consultation internationale

1- Etes-vous d'accord que les principales demandes du peuple mexicain soient : terre, logement, travail, alimentation, santé, éducation, culture, indépendance, démocratie, justice, liberté et paix ?

2- Les diverses forces démocratiques doivent-elles s'unir dans un front élargi d'opposition et lutter pour ces treize demandes principales ?

3- Une réforme politique profonde est-elle nécessaire pour garantir : l'équité, la participation des citoyens, y compris ceux qui ne sont membres d'aucun parti ou organisation gouvernementale, le respect du vote, un recensement électoral fiable et la reconnaissance de toutes les forces politiques nationales, régionales ou locales ?

4- L'EZLN doit-elle se transformer en force politique indépendante et nouvelle ?

5- L'EZLN doit-elle s'unir à d'autres forces et organisations pour former une nouvelle organisation politique ? ★

— c'est ce que beaucoup méprisent, regardent avec scepticisme ou avec désillusion — c'est la société civile qui lutte pour la démocratie (...).

Nous avons eu une opportunité, l'opportunité de parler et d'être écoutés. Maintenant, nous avons appris que cette opportunité est un droit et nous sommes disposés à l'exercer, et disposer à tout pour ne pas le perdre à nouveau. Nous avons appris à parler et voici ce que nous sommes venus dire : Nous sommes Mexicains, et nous avons une proposition nationale. Nous proposons de lutter et de réaliser la démocratie, la liberté et la justice pour tous les hommes et les femmes de ce pays.

Nous voulons dire, également, que nous sommes des êtres humains et que nous avons une proposition mondiale. Nous proposons un nouvel ordre international basé sur la démocratie, la liberté et la justice.

Ce qui est surprenant ce n'est pas qu'un mouvement majoritairement indigène revendique son caractère national et

international, mais c'est qu'il soit aussi majoritairement analphabète et pauvre. Cela ne remet pas en cause pour au tant sa proposition nationale et internationale. Tout le monde connaît les effets dans ce pays de la culture technocratique et des études post-universitaires à l'étranger : misère, crise, ingouvernabilité, incertitude et un désir immense dans le cœur et le ventre, que tout change. Ce qui est surprenant c'est que notre voie a été écoutée par des oreilles différentes des nôtres des gens qui ne veulent pas déformer ce que nous disons. Nous avons été écoutés et d'autres acceptent ce que nous disons. Voilà la surprise pour tout le monde, nous compris.

Quelle consultation nous voulons ? Ou plus précisément qu'est-ce que nous attendons de cette consultation ? Nos réponses seront aussi brèves qu'un simple oui ou non, mais plus concrètement :

**1-** La consultation doit être impartiale, c'est-à-dire nous voulons pas que les gens répondent selon nos désirs, nous voulons pas que le résultat soit celui qui nous arrange le plus. Nous voulons que les gens disent ce qu'ils pensent et connaissent les résultats réels de cette consultation. Nous voulons une consultation nationale, qui englobe toutes les classes sociales et tout le territoire nationale. Nous voulons adressé nos questions au plus grand nombre.

**2-** Nous voulons que la consultation soit crédible, cela ne dépendra pas du résultat ni de la quantité de gens consultés. Cela dépendra du sérieux dans l'organisation, dans la direction, dans la méthode et dans l'impartialité.

**3-** Nous ne voulons pas une enquête non pas parce que nous pensons qu'elle n'aurait aucune valeur, mais parce qu'il ne s'agit pas d'une étude de marché pour offrir un nouveau «produit» politique, mais comme je l'ai déjà expliqué d'un dialogue.

**4-** Les questions sont définitives de point de vue de leur contenu et non de leur formulation. Elles peuvent être élargies, réduites, rédigées sous une forme différente, mais nous avons besoin de connaître les réponses à ces questions, nous estimons qu'il serait bien de connaître les réponses non seulement pour nous mais également pour toutes les forces démocratiques.

La première question se réfère à la nécessité d'un nouveau pacte social sur la base des 13 points : logement, terre, travail, nourriture, alimentation, santé, éducation, indépendance, culture, information, démocratie, liberté, justice et paix.

Si ces 13 questions sont les plus importantes aux yeux de la majorité du peuple mexicain alors l'orientation écono-

mique du pays doit être redéfinie avec l'objectif fondamental de satisfaire ces besoins.

La deuxième question concerne la nécessité de l'unité des forces de l'opposition sur la base d'un programme de lutte commun. Nous avons déjà exprimé nos idées à ce sujet, mais qu'en pense le peuple du Mexique ?

La troisième question concerne l'une des conditions nécessaires et juste pour une lutte politique pacifique. L'absence des conditions pour une telle lutte politique pousse les citoyens à la lutte clandestine et illégale ou au scepticisme et à l'apathie. La lutte électorale n'épuise pas la lutte politique. La réforme électorale ne signifie pas réforme politique. Cette réforme implique la destruction du système du



parti-Etat, une révolution et pas une réforme. Toutefois, un système électorale équitable et libre est nécessaire pour la transition à la démocratie.

Les questions quatre et cinq sont liées. Répondre «non» aux deux signifie répondre «non» à la question de savoir si l'EZLN devrait ou non devenir une force politique. Si la réponse est affirmative, alors il faut se demander si elle devrait le faire toute seule, c'est-à-dire comme force politique nouvelle et indépendante, ou si elle devrait s'unir à d'autres forces qui existent au Mexique pour former ensemble une nouvelle force politique. Nous ne sommes pas en train de demander si nous devons nous intégrer dans l'une des forces politiques existantes. D'un côté nous devrions évidemment demander l'opinion de l'organisation dans laquelle nous voudrions entrer, de l'autre nous parcourons ce chemin justement parce que nous ne nous considérons pas représentés par aucune des organisations existantes.

Les questions quatre et cinq sont peu être celles qui peuvent provoquer plus de doutes. Nous essayerons de les clarifier par différents moyens. Pour l'instant, je me limite à préciser que nous ne sommes pas en train de demander si nous devrions

ou non nous désarmer, nous avons signalé que notre désarmement n'est pas en discussion. Nous ne demandons pas non plus, si nous devons nous transformer en parti politique. Jusqu'ici, l'EZLN n'a fait appel qu'à l'organisation et à la lutte pour la démocratie la liberté et la justice. Mais étant donné son caractère clandestin et armé, l'EZLN ne s'est pas organisée comme une force politique. Nous sommes une force morale, animatrice de nouvelles formes organisationnelles mais notre force n'est pas organisée politiquement. Notre opinion est écoutée par beaucoup de gens et parfois acceptée. Mais elle ne se traduit pas par une organisation. Peut-être notre rôle n'a été que celui d'indiquer les carences et d'ouvrir un nouvel espace de discussion et de participation.

Ou peut-être le moment est arrivé où le mot «organiser» devient aussi zapatiste. Voilà la question que nous posons.

**5-** Il s'agit aussi d'une proposition pour participer à une consultation qui ne se limite pas à répondre oui ou non à telle ou telle question, mais qui engage aussi de larges secteurs de citoyens dans son organisation et sa réalisation.

**6-** Il s'agit d'un appel à l'unité dans deux sens : pour organiser et pour lutter.

**7-** Il s'agit d'un précédent : une organisation consulte les citoyens sur sa façon d'agir et sur ses actions futures.

**8-** Si la position du gouvernement pendant le dialogue s'améliore et on arrive à un accord de paix juste et digne, le problème continue de se poser à l'EZLN : qu'est-ce qu'il doit faire ? Continuer à lutter par d'autres moyens ou disparaître ?

**9-** Il ne s'agit pas d'une action propagandiste, il s'agit d'un référendum sur nos questions (les 13 points), sur notre appel à l'unité de l'opposition (large front d'opposition), sur notre revendication politique principal (réforme politique profonde). Il s'agit d'une question cruciale : qu'est-ce que nous devons faire ? Comment ? Nous devons nous transformer ? Seul ou avec d'autres ?

**10-** Les dates sont flexibles mais on doit tenir compte du fait que nous avons besoin de connaître les réponses pour établir notre attitude dans le dialogue avec le gouvernement. ★

20 juin 1995

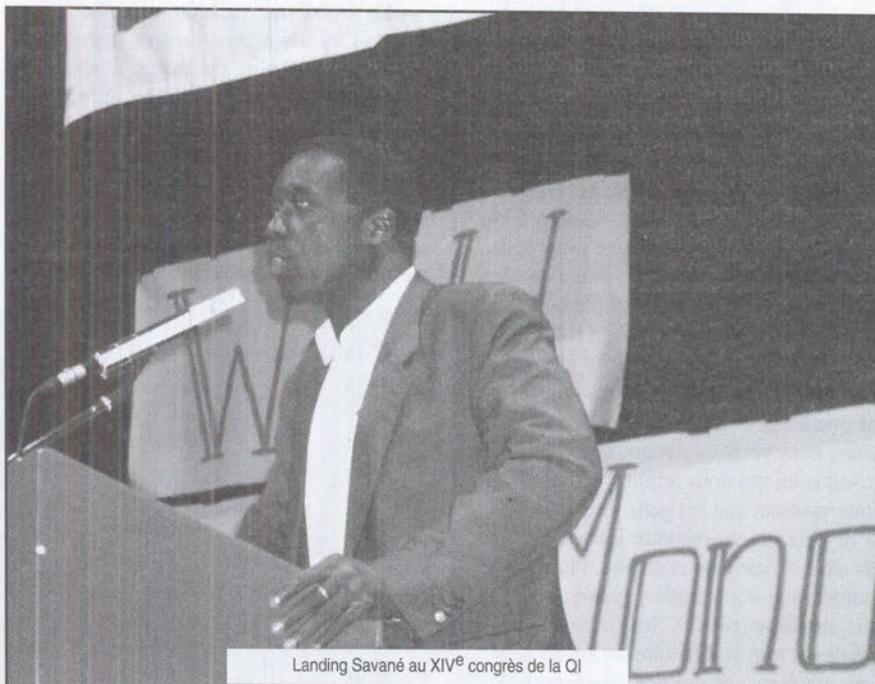
# Balayer le régime !

Lors de sa participation au 14<sup>e</sup> Congrès mondial de la Quatrième internationale en tant qu'invité, Landing Savané, porte-parole de And-Jéf-Parti africain pour la démocratie et le socialisme (PADS), nous a accordé cet entretien.

## Entretien avec Landing SAVANE

**Inprecor : Peux-tu nous décrire la situation politique actuelle au Sénégal ?**

**Landing Savané :** La situation politique au Sénégal est très particulière parce que M<sup>e</sup> Abdoulaye Wade, dirigeant du Parti démocratique sénégalais (PDS), qui était le principal leader de l'opposition, vient d'entrer au gouvernement compromettant ainsi un certain nombre d'alliances tactiques dans lesquelles il se trouvait, telle l'alliance Box- Sénégal qui regroupait le PDS, le PADS et le Mouvement pour le socialisme et l'unité (MSU). Par conséquent, l'opposition au sein de l'Assemblée nationale est réduite aujourd'hui à 3 députés sur 120, et dans le pays il n'y a plus que le PADS comme parti d'opposition crédible et capable potentiellement d'occuper l'espace laissé vide par le PDS. Cette nouvelle situation présente un très grand défi pour notre parti, qui s'y emploie depuis le mois de mars en organisant des grandes tournées sur le terrain, des campagnes afin d'élargir sa base et constituer la nouvelle force politique centrale autour de laquelle doit s'organiser l'opposition sénégalaise. La dévaluation du franc de la Communauté financière africaine (FCFA) entrée en vigueur dès 1994 rend la situation encore plus difficile, les hausses de prix impliquant une inflation galopante et la détresse de la population. Ce contexte de pauvreté et de pénurie auquel notre parti — certes bénéficiant d'un soutien potentiel des masses sénégalaises mais manquant de moyens — doit faire face, exige de nous énormément de travail.



Landing Savané au XIV<sup>e</sup> congrès de la QI

● **Que faut-il penser de la participation de M<sup>e</sup> Wade au gouvernement du Parti socialiste, alors que ce même gouvernement a d'ores et déjà procédé à des augmentations de prix et à des privatisations de certaines branches du secteur public ?**

Le gouvernement auquel participe Wade est un gouvernement du Parti socialiste sénégalais. C'est la raison pour laquelle cette participation ne change pas fondamentalement les orientations de ce gouvernement, ce qu'elle lui apporte c'est la neutralisation de l'opposition. Diouf a intégré Wade au gouvernement pour réduire les risques d'explosion sociale et Wade a accepté de toute évidence de jouer le jeu. Il est évident que Diouf a atteint, d'une certaine façon, son objectif parce que dans les mois qui ont suivi l'entrée de Wade au gouvernement la situation est relativement stable.

Cependant, il faut dire qu'avant même la constitution de la coalition avec Wade et le MSU, nous savions et nous disions, de toutes les façons, Wade finira par participer au gouvernement. Notre tactique

était d'une part de retarder au maximum cette échéance de telle sorte que la vulnérabilité du PS apparaisse aux yeux du plus grand nombre de Sénégalais possible, et de l'autre, faire comprendre aux Sénégalais la nature du PDS et son incapacité de s'engager dans un processus de changement réel de la situation au Sénégal.

Je crois que les conditions dans lesquelles Wade est rentré au gouvernement ont permis aux Sénégalais de comprendre ses limites, car il n'a pas obtenu de nouvelles concessions du PS. Les Sénégalais savent que c'est le pouvoir d'Abdou Diouf qui en février 1994 a fait arrêter Abdoulaye Wade et moi-même, dans des conditions aujourd'hui connues par tous, c'est pourquoi ils ne comprennent pas la participation de Wade au gouvernement, d'autant plus que le PDS n'a rien réalisé de concret. Je pense par ailleurs que les Sénégalais ne nourrissent pas d'espoir de cette participation. C'est la raison pour laquelle je pense que c'est notre parti qui va bénéficier de plus en plus de crédit et réussir à attirer l'électorat et une partie de la base du PDS qui cherchent le changement et qui ont en marre d'un PS au pouvoir depuis 35 ans. Ce sont ces secteurs de la population qui commencent à se diriger vers nous aujourd'hui parce qu'ils se rendent compte qu'on est la seule force non-

opportuniste dans le pays qui a réussi à garder une éthique et des principes.

● **Quels sont les mots d'ordre avancés par le PADS face à la politique d'austérité et à l'application du programme d'ajustement structurel ?**

Le mot d'ordre central de notre parti est la lutte contre ce gouvernement qui sème la misère et la corruption. Nous militons pour l'alternance c'est-à-dire pour balayer ce régime et mettre un autre à sa place. Bien entendu selon les secteurs nous avançons les mots d'ordre concrets appropriés. Dans le mouvement étudiant face aux politiques du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) qui sont mises en place par le biais d'une réforme du système universitaire, se traduisant concrètement par une privatisation de l'université, nous avançons des mots d'ordre en relation avec cela. Dans le secteur industriel où il y a un certain nombre de privatisations qui sont en train de se préparer, c'est la lutte contre la privatisation et pour la sauvegarde de l'emploi qui sont les thèmes centraux de notre intervention. Dans la paysannerie où avec la dévaluation les prix des importations ont été multipliés quasiment par deux, la préoccupation majeure des paysans c'est d'une part, le refus de la hausse des prix et également l'exigence d'une revalorisation des prix aux producteurs. Donc selon les différents secteurs nous défendons des mots d'ordre mais le consensus sur lequel nous travaillons consiste à créer les conditions pour chasser le régime en place et œuvrer pour la prise du pouvoir, afin de faire progresser la révolution anti-impérialiste qui représente aujourd'hui l'axe central de notre travail.

● **Plus précisément, quelle est la position du PADS sur la question de la dette extérieure du Sénégal ?**

Le PADS estime que la dette est une dette injuste mais nous avons conscience qu'annuler la dette avec ce gouvernement signifie lui offrir de nouvelles possibilités de corruption, de nouvelles garanties pour rester en place. C'est pourquoi nous pensons qu'avec le gouvernement en place actuellement, il ne faudrait pas annuler la dette car cela ne servira ni aux populations ni aux travailleurs. Si le PADS était au pouvoir, il ferait tout pour annuler la dette. L'annulation de la dette n'est pas une question absolue, c'est une question qui ne peut se régler qu'en rapport avec le régime politique en place.

Nous estimons qu'il faut décourager même les investissements au Sénégal, car ces investissements ne servent qu'à accentuer le système de corruption qui règne dans notre pays et nous montrons que cet argent ne sert pas à des investissements productifs mais à corrompre davantage les dirigeants politiques et à perpétuer le système de corruption. Notre politique fondamentale par rapport à la question de la dette consiste à dénoncer la corruption. S'il y a des changements politiques dans le pays, il faut annuler la dette sur la base de son analyse objective. Le rapport de forces ne permettra pas à un gouvernement PADS d'annuler tout seul la dette : nous serons amenés à négocier avec les bailleurs de fonds les conditions relativement acceptables pour qu'au moins cette dette ne se transforme pas en une corde entre les mains des bourreaux de notre pays comme c'est le cas actuellement. Il est évident aujourd'hui que l'économie d'endettement dans laquelle nos pays vivent est une économie malsaine dans laquelle il nous est impossible d'évoluer. Le système dominant n'est absolument pas porteur de développement pour la majorité des Sénégalais.

● **Est-ce qu'on peut déduire de ce que tu viens de dire que la perspective socialiste demeure à l'ordre du jour pour le PADS ?**

La perspective socialiste est bien évidemment à l'ordre du jour mais ce sont les échéances qui posent problème. Il est évident que dans un pays qui est à genoux la perspective socialiste n'est pas immédiate. Pour pouvoir construire le socialisme quelque part il faut commencer par rétablir au moins un contrôle sur les moyens de production, le système financier, le système social, la défense du pays, etc. Pratiquement il y a aujourd'hui un phénomène de recolonisation de notre pays : les banques sont en majeure partie étrangères, les entreprises sont entre les mains de capitaux étrangers, il y a une base militaire française au Sénégal, bref une situation qui ne permet pas de parler de l'actualité du socialisme. Néanmoins, le socialisme demeure une perspective pour le PADS en ce sens que seule une nouvelle société construite sur la base des principes de solidarité, de justice sociale, sur la base du principe de la participation des travailleurs et de leur contrôle sur les moyens de production et sur l'ensemble des institutions sociales de développement et autre, permettant à notre pays de progresser.

● **Pour revenir à la politique d'alliance, quelle est votre éva-**

**Le Sénégal en chiffres \***

**Population : 8 160 000**  
**Population carcérale : 4 032**  
**Taux pour 100 000**  
**habitants : 49**  
**Prévenus : 1 314**  
**Condamnés : 2 718**  
**Etablissements**  
**pénitentiaires : 37**  
**Peine de mort : abolie en**  
**pratique**  
**PNB par habitant en**  
**dollars : 730**

\* Tiré de l'Observatoire international des prisons rapport 1995

**luation du courant des Mustarchidines et des Moustarchidats ?**

La coalition Box-Sénégal qui a existé après notre sortie de prison et qui n'existe plus depuis l'entrée de Wade au gouvernement comportait trois courants politiques : principalement le PDS, le MSU et le PADS, mais il faut dire que nous avons travaillé également avec un certain nombre de mouvements tels que le mouvement islamique des Mustarchidines et des Moustarchidats qui n'est ni un mouvement islamiste ni un mouvement intégriste ou fondamentaliste. Il s'agit d'une organisation musulmane qui a soutenu la candidature d'Abdou Diouf en 1988 et qui, suite à ces élections, s'est rendu compte qu'Abdou Diouf n'a pas respecté ses engagements. En 1993 cette organisation a décidé de soutenir la candidature de M<sup>o</sup> Abdoulaye Wade, qui était le leader de l'opposition le mieux placé pour réaliser l'alternance, et a continué à se mobiliser depuis cette date au côté de l'opposition.

Depuis la participation de Wade au gouvernement, ce courant a pris du recul par rapport à la situation. Ils sont dans une situation d'attente et d'observation : ils n'ont pas soutenu publiquement l'entrée de Wade au gouvernement, ils ont même évité de faire des déclarations publiques depuis lors, mais ils sont fondamentalement mécontents de ce qui se passe dans le pays. Traditionnellement au Sénégal tous les leaders musulmans soutiennent le gouvernement en place et c'est les Mustarchidines qui, pour la première fois, ont constitué un mouvement religieux musulman qui a accepté publiquement de prendre position contre le gouvernement. C'est une première qui est très importante et qui pourra dans l'avenir encourager d'autres

mouvements religieux dans ce sens. Le Sénégal est un pays à 95 % musulman. Rien ne s'est fait dans ce pays sans l'accord de certains chefs religieux très importants et la bataille du mouvement progressiste est de gagner le soutien des éléments les plus clairvoyants de la chefferie religieuse, car cette dernière comprend des personnes relativement sensibles aux questions de développement et qui s'intéressent aux questions politiques. Le PADS a aujourd'hui des liens avec tous les chefs des confréries. Nous avons même des militants parmi eux et donc nous sommes assez confiants à ce niveau et nous pensons qu'à l'avenir nous serons en mesure de mobiliser certains secteurs religieux significatifs dans le combat pour le changement et que ces secteurs religieux ont un rôle à jouer dans la période de transition dans laquelle nous sommes. Il faut construire un Etat et une nation relativement forte et intégrée capable de saisir les enjeux d'un développement économique plus égalitaire, plus juste, pour les prochaines décennies.

● **Le PADS est le fruit d'une fusion de plusieurs organisations ; quel bilan en tires-tu aujourd'hui ?**

Le congrès d'unification du PADS s'est tenu en décembre 1991. Il y avait deux groupes d'origine trotskiste et deux autres groupes d'origine maoïste. Cette fusion a été réalisée après plusieurs années de rapprochement. Dès 1982, l'Organisation socialiste des travailleurs (OST, section sénégalaise de la Quatrième Internationale) avait soutenu ma candidature à l'élection présidentielle, ce qui nous a permis de travailler ensemble avant et après ces élections. L'unification qui ne s'est faite qu'en 1991 a été le fruit d'une longue période de travail en commun, ce qui a facilité d'une façon générale la réunification et a contribué à la rendre pérenne. Aujourd'hui la réunification est rentrée dans les faits. Il y a une fraternité dans le combat. Il y a une symbiose assez extraordinaire qui s'est opérée nous travaillons dans un esprit PADS et cela nous permet de faire une expérience assez originale en Afrique et peut-être bien dans le monde. Nous sommes très contents de notre expérience et de ses résultats pratiques sur le terrain.

Il a été décidé lors de cette unification que chaque composante garde ses convictions, ce qui garantit à certains le droit de participer à des instances internationales s'ils y participaient avant : c'est le cas par exemple des camarades liés à la Quatrième Internationale et tout cela contribue à

enrichir la réflexion du parti. Le travail du parti et ses relations internationales. C'est bénéfique pour nous tous de pouvoir contribuer dans un esprit non sectaire et non dogmatique à la discussion des problèmes du Sénégal qui ne vont être résolus ni par la Quatrième Internationale, ni par une autre internationale d'une autre inspiration, mais qui seront résolus par les Sénégalais de différentes sensibilités idéologiques mais capables de voir les problèmes du Sénégal de les analyser et d'y trouver les réponses aux problèmes des Sénégalais.

● **Tu assistes aujourd'hui, en tant qu'invité, au XIVe congrès mondial de la Quatrième Internationale. Pour le PADS quelles sont les formes de solidarité et de combat intercontinentales et internationales qu'il faut mettre en place ?**

La solidarité internationale n'a pas de frontières ni de limites. Selon les situations, il y a des besoins qui apparaissent et il faut y répondre. Pour ce qui est de la solidarité internationale, certains d'entre nous n'ont pas une très grande expérience du fonctionnement des réseaux internationaux. C'est mon cas par exemple : je n'ai jamais appartenu à une Internationale, j'ai toujours été militant sénégalais panafricainiste. C'est une expérience que je commence à connaître à travers le travail de la Quatrième Internationale : nous avons beaucoup apprécié la campagne menée par la QI quand j'étais en prison avec d'autres opposants sénégalais ; la QI a contribué par son action à isoler vraiment le pouvoir sénégalais et à l'obliger à nous élargir. Nous apprécions aussi l'intérêt manifesté par la QI pour ce que nous faisons au Sénégal et nous espérons au fond améliorer la qualité du dialogue que nous avons avec la QI pour qu'elle comprenne mieux ce que nous faisons, qu'elle puisse nous aider, par son réseau international, à donner plus d'écho à nos activités. Nous avons également des relations avec d'autres secteurs plus éloignés de nous au niveau idéologique mais qui s'intéressent à ce que nous faisons et qui voient bien que nous représentons au Sénégal une force de progrès à laquelle il faudra donner un certain écho dans la presse internationale. Mais il est incontestable que la QI de par sa base idéologique, et programmatique est en mesure de nous apporter un soutien beaucoup plus désintéressé, beaucoup plus concret et puissant que d'autres secteurs moins proches de notre combat anti-impérialiste. Pour la campagne électorale de 1993, nous avons bénéficié d'une certaine

coopération avec les camarades de la QI pour ce qui est du matériel de la campagne. Nous avons besoin de soutien quotidien.

Le Sénégal est un pays très pauvre : nous avons besoins d'une aide en matériel de formation politique, d'une éducation internationale, etc.

● **Quelle analyse fais-tu du processus en cours en Afrique du Sud un an après les élections qui ont conduit l'ANC au gouvernement ?**

Nous sommes tous des admirateurs de Nelson Mandela, un véritable mythe vivant. C'est un système transitoire qui s'est mis en place vers une démocratie intégrale et tout le monde s'en félicite. Mais nous sommes conscients des limites de ce qui se passe. Mandela est âgé, le système est fragile et très vulnérable, les contradictions sont toujours là, les problèmes entre l'Inkatha et l'ANC et il y a d'autres problèmes. Donc il ne faut pas crier victoire encore : il faut souhaiter que l'Afrique du Sud soit en mesure de préserver l'essentiel, c'est-à-dire une certaine paix sociale et une certaine dynamique vers la démocratie. Car s'il y a une démocratie, les travailleurs pourront participer davantage à la prise de décisions et on peut espérer que ce qui a commencé pourrait se poursuivre. Malgré le fait que certains secteurs vont essayer de bloquer ce processus, parce qu'ils n'ont pas intérêt à ce que l'expérience de l'Afrique du Sud réussisse et à ce que l'Afrique du Sud continue à exister comme un Etat unitaire et indépendant. Je ne suis même pas sûr que l'impérialisme et les grandes multinationales soient favorables à cela, parce que ce serait une Afrique du Sud forte, et un pays fort en Afrique n'arrange pas ceux qui misent sur la dépendance de l'Afrique pour de longues décennies. Donc nous sommes inquiets sur l'avenir de l'Afrique du Sud, que l'espoir qu'incarne l'Afrique du Sud ne soit pas trahi comme dans le reste de l'Afrique noire, même en Afrique du nord, où de nombreux espoirs ont été trahis par l'histoire et de nouvelles tragédies sont en train de se produire à la place du développement économique que nous avons tous espéré, espoir de plus de justice et d'épanouissement. ★

Propos recueillis par  
Sonia LEITH.

# Casamance : la dérive militaire

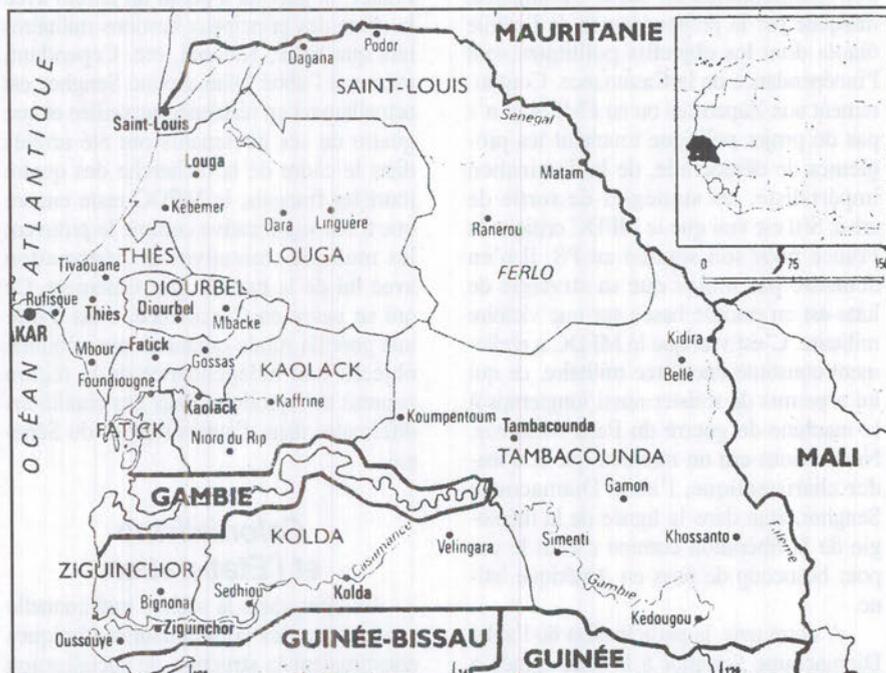
Prenant prétexte de la disparition de quatre touristes français dans la forêt de Casamance, depuis le 6 avril 1995, le gouvernement sénégalais y a envoyé plusieurs centaines de soldats dont l'objectif est de les retrouver. En réalité, l'Etat veut en finir avec la lutte armée de la guérilla rurale : le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) qui lutte pour l'indépendance de la Casamance.

**Badara NDIAYE**

**L**a Casamance constitue une région très riche : terre très fertile, forêt tropicale très dense, sans compter le pétrole et les produits halieutiques. Culturellement, elle est marquée par l'existence d'une très grande diversité ethnique dont les Diolas, les Mandingues, les Mandjaques, les Balantes, les Peuls. Au plan géographique, elle est séparée du reste du Sénégal par la Gambie, ce qui accentue son isolement et renforce la revendication d'indépendance, surtout dans un contexte où les ressources de la Casamance ne sont pas exploitées.

Du point de vue historique, la Casamance a toujours constitué une zone de résistance. Ainsi, durant la période coloniale, une femme nommée Aline Sitoe Diatt a mené une lutte héroïque contre les colons, ce qui lui a valu une déportation au Mali. Il faut le reconnaître, les rapports globaux avec la France ont toujours été tendus.

La naissance du MFDC après la Seconde Guerre mondiale s'inscrit dans cette volonté du peuple casamançais d'affirmer et de défendre sa dignité. Sa zone géographique d'action couvrait toute la Casamance naturelle avec une participation de toutes les ethnies de la région (diola, peul, etc.). Il s'agissait beaucoup plus d'un mouvement d'émancipation culturelle et politique des populations de la Casamance, sans qu'il y ait une réelle dynamique semblable à celle dirigée par



Amilcar Cabral en Guinée Bissau située au Sud du Sénégal.

Au lendemain de l'«indépendance» l'Etat néocolonial n'avait pas pris en compte de manière effective les aspirations du peuple casamançais. Il avait opté pour une politique systématique de dosage ethnique des gouvernements propre à constituer une élite politique, éloignée pour l'essentiel des préoccupations des populations de la Casamance. Il s'est ensuivi une radicalisation des méthodes de lutte et des cibles (lutte armée, insurrections à Ziguinchor, destructions de tous les symboles de l'Etat sénégalais : sièges des gouverneurs, préfectures, drapeaux, cartes d'identité nationale au profit de cartes d'identité de la Casamance créées par le MFDC, création de zones libérées dans la forêt).

La guerre entre l'Etat et le MFDC a fait plusieurs morts et entraîné le recul très net des activités touristiques de la région.

Les négociations qui ont suivi la période 1989 ont abouti aux accords de Cacheu (en Guinée Bissau) en 1991 qui stipulaient nettement le retrait de l'armée sénégalaise, la libération des sympathisants et militants du MFDC et la recherche d'une solution politique. Ces accords devaient permettre de mettre fin au conflit militaire entre le MFDC et le pouvoir central. Mais il faut

reconnaître que l'Etat sénégalais n'a jamais respecté ces accords surtout au niveau du retrait des forces armées et de la recherche d'une véritable issue politique. Actuellement, les populations fuient les villages à cause de la guerre. Beaucoup d'écoles sont vides, abandonnées par les élèves et les enseignants à cause de l'insécurité ; la politique de décentralisation et de régionalisation ne constitue qu'une variante d'un désengagement encore plus approfondi de l'Etat des secteurs tels que l'éducation, la santé, l'habitat, c'est-à-dire tout le secteur social considéré comme improductif. Cette option politique du Parti socialiste qui s'inscrit dans le cadre des accords avec le FMI et la Banque mondiale constitue un moyen de transférer sur les communautés toute la responsabilité des charges financières liées au secteur social. Même les Assemblées locales envisagées sont dépourvues de tout pouvoir de décision réel, dans un contexte où l'assiette fiscale des municipalités est pratiquement inexistante, à l'exception de Dakar où le maire socialiste gère la manne de 14 milliards de FCFA c'est-à-dire l'équivalent du budget de 5 ministères, dont ceux attribués aux nouveaux alliés de Diouf.

En réalité, le Parti socialiste et ses alliés au pouvoir sont incapables de trou-

ver une solution aux revendications de dignité et d'autonomie du peuple casamançais (1).

## Le MFDC présent et futur

Le MFDC a connu une évolution depuis sa création, à travers sa concentration géographique en basse Casamance, marquée par la prépondérance de l'ethnie diaola dont les objectifs politiques sont l'indépendance de la Casamance. Contrairement aux Zapatistes ou au FMLN, il n'a pas de projet politique touchant les problèmes de démocratie, de la domination impérialiste, les stratégies de sortie de crise. S'il est vrai que le MFDC critique la France pour son soutien au PS, il n'en demeure pas moins que sa stratégie de lutte est en priorité basée sur une victoire militaire. C'est vrai que le MFDC a réellement constitué une force militaire, ce qui lui a permis de résister aussi longtemps à la machine de guerre du Parti socialiste. Nous avons cru un moment que son leader charismatique, l'abbé Diamacoune Senghor, était dans la lignée de la théologie de la libération comme c'était le cas pour beaucoup de pays en Amérique latine.

A notre avis, la participation de l'abbé Diamacoune Senghor à la lutte armée a une signification précise au Sénégal : dans un contexte où les chefs religieux ont pour l'essentiel collaboré avec le pouvoir, sa participation à la lutte en tant qu'abbé constitue une profonde interpellation des clergés pour résister à la destruction de notre pays par le PS et ses alliés. S'il est incontestable que la guérilla jouit d'un soutien au niveau de certaines communautés, sa non-implication, par exemple, dans les élections dernières par une consigne de vote contre le PS et ses politiques désastreuses, sa non-dénonciation des hausses de prix, des privatisations des grandes sociétés stratégiques et du démantèlement du secteur public n'ont pas permis à la guérilla de bénéficier de soutien de la part des populations urbaines et rurales, des organisations syndicales et des secteurs actifs de la société civile. Cette absence de participation aux débats et luttes en cours au niveau national a rendu la tâche de la guérilla plus difficile, ce qui a renforcé son isolement au niveau national.

De même, l'absence d'informations politiques systématiques sur la lutte de la guérilla, sur les rapports entre indépendance de la Casamance et libération nationale n'ont pas permis de développer une solidarité agissante avec le MFDC.

Traversé par l'existence de plusieurs courants qui s'est traduite par une scission entre le Front Nord de Sidi Badji, qui a

quitté le maquis et se déclare favorable à la paix avec le pouvoir, et le Front Sud dirigé par l'abbé Diamacoune Senghor qui reste la force principale, le MFDC connaît des problèmes dans le maquis, entre Salif Sadio et les autres chefs de la guérilla.

Dans la guerre qu'elle mène actuellement contre le pouvoir soutenu par la France, la guérilla a perdu du terrain avec la chute des principaux bastions militaires tels que Efoke, Kalunai, etc. Cependant, même si l'abbé Diamacoune Senghor est actuellement en résidence surveillée et que quatre de ses lieutenants ont été arrêtés dans le cadre de la recherche des quatre touristes français, le MFDC reste encore une force significative comme le prouvent les multiples tentatives de négociation avec lui de la part du gouvernement. Ce qui se passe en Casamance, c'est-à-dire une guérilla rurale organisée avec comme objectif une indépendance de la région pourrait se reproduire dans des conditions différentes dans d'autres régions du Sénégal.

## Colonialisme et l'Etat-nation

En effet, dans la société traditionnelle sénégalaise, les communautés ethniques constituaient la structure de socialisation des populations et avaient une place dans la société qui leur permettait de jouer des rôles politiques, économiques et sociaux. La citoyenneté était d'abord ethnique mais ouverte, avec des règles de coexistence et de coopération et avec des modalités de résolution des conflits.

Les indépendances formelles des années 60 ont coïncidé avec l'Etat-nation qui avait l'obligation de créer une nationalité, c'est-à-dire une citoyenneté plus large, qui dépasse le cadre des ethnies et il entre en contradiction avec elles. Ce fait est aggravé par la colonisation de l'Afrique qui a entraîné la balkanisation du continent, avec comme conséquence des frontières qui séparent les communautés de leur cadre naturel de vie, une réorganisation complète de l'espace et la mise en place des nouvelles formes d'organisation sociales. Cette nouvelle dynamique s'accompagne d'une inégalité de développement entre les nouvelles unités administratives (régions, communautés rurales, départements, etc.) et les communautés culturelles.

Les disparités ainsi apparues dans un contexte de domination impérialiste, créent les conditions de la naissance et l'expression de forces centrifuges, à base ethnique ou religieuse. En effet, l'Etat-nation de type néocolonial ne peut assurer ni la démocratie sociale, économique, cul-

turelle, ou politique, ni la promotion des différentes cultures et langues locales et/ou régionales. De par sa nature, ses politiques, son discrédit moral, il ne peut pas non plus assurer aux populations un système d'auto-organisation et d'autonomie qui respectent leurs systèmes de propriété de la terre, leurs valeurs et la protection de l'environnement. Pour ces différentes raisons le parti socialiste est responsable de la situation qui prévaut en Casamance, de la guerre et de l'instabilité qui y règne. C'est pourquoi nous soutenons le droit du peuple casamançais à l'autodétermination. Mais nous sommes aussi et surtout convaincus qu'une balkanisation du continent constituerait un coup dur pour les masses urbaines et rurales, particulièrement les jeunes et les femmes. C'est pourquoi nous estimons qu'il est nécessaire d'œuvrer dans une perspective panafricaine et ouvertement anti-impérialiste à la matérialisation de l'alternative populaire et démocratique, d'une fédération des peuples de l'Afrique de l'Ouest. Dans un tel cadre, il sera possible de réorganiser le nouvel espace, de revoir la question des frontières et d'offrir aux communautés la possibilité d'une prise en charge de leurs aspirations culturelles.★

Dakar, juin 1995.

### XII<sup>e</sup> camp international de jeunes

Du 22 au 28 juillet 1995 dans le Sud-Ouest de la France, se tient le XII<sup>e</sup> camp international de jeunes organisé par la Quatrième internationale. Près de Toulouse, plus de mille jeunes sont attendus pour discuter, échanger des expériences, faire la fête, etc. pendant une semaine.

Seront présents, des jeunes d'Italie, de Grande Bretagne, des Pays-Bas, du Portugal, de l'Etat espagnol, du Pays Basque, du Portugal, de Suède, du Danemark, d'Allemagne, de Suisse, de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Russie, de l'Algérie.

Et aussi des invités exceptionnels, un jeune mexicain du Chiapas, un jeune Sénégalais, Nadine Peters, jeune antifasciste conseillère municipale d'Anvers, etc.

Pour tout renseignement : JCR-RED, 2 Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil (courrier avec mention «Camp», chèque à l'ordre de RCJ). Tel : 40 09 80 22 ; Fax : 40 09 10 93

1) La question des langues nationales revêt à cet effet une importance capitale pour l'enseignement de base et aussi la défense de la dignité des peuples concernés. Sur cette question langues nationales et éducation voir notre étude intitulée «école de la dette» publiée par le Comité pour l'annulation de la dette et le groupe réflexion sur les stratégies économiques alternatives, Bruxelles.

### Contre la reprise des essais nucléaires

Contre la reprise des essais nucléaires

Un mois après avoir été élu, Jacques Chirac, le nouveau président français, a annoncé sa «décision irrévocable» de rompre le moratoire sur les essais nucléaires et d'engager, dès septembre prochain, une série de huit tirs sous-terrains dans les atolls polynésiens de Moruroa et Fangataufa.

Cette décision en dit long sur l'avenir de la démocratie française. Alors qu'elle engage l'avenir de toutes et de tous, elle a été prise sans aucun débat public, «souverainement» par un président de la République qui n'a consulté qu'experts officiels et proches. Elle a provoqué un véritable tollé international, en particulier dans le Pacifique sud où sont situés les centres d'essais nucléaires. Il y a dix ans, les pays du Pacifique sud ont adopté un traité interdisant toute expérimentation nucléaire. La France, qui possède des colonies dans cette partie du monde, s'est refusée de signer ce traité. Les peuples de la région dénoncent le nouvel «acte colonial» de Paris, qui foule au pied leurs exigences les plus vitales. Ils demandent pourquoi ces essais ne sont pas exécutés en métropole, dans le fief chiraquien de Corrèze, par exemple. Manifestations de protestation, pressions sur les ambassades, boycott des produits français, etc. se multiplient. La provocation chiraquienne dévoile ce que le moratoire sur les essais et la négociation du traité de non prolifération (TNP) cachaient de plus en plus mal. Les grandes puissances veulent garder la maîtrise et le monopole de l'arme nucléaire. Elles s'opposent à l'interdiction universelle de ce type d'armement et vidant de contenu les négociations, internationales officiellement engagées dans cette perspective.

Vivrons-nous au XXI<sup>e</sup> siècle, dans un monde libéré de la menace d'holocauste nucléaire ? Aujourd'hui, c'est possible d'imposer l'interdiction de cette arme. Les populations, mais aussi une majorité d'Etats, l'exigent. Le seul obstacle dans cette voie est la politique des grandes puissances.

En France même, le mouvement contre les essais et l'armement nucléaires renaît de ses cendres. Trois semaines après la décision présidentielle, quelques quatre-vingt dix organisations ont déjà adopté un appel commun pour la dénoncer. Des manifestations se succèdent dans de nombreuses villes une pétition commence à être massivement signée,



des actions sont prévues pour le cinquantième anniversaire du martyr d'Hiroshima et Nagasaki (août 1945). En septembre, nous serons dans la rue pour nous opposer au premier des essais prévu. ■

### TUNISIE

#### L'échec d'une visite

Le 8 juin 1995, le Président tunisien Ben Ali était présent en Suisse, à Genève, pour l'inauguration d'une exposition organisée par l'Organisation internationale du travail (OIT).

La presse helvétique — pourtant peut portée à la critique avec les régimes autoritaires n'a pu s'empêcher de faire remarquer que cette visite était peu opportune : «*compte tenu des très graves reproches au régime tunisien et à son président, on se demande pourquoi l'OIT a invité le dirigeant de Tunis à venir inaugurer une exposition*» (Nouveau Quotidien, 07/06/1995). L'hebdomadaire le plus lu en Suisse française fit une description sombre du régime tunisien. «*Toute opposition, quelle qu'elle soit, est tuée dans l'œuf. Les prisons recèlent de milliers de prisonniers politiques, la torture est généralisée et aurait abouti à plusieurs dizaines de morts. L'économie privée ferait l'objet d'un racket systématique au profit de la famille du chef de l'Etat, plébiscité l'an dernier (99,9 % des voix), après mise à l'écart de tout rival. Le 23 mai dernier, son parti a encore triomphé aux municipales avec 99,86 % des voix. La lutte contre des "complots islamistes" réels ou*

Il est rare de lire de tel propos dans une presse habituée à la «neutralité». Il est vrai que des industriels helvétiques sont en froid avec le régime et que le gouvernement suisse a un conflit avec le président au sujet de l'ambassade suisse. Ben Ali, pour des «raisons de sécurité», veut prendre le contrôle sur les 3 000 m<sup>2</sup> de l'ambassade, parce que celle-ci jouxte son palais.

Ces considérations intéressées expliquent peut-être l'audace de la presse. Mais c'est avant tout le travail d'information effectué par des opposants tunisiens en France et en Suisse, et aussi, par Amnesty International, qui est à l'origine de ce réveil de la presse.

Dans ce contexte, il était étonnant de voir comment le secrétaire général de l'Union général des travailleurs tunisiens (UGTT), Ismaïl Sahbani, a couvert le régime affirmant, contre toutes évidences, que «*l'Etat ne torture pas*». Conférence de presse, manifestations, entretien dans la presse — entre autres donné par Ahmed Manai, auteur de *Supplice tunisien, le jardin secret de Ben Ali* — ont battu en brèche la visite de Ben Ali.

Une pétition largement signée lancée par l'Organisation pour la défense des requérants d'asile indiquait : «*Encore une fois l'Organisation des nations unies, à travers ses divers organes et institutions, montre sa vocation non pas de promotrice des nations, de toutes les nations, mais celle d'instrument au service d'une minorité d'usurpateurs (Etats ou individus) au détriment des intérêts vitaux des peuples. Aujourd'hui c'est au tout de l'organisation international du travail de suivre le sinistre exemple de compromission avec les ennemis des peuples, en acceptant de recevoir avec les honneurs d'un chef d'Etat légitime, le dictateur de Carthage qui a accédé au pouvoir en Tunisie par un coup d'Etat militaire et qui s'y maintient par la terreur et le sang*».

Ces quelques informations indiquent que le coup de publicité organisé par Ben Ali avec l'appui de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a échoué. Au contraire, pour la première fois, à une échelle assez large, le vrai caractère du régime de Ben Ali a été mis en lumière devant l'opinion publique en Suisse. ■

## LE XIV<sup>e</sup> CONGRÈS MONDIAL, UN CONGRÈS DE MUTATION

Le XIV<sup>e</sup> Congrès mondial de la Quatrième Internationale s'est tenu du 5 au 10 juin, en présence de près de 150 participant/es.

**Y** étaient représentés les organisations et groupes liés à l'Internationale dans les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Canada/Québec, Danemark, Equateur, Etat espagnol, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Hong Kong, Inde, Irlande, Italie, Japon, Liban, Luxembourg, Maroc, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Puerto Rico, Portugal, Sénégal, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tunisie, Turquie, Uruguay. Les organisations et groupes d'Algérie, Antilles, Bolivie, Chili, Congo, Etat d'Israël, Jordanie et Maurice, n'ont pu être représentés, faute de visas ou pour des raisons financières dans la plupart des cas.

Plusieurs des organisations et personnes invitées étaient également représentées : le DSP d'Australie, François Houtart du Tricontinental Centre et Lise Thiry pour Gauches Unies de Belgique, le PT du Brésil, Solidarity des Etats-Unis, Zutik d'Euzkadi, Lutte ouvrière de France, le People's Communist Party, le MLCB et Bisig des Philippines, Alexandre Bouzgaline du Parti du Travail de Russie, un membre de la direction du Parti de la Refondation communiste d'Italie, ainsi que Landing Savané qui adressa au Congrès un message chaleureux au nom du PADS du Sénégal. Le Congrès a également reçu plusieurs messages de salutations, dont celui de la branche du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) dans les Territoires occupés.

Quatre grands thèmes étaient à l'ordre du jour de ce Congrès : une discussion générale sur la situation mondiale organisée autour de trois volets — mondialisation et crise du capitalisme, grandes tendances de l'évolution politique à l'échelle mondiale et processus de restauration du capitalisme à l'Est de l'Europe ; bilan et perspectives en Amérique latine, avec une discussion particulière sur l'évolution du régime castriste à Cuba ; tendances générales de la situation socio-politique en général, et de la gauche en particulier, en Europe occidentale et attitude face à l'Union européenne ; voies et

problèmes de la construction des partis révolutionnaires et d'une Internationale dans la nouvelle période politique à l'échelle mondiale.

Des discussions spécifiques et des réunions de travail en commissions ont porté sur l'action féministe, le travail dans la jeunesse, l'écologie, ainsi que les campagnes de solidarité avec la Bosnie et le Chiapas (Mexique) et pour l'annulation de la dette du Tiers monde. Par ailleurs, le Congrès a examiné et tranché une série de problèmes organisationnels relatifs au statut de divers groupes dans différents pays. Il a pris acte de la division des forces de la Quatrième Internationale en Allemagne et au Mexique, tout en cherchant à organiser des rapports de coopération entre les parties concernées.

### *La mutation*

Le thème de la mutation était au centre des travaux de ce Congrès mondial : mutation de la situation mondiale, marquée par-dessus tout par l'effondrement du système des Etats stalinien de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est ; mutations dans la gauche anticapitaliste mondiale ; mutation de la Quatrième Internationale.

La combinaison de l'écroulement du stalinisme avec l'enlèvement du système capitaliste mondial dans la crise — ce qui correspond, dans notre analyse, à la prolongation de l'onde longue récessive, en cours depuis les années soixante-dix — produisent des effets contradictoires. Si les mythes et illusions quant à la restauration du capitalisme dans les sociétés post-staliniennes n'ont pas tardé à se dissiper devant les affres de l'économie de marché réellement existante, les réactions à la crise socio-économique, en ces temps de perte de crédibilité du projet socialiste, prennent trop souvent la forme de tendances réactionnaires au repli nationaliste, ethnique, racial ou religieux. D'où l'urgence de reconstruire un mouvement mondial de lutte anticapitaliste dans une perspective socialiste, s'articulant sur la recomposition en cours du mouvement ouvrier sous l'effet de la double faillite de la social-démocratie

et du stalinisme.

Le désarroi politique dans les rangs de la gauche anticapitaliste, dans le contexte de rapports de force dominés par l'impérialisme mondial, s'est traduit par de nombreuses capitulations politiques, voire même idéologiques. Mais il a également abouti à un dépassement spectaculaire des traditions sectaires léguées par le stalinisme et enracinées depuis des décennies au sein de la gauche anticapitaliste. Ainsi — dans un nombre de pays si important qu'il est légitime d'y voir une tendance générale de la nouvelle période à l'échelle mondiale — se sont mis en place des regroupements des forces déterminées, à la fois, à tirer les leçons de l'abomination historique que fut le stalinisme et à poursuivre, contre vents et marées, le combat contre le capitalisme.

Ces processus prennent diverses formes. Il s'agit, soit de rassemblements larges concernant des forces anticapitalistes dont la majeure partie est issue principalement, mais non exclusivement, de la décomposition du stalinisme ; soit de regroupements plus restreints de tendances issues de mutations au sein de la gauche révolutionnaire. Ils se traduisent, soit par la création de formations politiques organisées sur un mode démocratique pluraliste, respectant la diversité de leurs composantes et leur identités propres, tout en étant fondées sur le principe de l'action unifiée et de la discipline commune ; soit par des coalitions moins structurées, agissant sur le terrain électoral comme sur le terrain des luttes sociales et politiques en général.

Dans tous les pays où l'un de ces cas se présente, les organisations de la Quatrième Internationale sont partie prenante du processus de regroupement, qu'elles considèrent comme un moment important de la recomposition de la gauche anticapitaliste mondiale — dans laquelle la Quatrième Internationale est une participante active, apportant les acquis d'une longue tradition de combat contre le capitalisme et le stalinisme. ★